

doc  
CA1  
EA  
91U55  
FRE  
vol. 2

.62402057 (F)  
V.2

**Conférence des Nations Unies  
sur l'Environnement et le Développement  
(CNUED)**

**3ème Séance du Comité préparatoire**

**GENÈVE**

**12 août au 4 septembre 1991**

**RAPPORTS FINALS**

**Vol. II**

Veillez noter que les Nations-Unies n'ont pas traduit la majorité des documents de PrepCom III. Nous donnons donc leur référence originale en anglais dans le présent document et prions les lecteurs de nous excuser pour cet inconvénient. Par ailleurs, le délai accordé pour effectuer la présente traduction du rapport final ayant été très court, il se peut qu'on y trouve des erreurs typographiques. Veuillez s'il vous plait nous en excuser.

Publié par le Gouvernement du Canada.

On peut se procurer des exemplaires supplémentaires en téléphonant au (819) 953-6252.

Also available in English.

# TABLE DES MATIÈRES

## VOLUME I

1. DÉLÉGATION CANADIENNE
2. VUE D'ENSEMBLE ET ÉVALUATION
3. RÉSUMÉ DES RAPORTS FINALS
4. PARTICIPATION NON GOUVERNEMENTALE
5. AGENDA 21
6. ORGANISATION DE PREPCOM IV ET RÈGLES DE PROCÉDURE PROVISOIRES POUR LA CNUED

## GROUPE DE TRAVAIL I

7. PROTECTION DE L'ATMOSPHÈRE
8. FORÊTS
9. DÉSERTIFICATION ET GESTION DES TERRES
10. CONSERVATION DE LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE
11. GESTION ÉCOLOGIQUEMENT RATIONNELLE DE LA BIOTECHNOLOGIE

## GROUPE DE TRAVAIL II

12. DÉCHETS DANGEREUX
13. DÉCHETS SOLIDES ET EAUX USÉES
14. PRODUITS CHIMIQUES TOXIQUES
15. CIRCULATION ILLÉGALE DE DÉCHETS ET DE PRODUITS TOXIQUES
16. DÉCHETS RADIOACTIFS
17. OCÉANS
18. EAU DOUCE

## VOLUME II

### GROUPE DE TRAVAIL III

19. QUESTIONS JURIDIQUES
20. INSTITUTIONS
21. CHARTE DE LA TERRE

### QUESTIONS PLÉNIÈRES

22. RESSOURCES FINANCIÈRES
23. INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES
24. TRANSFERT DE TECHNOLOGIE
25. PAUVRETÉ ET POPULATION
26. ENVIRONNEMENT ET SANTÉ
27. ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

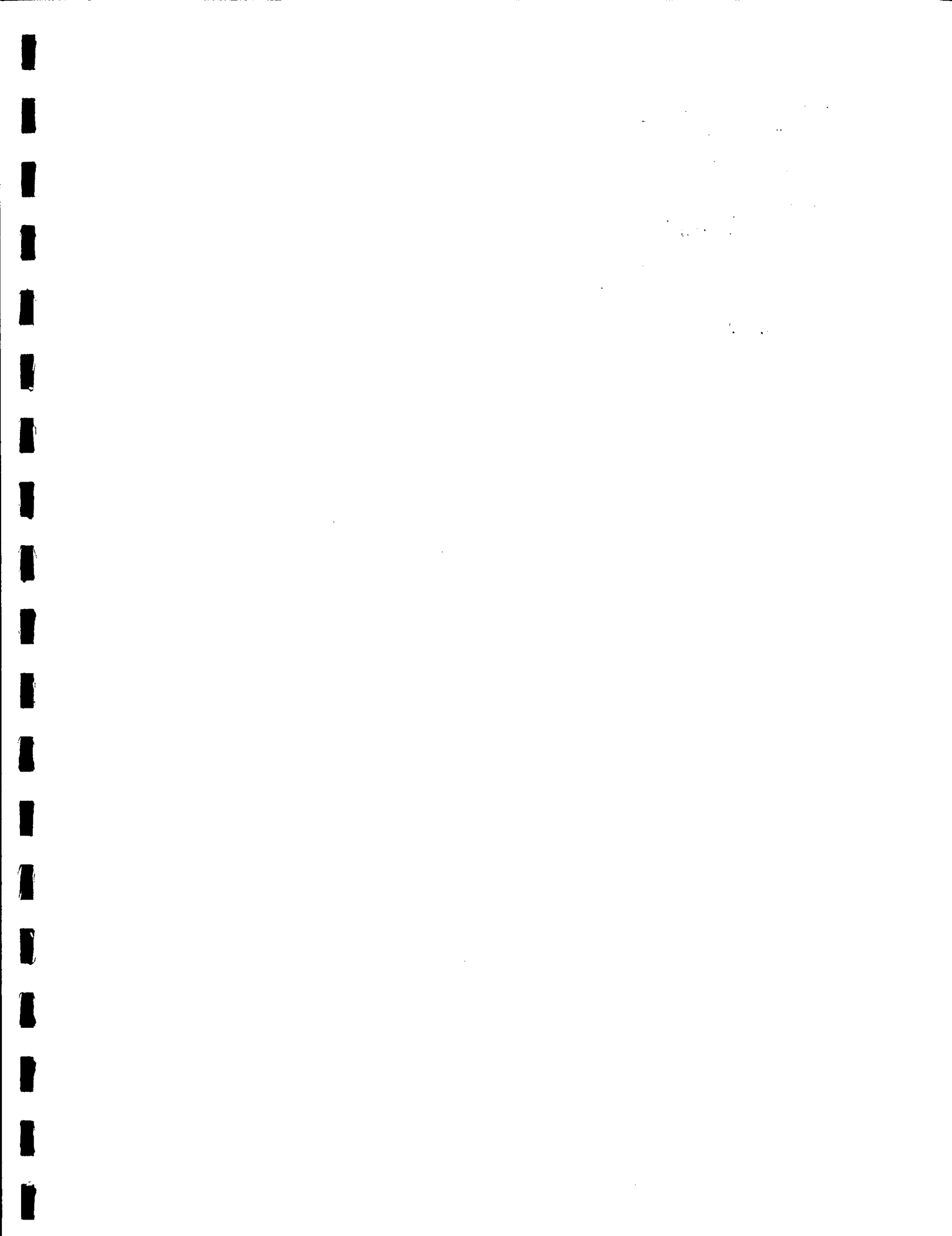
NON - CIRCULATING /  
CONSULTER SUR PLACE

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

DEC 31 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHÈQUE DU MINISTÈRE

43.261-058



## QUESTIONS D'ORDRE JURIDIQUE

### RÉSUMÉ

La plupart des commentaires ont porté principalement sur les modifications à apporter au document du Secrétariat intitulé Relevé des accords et instruments existants et critères d'évaluation (Survey of Existing Agreements and Instruments, and Criteria for Evaluation) dont on désire élargir la portée. Les délégués ont proposé d'inclure des références aux accords relatifs au développement et au traité sur le contrôle des armements et le désarmement. Parmi les autres questions clés qui ont été soulevés figuraient le rôle des accords sur le développement dans la promotion du développement durable, la prévention et le règlement des différends et l'environnement et la guerre. L'opinion générale semblait être que la CNUED pourrait utilement attirer l'attention sur les questions juridiques, mais que, abstraction faite peut-être de la prévention et du règlement des différends, il faudrait concentrer l'attention sur un accord relatif aux principes à inclure dans la Charte de la Terre.

### Documentation

A/CONF.151/PC/77 - *Survey of Existing Agreements and Instruments, and Criteria for Evaluation* (Relevé des accords et instruments existants et critères d'évaluation)

A/CONF.151/PC/77Rev.1

### DÉBAT DU PREPCOM

Les principaux objectifs canadiens étaient les suivants :

- Dans le domaine juridique, la priorité du Canada consistait à déposer ses principes relatifs à la Charte de la Terre et à persuader les délégués à utiliser notre texte comme base de négociations. En ce qui a trait au Relevé, le Canada a fait savoir qu'il devrait comporter des déclarations clés comme la Déclaration de Stockholm, qui contient des principes de droit international; les accords bilatéraux tels que l'accord canado-américain sur les pluies acides, qui couvre presque tout le continent; les accords-cadres tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Enfin, le Canada a proposé que le Groupe de travail III examine les accords relatifs à l'environnement et au commerce dans le but de déterminer la manière de concilier de telles différences et d'éviter les incohérences possibles dans les accords futurs.

La plupart des interventions ont porté principalement sur le PC/77, plusieurs délégations ayant proposé de modifier les critères proposés pour l'étude des instruments juridiques. Parmi les questions clés figuraient le rôle des accords sur l'environnement dans la promotion du développement durable, la prévention et le règlement des différends (principes et mécanismes) et l'environnement et la guerre.

### Accords internationaux sur l'environnement et le développement durable

Plusieurs pays en développement, notamment la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Nigéria et le Zimbabwe ont souligné que le Relevé des accords existants (ci-après "le Relevé") devrait, dans l'examen des instruments juridiques du domaine de l'environnement, viser un équilibre approprié des préoccupations en matière d'environnement et de développement et démontrer comment de tels accords favorisent le développement durable. La Chine a informé le Groupe des résultats du Symposium de Beijing sur le pays en développement et le droit international de l'environnement, où ont été examinés les besoins des pays en développement et leur capacité à participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des accords sur l'environnement. Le délégué a en outre mentionné que les divers instruments juridiques avaient différentes exigences et, qu'en plus d'identifier les signataires des accords sur l'environnement, il fallait analyser le rôle des grands pays dans la mise en oeuvre réussie de tels instruments. Les pays en développement ont également déclaré que le Relevé devait examiner si (et lesquels) des facteurs financiers, techniques et scientifiques influençaient leur participation à de pareils accords et si ces critères influençaient l'application des instruments en question.

Au sujet de la question du respect des lois, l'Indonésie a tenté de clarifier le document PC/77, mentionnant que les pays devraient, plutôt que d'élaborer de nouvelles mesures destinées à assurer le respect des accords, convenir d'un renforcement des mesures ou des programmes existants.

Le Canada a indiqué que l'enquête devrait inclure des documents clés, tels que la Déclaration de Stockholm, qui contient des principes de droit international, et a ajouté que les accords bilatéraux, notamment l'Accord canado-américain sur les pluies acides et l'Accord sur la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, devraient également être compris dans le Relevé parce qu'ils concernent des continents entiers. De même, le secrétariat devrait peut-être inclure dans le Relevé les accords cadres tels que la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en vue d'aider les délégations à trouver des moyens qui permettront de mieux définir et mettre en oeuvre de tels accords, notamment la section clé relative à la pollution des mers et aux ressources vivantes. Enfin, nous avons indiqué que le Groupe de travail III pourrait réaliser une étude utile des conflits existants entre les accords, en particulier dans les domaines du commerce et de l'environnement.

Un certain nombre de pays, notamment le Chili et le Canada, ont fait remarquer qu'il existait un grand nombre d'accords en vigueur dans le domaine de l'environnement, que le secrétariat devrait, dans la préparation du Relevé, éviter de s'attaquer aux mêmes questions que d'autres organismes (par exemple la Commission du droit international) et qu'il devrait faire un inventaire de tous les accords ayant une incidence sur l'environnement. Le Zimbabwe a fait remarquer que le Groupe de travail III devrait déterminer les instruments directement pertinents aux questions qui sont examinées à la CNUED et éviter d'ajouter simplement les accords sur le développement aux accords sur

l'environnement. Cependant, cette proposition n'a reçu qu'un appui modeste, car le Groupe de travail avait déjà convenu de n'examiner que les instruments ayant trait à l'environnement, au lieu de ceux qui concernaient l'environnement et le développement.

Le Pérou a attiré l'attention sur la récente réunion tenue à La Haye sur le droit international de l'environnement, en particulier sur la section relative à la participation des organisations non gouvernementales (ONG) dans l'élaboration et la mise en oeuvre des accords sur l'environnement. Mentionnant que la réunion de La Haye avait tenu compte de l'opinion des ONG sur l'efficacité des accords internationaux par rapport aux législations nationales, le délégué du Pérou a indiqué que le Relevé devrait prendre en considération les renseignements relatifs à l'accord (et à son fonctionnement) qui sont distribués aux gouvernements, aux parlements, à la presse, aux ONG, aux industries et au grand public, ainsi que les renseignements sur le rôle que jouent ces groupes dans la participation à ces accords et dans leur mise en oeuvre.

#### Prévention et règlement des différends

La Pologne a évoqué brièvement la proposition des pays du pentagone, qui forment plutôt maintenant un hexagone, au sujet des directives visant l'élaboration des principes et mécanismes de prévention et de règlement des différends et qui ont leur origine dans les divergences relatives aux ressources partagées et aux écosystèmes. Le délégué indique que le Relevé pourrait révéler les lacunes contenues dans les accords existants, qui pourraient être harmonisés et renforcés par l'élaboration d'un système commun permettant de faire face à ces différends. Le Mexique a souligné que la Cour internationale de justice pourrait, par l'entremise d'une chambre spéciale des questions environnementales, chercher à régler ces différends.

L'Inde s'est déclarée opposée à une telle analyse, alléguant que le Relevé ne devrait pas impliquer la nécessité de créer pareil mécanisme, mais que ces différends devraient plutôt être réglés au niveau bilatéral ou régional et au cas par cas.

#### L'environnement et la guerre

Le Pérou s'est déclaré heureux de voir inclure au PC/77 certains accords nucléaires (par exemple le Traité de Tlatelolco, qui interdit les armes nucléaires en Amérique du Sud) et a déclaré que la liste devrait être aussi complète que possible, ce qui illustrerait la nécessité d'examiner, dans l'optique du droit international, l'impact d'une guerre nucléaire sur l'environnement.

Le Comité international de la Croix rouge (CICR) a proposé que les pays ratifient les Protocoles de 1977, qui s'ajoutent aux Conventions de Genève, parce qu'ils constituent une importante contribution au renforcement des règles internationales destinées à protéger l'environnement en cas de conflit armé. Le représentant s'est inspiré de divers instruments juridiques et du droit coutumier pour exposer son point de vue, ajoutant que



le CICR ferait des suggestions spécifiques sur la question à la conférence que doivent tenir à Budapest en novembre 1991 la Croix rouge internationale et le Croissant rouge. Le représentant a dit également espérer que la CNUED accordera aux problèmes spécifiques causés à l'environnement par des conflits armés la considération qu'ils méritent.

L'Allemagne a affirmé, dans une courte déclaration, que les dommages causés à l'environnement au-delà des frontières nationales devraient être considérés en droit comme des infractions criminelles; cette question est présentement étudiée par la Commission du droit international.

#### Autres questions

Certains pays, notamment les États-Unis, les Pays-Bas (CE), ont exprimé des préoccupations au sujet du caractère ambitieux du Relevé, mentionnant que cela exigeait beaucoup de recherches, ainsi que des renseignements et la coopération d'États qui ne participent pas aux accords.

Le Chili a exprimé ses préoccupations au sujet du fait que les pays non signataires de certains accords contenus dans le Relevé seraient habilités à exprimer leur point de vue sur l'aptitude de ces accords à promouvoir un développement durable et sur tous les critères ayant fait l'objet d'un accord au sein du Groupe de travail. Le délégué a demandé si de tels pays étaient habilités à faire des commentaires au sujet des accords bilatéraux/régionaux, même s'ils ne sont pas bien au courant des conditions politiques/économiques/sociales existant dans ces États.

Quatre directions, une ONG représentant les autochtones d'Amérique du Nord, ont avancé l'idée que le Relevé devrait examiner la manière dont les accords relatifs à l'environnement affectent les droits des individuels et des groupes à un environnement sûr et sain.

Le représentant a évoqué les Conventions 107 et 169 de l'Organisation internationale du travail, qui traitent des droits des peuples autochtones à gérer les ressources naturelles et de la protection qu'on doit leur accorder contre les dommages à l'environnement. Déclarant que les rapports des États et les résolutions des Nations-Unis ne suffisaient pas, il a souligné la nécessité d'élaborer des mécanismes nationaux pour répondre aux préoccupations des individus et des Groupes, en particulier leurs droits vis-à-vis de leurs propres États et d'autres États, y compris les institutions publiques et privées situées dans ces États tiers (c'est-à-dire les sociétés et entreprises transnationales).

L'Assemblée spirituelle internationale des Baha'is a invité la CNUED à élaborer un code unique de droit international, qui, par l'entremise d'un système fédéral mondial et d'une législature internationale, régulerait les ressources et les peuples de la planète, sans priver les États et les citoyens de leur liberté. Le représentant a fait

remarquer que la Charte de la Terre pourrait jouer un rôle essentiel dans l'articulation d'une vision unifiée de l'avenir et l'exposé des valeurs sur lesquelles une telle vision doit reposer.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

S'inspirant d'un commentaire des délégations, le secrétariat a préparé une version révisée du PC/77, qu'il a présentée pour examen à une réunion informelle. Certes, la plupart des participants à cette réunion possédaient des connaissances en droit international, mais la réunion informelle a dégénéré en un travail de rédaction mesquin.

Les États-Unis ont indiqué que l'Étude aurait pu être plus objective si l'analyse faite avait évité de relier les accords sur l'environnement à la promotion du développement durable, concept que la délégation considère comme vague et subjectif.

Cette intervention a provoqué de vives protestations de la part de plusieurs délégations, notamment celle du Canada, qui ont soutenu qu'il existait un certain nombre de définitions adéquates "du développement durable" et que la compréhension de la relation existant entre le droit de l'environnement et le développement durable était une question fondamentale pour la Conférence de 1992. Les États-Unis ont retiré leur proposition.

D'autres propositions portaient sur les raisons pour lesquelles les pays ont émis des réserves au sujet des accords et les motifs du retard écoulé entre la signature et la ratification des accords. Cette dernière proposition, qui avait pourtant été bien accueillie à l'origine, a été considérée comme problématique par le représentant du Secrétariat de la CNUED, parce que cette instance aurait ensuite à examiner les rapports des gouvernements et les procès-verbaux des débats parlementaires pour déterminer pourquoi chaque partie aurait tant tardé à ratifier un accord donné.

La discussion la plus difficile portait sur une proposition visant à modifier certains des accords contenus dans une nouvelle section du PC/77 appelée "environnement et [sécurité internationale] [conflit armé]". Les États-Unis ont déclaré que la proposition posait deux problèmes : 1) certains des accords énumérés dans le PC/77 portaient sur le nucléaire et devraient être éliminés de la liste, sauf s'ils comportaient des sections de protocoles spécifiques relatifs à la protection de l'environnement; et 2) les États-Unis ne pourraient accepter en principe un article séparé sur l'environnement et la guerre, parce qu'il s'agit là essentiellement d'un problème politique ou de sécurité, pas d'un problème d'environnement, et qui n'aurait donc pas sa place dans le Relevé.

Cependant, la CE estimait qu'un tel article pourrait être inscrit dans le Relevé, ce qui a déclenché un débat qui n'est toujours pas clos. L'aspect surprenant de ces discussions a été le silence de deux membres de la CE, la France et le Royaume-Uni, tous deux titulaires d'un siège permanent au Conseil de sécurité et qui semblent favoriser une telle analyse des instruments de "guerre et de paix". Les États-Unis ont insisté sur le fait que la CE était en contradiction avec la position adoptée par le Conseil de sécurité et au Sommet tenu à Londres par le G-7, et le délégué a déclaré qu'il ne porterait pas cette question devant les capitales.

Il a été demandé au Secrétariat de revoir son document, dans lequel les références à l'environnement et à la guerre sont indiquées entre des parenthèses carrées. Le texte sera annexé à l'aperçu des délibérations du Groupe de travail III, qui sera préparé par le président. Bien que l'aperçu ne soit pas négociable, la version révisée du Relevé l'est et est donc susceptible d'être modifiée un peu plus, d'ici la fin des travaux du PrepCom.



## INSTITUTIONS

### RÉSUMÉ

Poursuivant les débats de PrepCom II, les délégués ont exposé des idées relatives à une réforme et à un renouvellement de l'ONU, dans le but de promouvoir les objectifs du développement durable, mais il reste à voir si le Groupe de travail III est en mesure de prendre des décisions fondamentales au sujet des institutions. Presque toutes les délégations ont souligné la nécessité d'examiner les organismes existants plutôt que d'ajouter de nouvelles grandes institutions au système des Nations Unies. Plusieurs pays ont proposé de renforcer le rôle de coordination de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) et du Conseil économique et social (ECOSOC) ; ils ont également proposé d'améliorer la coordination entre les agences des Nations Unies. Les pays d'Afrique ont également demandé d'élargir le mandat du PNUE afin qu'il couvre les problèmes liés à l'environnement et au développement; ce point de vue a été combattu par des représentants des autres régions, qui préféreraient voir réduire le domaine d'intervention du PNUE. Les pays en développement ont combattu l'idée d'utiliser le mécanisme environnemental mondial comme principal outil de financement du développement durable. Parmi les autres questions soulevées, il y a lieu de mentionner le rôle des organisations régionales et des organisations non gouvernementales (ONG) dans la mise en oeuvre des décisions de la CNUED, ainsi que la prévention et le règlement des différends (qui sont également abordés au chapitre des Questions juridiques.

### Documentation

- |                        |   |  |
|------------------------|---|--|
| A/CONF.151/PC/80       | - | <i>Report by the Secretary General on Institutions</i><br>(Rapport du secrétaire général au sujet des institutions)                    |
| A/CONF.151/PC/94       | - | <i>Report of Working Group III</i> (Rapport du Groupe de travail III)  |
| A/CONF.151/WG.III/L.10 | - | <i>Chairman's Summary on Institutional Issues</i><br>(Résumé concernant les questions d'ordre institutionnel préparé par le président) |

### DÉBATS DU PREPCOM

Les objectifs du Canada consistaient à exposer à PrepCom III les idées relatives aux questions suivantes :

- promotion de l'idée d'un véhicule non officiel de haut niveau afin de maintenir l'élan donné par la CNUED sur le plan politique;

- encourager l'Assemblée générale et le secrétaire général à jouer les rôles qui leur ont été confiés et qu'ils se sont engagés à assumer pour assurer la coordination des efforts déployés au plan de l'environnement dans le système des Nations Unies, et à promouvoir l'intégration de l'environnement et du développement dans ses programmes et activités;
- mettre en place des mécanismes provisoires destinés à coordonner, aux plans de l'environnement et du développement, les activités de programmation et d'évaluation du rendement à l'échelle du système des Nations Unies;
- veiller à ce que la répartition des travaux entrepris par les agences des Nations Unies soit fondée sur une évaluation réaliste de leurs avantages comparatifs (par exemple le renforcement de la CNUED dans le domaine du contrôle de l'environnement, de l'échange d'informations, de la coopération technique et de l'élaboration des mécanismes juridiques; le renforcement du PNUD ou du PNUE dans le développement respectueux de l'environnement);
- établir les moyens appropriés de développement des capacités dans le domaine de l'environnement (institution, ressources humaines, infrastructure et technologie de l'environnement) au niveau régional et local, et cela en utilisant dans la mesure du possible les mécanismes existants;
- promouvoir des approches novatrices aux arrangements institutionnels, lesquelles combindraient les points forts des approches intergouvernementales, des ONG et du milieu des affaires;
- soutenir la participation de divers secteurs des ONG dans la CNUED elle-même afin d'amener la CNUED à convenir d'un mécanisme de coopération permanente et substantielle entre les agences des Nations Unies et les ONG;
- la promotion d'un nombre limité d'initiatives de petite envergure qui ont de bonnes chances d'être approuvées, comme les projets à réaliser par la CNUED.

Le Groupe de travail III accuse un retard par rapport au Groupe de travail I et II à cause du consensus général selon lequel dans les questions d'ordre institutionnel la forme doit suivre la fonction, et que les décisions relatives aux institutions doivent attendre qu'un consensus substantiel ait été atteint au sujet points inscrits à Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle) et abordés par les Groupes de travail I et II. Néanmoins, un grand nombre de délégations ont profité de la discussion générale pour

faire connaître ou réitérer les éléments des positions nationales au sujet des grandes questions liées à la réforme des Nations Unies ainsi que concernant certaines questions spécifiques de la CNUED. Ce débat a mis en lumière à la fois les points de convergence et les domaines où existe une grande diversité d'opinions. Presque tous ceux qui ont pris la parole ont souligné le caractère préliminaire de leurs observations et il est clair que le Groupe de travail III a servi de caisse de résonance pour le Deuxième comité de l'AGNU.

Si les problèmes d'établissement d'un ordre de priorités posés par la réforme de l'ONU dans le domaine des grandes initiatives émanant de la CNUED ont été universellement reconnus, un certain nombre de délégations (États-Unis, CE) ont soutenu qu'il fallait travailler parallèlement sur les deux fronts. D'autres délégations (Canada, Suède, Guyane, Singapour, Australie, Nouvelle-Zélande) ont indiqué que le rôle de PrepCom III consistait à clarifier des questions et à restreindre les options, et elles ont évoqué, au sujet des décisions à prendre par la suite, des critères, des directives, ou les principes directeurs convenus. L'Algérie et d'autres pays ont fait remarquer que la volonté politique sera l'élément clé de ces changements et que la CNUED devrait être considérée comme le commencement plutôt que la fin du processus.

Au cours de ces délibérations, le Groupe de travail III n'a pas pu s'attaquer, ne serait-ce que sur le plan conceptuel, aux fonctions du Groupe de travail par rapport à la pléthore d'initiatives institutionnelles relativement petites et non coordonnées qui font maintenant l'objet de discussions dans les négociations de la convention et au sein des Groupes de travail I et II (Agenda 21).

### Grandes questions

**Création de nouvelles institutions :** Tous ceux qui se sont succédé au micro pour parler de réforme, de restructuration, de renforcement ou de rationalisation ont souligné qu'il était préférable de commencer avec le système existant plutôt que de créer de nouvelles grandes institutions. Le Japon a invité les autres pays à faire preuve de patience en conservant les institutions existantes pendant la période d'évolution vers l'intégration de l'environnement et du développement.

**Renforcement du PNUE :** Parlant au nom des pays d'Afrique, le Kenya a proposé de faire du PNUE l'agence centrale de l'ONU dans les domaines de l'environnement et du développement. La plupart des autres pays (États-Unis, EC, Suède, Nouvelle-Zélande, Chine) ont souligné la nécessité de renforcer la capacité du PNUE de s'acquitter de son mandat actuel en mettant l'accent sur le droit de l'environnement, l'information et les conseils en matière de politique. Le Brésil, la Malaysia et d'autres pays ont souligné le fait que le PNUE était bien équipé, qu'il s'occupait principalement de l'"environnement" de l'environnement et du développement" et qu'il ne devrait pas entreprendre un vaste programme d'activités opérationnelles de développement.



Politique gouvernementale et suivi d'Agenda 21 : Il a été fait largement état de la nécessité de créer un organe central crédible et doté d'un profil politique. On a fait de nombreuses références à l'Assemblée générale elle-même et au Conseil économique et social, ainsi qu'à la création d'une commission ou d'un comité qui relèverait du Conseil économique et social. Les États-Unis ont proposé de fusionner en un Comité du développement durable les fonctions des comités des ressources naturelles, des sources nouvelles et renouvelables d'énergie et de la science et de la technologie. L'Inde, la Malaysia et d'autres pays ont indiqué clairement qu'un tel organisme devrait être intergouvernemental et démocratiquement constitué (c'est-à-dire sur des bases différentes de celles du Conseil de sécurité). La Malaysia a déclaré spécifiquement que la responsabilité du suivi et de l'évaluation ne devrait pas être confiée à un organisme non gouvernemental et que la discussion relative à un Conseil du développement durable était prématurée. La Chine a fait remarquer que le Conseil économique et social (ECOSOC) lui-même ou une nouvelle commission pourrait remplir ce rôle.

Coordination inter-agences : Tous les délégués ont fait état de l'importance de l'intégration des préoccupations d'ordre environnemental à l'ensemble des activités des Nations Unies, et de celle de la coordination inter-agences à cette fin. Un grand nombre d'entre-eux ont proposé de renforcer les mécanismes de coordination (Mexique); cependant, seuls les Philippines et le Bangladesh ont fait état du rôle que le Directeur général du développement et de la coopération économique internationale pourrait jouer dans ce domaine. Diverses suggestions ont été faites pour la tenue de sessions spéciales du Comité administratif sur la coordination, et pour le rétablissement du Conseil de coordination de l'environnement (et du développement) sous la direction conjointe du PNUD/PNUE (États-Unis, Japon) ou de nouveau sous celle du PNUD (Kenya). Le Mexique a proposé une agence conjointe gouvernements/organismes.

Financement, Mécanisme environnemental mondial (Global Environmental Facility) (GEF) : Si les déclarations de tous les pays du G-77 ont fait état du besoin de ressources, la seule demande classique de financement nouveau et additionnel présentée et qui rejetait toutefois l'utilisation des fonds traditionnels d'aide à l'environnement est venue de l'Inde. D'autres délégations du G-77 ont semblé préconiser, avec le WEOG, une plus grande intégration des questions environnementales afin d'assurer un développement réel (c'est-à-dire durable). Aucune déclaration du G-77 ne contenait une référence positive au Mécanisme environnemental mondial (Global Environmental Facility) (GEF). L'Inde, le Chili et d'autres pays ont exprimé de fortes réserves au sujet de l'utilité de ce mécanisme en tant que fonds général pour d'autres conventions, et critiqué son mode de gestion. L'EC, la Suède et la Finlande ont qualifié le mécanisme d'utile, en dépit de son caractère expérimental et de projet pilote.

Rôle des intervenants autres que les États : L'importance de l'intégration de la perspective des ONG, des milieux scientifiques et des milieux d'affaires a été soulignée par un nombre étonnamment élevé de délégations (par exemple le Pérou, la Tanzanie, les Philippines), qui la jugent essentielle à la réalisation d'un développement durable. La

Tanzanie est allée jusqu'à affirmer que les ONG devraient participer à la fois au niveau des discussions et des opérations, tandis que le Pérou a proposé que la CNUED mette en place un processus de suivi qui ferait explicitement participer les sociétés transnationales à la prise de décision dans le domaine de l'environnement. Les délégations au WEOG ont souligné la nécessité de rattacher les activités des Nations Unies aux activités des banques de développement multilatéral.

Rôle des organisations régionales : Un certain nombre de représentants ont mentionné la nécessité d'entreprendre le développement des capacités par le biais d'un soutien aux institutions régionales. Le Bangladesh a proposé de confier un rôle important aux commissions régionales dans la mise en oeuvre d'Agenda 21.

#### Prévention et règlements des différends :

Parlant au nom des pays de l'Hexagone (autrefois Pentagone) soit l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, l'Italie, la Pologne et la Yougoslavie), l'Autriche a réitéré la proposition qu'elle avait présentée à PrepCom II au sujet de la création d'un mécanisme de prévention de règlement des différends. Le délégué a déclaré que ce groupe de pays avait l'intention de présenter au PrepCom une décision recommandant que le secrétariat de la CNUED continue de s'occuper de ce dossier pour PrepCom IV.

Les États-Unis ont déclaré qu'ils appuyaient fortement l'idée de l'élaboration de mécanismes de règlement des différends, mais ils ont exprimé une préoccupation au sujet de l'élaboration de procédures autonomes et obligatoires applicables par une seule institution de même que des doutes au sujet de l'utilité de ces procédures en l'absence de traités spécifiques. Un grand nombre de pays, dont la Colombie, la Finlande et le Pakistan ont émis des commentaires sur l'utilité des mécanismes de règlement des différends et reconnu qu'il était nécessaire d'effectuer d'autres travaux dans ce domaine. La délégation de l'Inde a répété qu'elle considérait comme prématuré l'examen du règlement des différends, étant donné la diversité des points de vue et des incertitudes scientifiques existant au sujet de la notion de maillon environnemental, mais elle a souligné qu'il fallait que le règlement des différends constitue un élément intrinsèque d'accords internationaux.

## **RÉSULTATS ET ÉVALUATION**

Il reste à voir quand les délégations feront les premiers pas, si jamais elles les font, pour négocier les mesures concrètes visant à renforcer la capacité de l'ONU (et des autres organisations internationales de promouvoir un développement durable. La question se trouve compliquée par le fait que l'ONU est engagée dans un processus de réforme et de revitalisation, notamment dans les secteurs économique et social; que les pays en développement envisagent les modifications d'ordre institutionnel exclusivement en termes de lien avec d'autres mécanismes de financement et de transfert de technologies, et que toute décision finale relative aux institutions doit nécessairement se faire à la

réunion au sommet qui se tiendra à Rio de Janeiro. En conséquence, le président du Groupe de travail III a préparé un aperçu de la question (L.10), et le Groupe de travail a décidé ce qui suit :

- Demander au Secrétaire général de la CNUED de préparer et tenir à jour une compilation des propositions d'ordre institutionnel faites à PrepCom III, ainsi que de celles faites aux Groupes de travail I et II ainsi qu'à la plénière, et aussi des observations pertinentes contenues dans les rapports nationaux qui proviennent des conférences préparatoires régionales centrés sur les moyens d'action possibles.

Dans l'intervalle, il se pourrait que les délégations veuillent discuter de domaines de convergence avant la prochaine réunion préparatoire, puisqu'on s'attend à ce que le président consacre le plus clair de son temps à la Charte de la Terre. De même, il y aurait lieu de se rappeler que la discussion relative aux institutions doit nécessairement se faire à un haut niveau, en particulier si les pays concluent qu'il est nécessaire de créer de nouvelles institutions pour assurer le suivi de la Conférence de 1992.



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/WG.III/L.10  
26 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Working Group III  
Agenda item 5

OTHER LEGAL, INSTITUTIONAL AND RELATED MATTERS, AS WELL AS LEGAL AND  
INSTITUTIONAL ASPECTS OF CROSS-SECTORAL ISSUES, INCLUDING THOSE  
REFERRED TO WORKING GROUP III BY WORKING GROUPS I AND II AND THE  
PLENARY OF THE PREPARATORY COMMITTEE

Chairman's summary

1. Under this agenda item, Working Group III considered other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Group I, Working Group II and the plenary of the Preparatory Committee. The Working Group had before it the progress reports on institutions by the Secretary-General (A/CONF.151/PC/36, A/CONF.151/PC/80 and Corr. 1) as well as several documents submitted by delegations (A/CONF.151/PC/81, A/CONF.151/PC/L.29, A/CONF.151/PC/WG.III/L.1 and A/CONF.151/PC/WG.III/L.4). Furthermore, in response to a request by Working Group II at the second session of the Preparatory Committee (decision 2/20, subparagraph 2 (p)), the Working Group had before it for consideration a progress report by the Secretariat on the development of legal instruments for transboundary waters (A/CONF.151/PC/79).

2. In the course of the discussion, most speakers stated that their comments were of necessity preliminary at this stage. Although the Working Group did not attempt to reach any conclusions, there was broad agreement on the following points which could serve as guidance for the future work of the Working Group at the fourth session of the Preparatory Committee:

(a) Some reform of United Nations institutions in the field of environment and development is needed, taking into account general efforts for restructuring and revitalization of the United Nations in the context of General Assembly resolution 45/264.

(b) Working Group III must take into account decisions with institutional implications originating from Working Groups I and II and the Plenary.

(c) Proliferation of institutions at the global level must be avoided.

(d) There is a need to work out mechanisms to promote coordination, both at the intergovernmental level and at the level of the Secretariat and United Nations specialized agencies and programmes involved with environment or development.

(e) Existing international institutions at the global and regional levels in the field of environment and development, including UNEP and UNDP, should be adapted to changed circumstances in order to support sustainable development. There was consensus that UNEP must be strengthened.

(f) Among the goals of institutional reform at the global and regional levels should be enhancement of the capacity of institutions at the national level, especially in developing countries, to ensure the full integration of environment and development.

(g) Institutions and organizations outside the United Nations system, including the non-governmental sector, have an important role in this process.

(h) The Working Group, at the fourth session of the Preparatory Committee, will have to consider the need for institutional arrangements, both at the intergovernmental and secretariat levels for the implementation and continuous review of Agenda 21.

3. In order to facilitate discussion at the fourth session of the Preparatory Committee, the necessary documentation should be prepared by the Secretariat. Specifically, an updated compilation of institutional proposals made by delegations during the third session of the Preparatory Committee, including those made in Working Groups I and II and the plenary, with a focus on options for action, is required. In this context, the matrix developed by the delegation of Canada should be used, as well as the relevant information contained in national reports. In addition, it is expected that the Working Group will have before it, in response to General Assembly resolution 44/229, a report by the Secretary-General on the structure and responsiveness of the United Nations in dealing with major environmental issues.

-----



## General Assembly

Distr.  
GENERAL

A/CONF.151/PC/94  
31 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 5

### ADOPTION OF THE REPORT OF THE PREPARATORY COMMITTEE

#### Report of Working Group III

Rapporteur: Mr. John SLOAN (Canada)

#### I. ORGANIZATIONAL MATTERS

##### A. Organization of the session

1. Working Group III held 11 meetings (6th to 16th) from 19 to 30 August 1991.

##### B. Officers of the Working Group

2. The officers, who were elected by the Working Group at its first session, remained:

Chairman: Bedrich Moldan (Czechoslovakia)

Vice-Chairmen: Oswaldo de Rivero (Peru)  
Reynaldo Arcilla (Philippines)  
Albert Muchanga (Zambia)

Rapporteur: John Sloan (Canada).

C. Adoption of the agenda and other organizational matters

At the 6th meeting, on 19 August, the Secretary-General of the Conference made an introductory statement on the work of the Working Group.

3. At its 6th meeting, on 19 August, the Working Group approved its agenda as contained in Section IV of document A/CONF.151/PC/39 and Corr.1. The agenda was as follows:

1. Adoption of the agenda and other organizational matters
2. Continuation and conclusion of the discussion on all matters pertaining to the terms of reference of Working Group III, as adopted, in accordance with General Assembly resolution 44/228
3. Survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation
4. Principles on general rights and obligations
5. Other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Groups I and II and the plenary of the Preparatory Committee
6. Provisional agenda for the third session of Working Group III
7. Adoption of the report of Working Group III.

D. Documentation

4. The Working Group had before it the following documents:

(a) Progress report of the Secretary-General of the Conference on institutions (A/CONF.151/PC/36);

(b) Note by the secretariat on a survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation (A/CONF.151/PC/77);

(c) Note by the secretariat on an annotated check-list of principles on general rights and obligations (A/CONF.151/PC/78);

(d) Progress report by the secretariat on the development of legal instruments for transboundary waters (A/CONF.151/PC/79);

(e) Progress report of the Secretary-General of the Conference on institutions (A/CONF.151/PC/80);

(f) Letter dated 27 June 1991 from the Permanent Representative of Peru to the United Nations Office at Geneva addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/81);

(g) Letter dated 17 July 1991 from the Permanent Representative of Peru to the United Nations Office at Geneva addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/83);

(h) Letter dated 19 March 1991 from the head of the delegation of Austria to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its second session addressed to the Deputy Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/L.29);

(i) Letter dated 26 March 1991 from the head of the delegation of Austria to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its second session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/WG.III/L.1);

(j) United States proposal for improving United Nations institutional involvement in environmental affairs: enhancing central coordination and the role of UNEP (A/CONF.151/PC/WG.III/L.4);

(k) Letter dated 15 August 1991 from the Head of the delegation of Canada to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/WG.III/L.5);

(l) Draft proposal submitted by Ghana on behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77 (A/CONF.151/PC/WG.III/L.6);

(m) Draft report of Working Group III (A/CONF.151/PC/WG.III.L.7 and Add.1);

(n) Chairman's consolidated draft (A/CONF.151/PC/WG.III/L.8 and Corr.1 and Add.1);

(o) Chairman's summary, submitted under item 3 (A/CONF.151/PC/WG.III/L.9 and Corr.1);

(p) Chairman's summary, submitted under item 5 (A/CONF.151/PC/WG.III/L.10);

(q) Draft decision submitted by Sweden (A/CONF.151/PC/WG.III/L.11);

(r) Draft decision submitted by Austria, Czechoslovakia, Hungary, Italy, Kenya, Poland, Switzerland and Yugoslavia (A/CONF.151/PC/WG.III/L.12);

(s) Chairman's summary, submitted under item 4 (A/CONF.151/PC/WG.III/L.13);



(t) Provisional agenda for the third session of Working Group III  
(A/CONF.151/PC/WG.III/L.14);

(u) Draft decisions submitted by the Chairman  
(A/CONF.151/PC/WG.III/L.15);

(v) Letter dated 23 August 1991 from the Permanent Representative of the Holy See to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/WG.III/L.16\*);

(w) Letter dated 29 August 1991 from the Head of the delegation of Colombia to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development (A/CONF.151/PC/WG.III/L.17\*);

(x) Draft decision proposed by the Chairman on the basis of informal consultations (A/CONF.151/PC/WG.III/L.18);

(y) Proposal submitted by the Union of Soviet Socialist Republics  
(A/CONF.151/PC/CRP.8).

5. A complete list of documents is contained in annex I to the report of the Preparatory Committee.

II. CONTINUATION AND CONCLUSION OF THE DISCUSSION ON ALL MATTERS  
PERTAINING TO THE TERMS OF REFERENCE OF WORKING GROUP III, AS  
ADOPTED, IN ACCORDANCE WITH GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228

6. The Working Group considered the question of the continuation and conclusion of the discussion on all matters pertaining to the terms of reference of Working Group III, as adopted, in accordance with General Assembly resolution 44/228 (agenda item 2) at its 6th meeting, on 19 August.

7. At the 6th meeting, on 19 August, the representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development made an introductory statement. Statements were made by the representatives of Mali and Canada. The Chairman made a concluding statement.

III. SURVEY OF EXISTING AGREEMENTS AND INSTRUMENTS,  
AND CRITERIA FOR EVALUATION

8. The Working Group considered the question of the survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation (agenda item 3) at its 6th, 7th, 14th and 15th meetings, on 19, 27 and 29 August.

---

\* To be issued.

9. At the 6th meeting, on 19 August, the representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development made an introductory statement. Statements were made by the representatives of Sweden, United Republic of Tanzania, Peru, Mali, New Zealand, the United States of America, Brazil, Mexico, Tunisia, Austria, Malaysia, Burkina Faso, Kenya, Viet Nam and the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States). Statements were also made by the representatives of the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources and Baha'i International Community, non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decision 2/2.

10. At the 7th meeting, on 19 August, statements were made by the representatives of Italy, Kiribati, Egypt, Romania, Australia, Singapore, the Philippines, China, Chile, Indonesia, Nigeria, Poland, Germany, India, Kuwait, the Union of Soviet Socialist Republics, Zimbabwe, Canada, the Sudan, Peru, the United States of America and Mexico. The representative of the International Committee of the Red Cross made a statement. Statements were also made by the representatives of Greenpeace International, Four Directions Council and Consortium for Action to Protect the Earth (CAPE '92), non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decision 2/2. The representative of the United Nations Centre on Transnational Corporations also made a statement.

11. The Chairman's summary of the discussion was subsequently issued in document A/CONF.151/PC/WG.III/L.9 and Corr.1.

12. At the 15th meeting, on 29 August, the Chairman introduced a draft decision, contained in document A/CONF.151/PC/WG.III/L.15, entitled "Survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation", which he had submitted on the basis of informal consultations, and orally revised it as follows:

(a) In paragraph (b), the words "Agrees on" were replaced by the word "Welcomes";

(b) In paragraph (c), the words "agreed criteria" were replaced by the words "proposed criteria" and the phrase "and in cooperation with the international secretariats or depositaries concerned, as applicable" was added at the end of the paragraph.

13. At the same meeting, the Working Group approved the draft decision, as orally revised, and recommended it to the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision I).

#### IV. PRINCIPLES ON GENERAL RIGHTS AND OBLIGATIONS

14. The Working Group considered the question of principles on general rights and obligations (agenda item 4) at its 8th to 10th, 14th and 16th meetings, on 20, 21, 27 and 30 August.

15. At the 8th meeting, on 20 August, the representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development made an introductory statement. Statements were made by the representatives of Canada, Peru, Egypt, the United States of America, the Union of Soviet Socialist Republics, China, Colombia, Romania, the United Republic of Tanzania, Singapore, Malta, Nigeria, Mali, Fiji, Mexico, New Zealand, Burkina Faso, Austria and Malaysia. The representative of the World Meteorological Organization also made a statement.

16. At the 9th meeting, on 20 August, statements were made by the representatives of the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States), Gambia, Sweden, the Holy See, Germany, Niger, Chile, Pakistan, India, Brazil, Kenya, Kiribati, Algeria, Australia, the Philippines and Indonesia. The representative of the Food and Agriculture Organization of the United Nations also made a statement. Statements were made by the representatives of the International Confederation of Free Trade Unions, the Women's International League for Peace and Freedom, the Poverty and Affluence Working Group, Sahabat Alam Malaysia, Four Directions Council, Green Forum Philippines, the World Council of Churches and Brahma Kumaris World Spiritual University, non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decisions 2/2 and \_\_\_.

17. At the 10th meeting, on 21 August, statements were made by the representatives of Côte d'Ivoire, the Republic of Korea, Norway, Japan, Zimbabwe, Cameroon, Bolivia, Venezuela, Trinidad and Tobago, the Sudan, Nepal, Tonga, Tunisia, Ghana (on behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77), Malawi, Jamaica, Mauritius, Finland, Brazil, Italy and Saint Lucia. The Special Rapporteur on Human Rights and the Environment made a statement. The representative of the South Pacific Regional Environment Programme also made a statement. Statements were made by the representatives of the Natural Heritage Institute, Consortium for Action to Protect the Earth (CAPE '92), the United States Citizens' Network on UNCED, the International Indigenous Commission, Centre International de Droit Comparé de l'Environnement and the Public Campaign on Environment and Development, non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decisions 2/2 and \_\_\_.

18. The Chairman's summary of the discussion was subsequently issued in document A/CONF.151/PC/WG.III/L.13.

19. At the 14th meeting, on 27 August, the representative of Ghana, on behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77, introduced a draft decision (A/CONF.151/PC/WG.III/L.6) entitled "Rio de Janeiro Charter/Declaration on Environment and Development" and corrected subparagraph 2 (L) by replacing the word "natural" by the word "national".

20. At the same meeting, the representative of Australia made a statement.

21. At the 16th meeting, on 30 August, the Chairman introduced a draft decision (A/CONF.151/PC/WG.III/L.18), entitled "Principles on general rights and obligations", which he had submitted on the basis of informal consultations.

22. Statements were made by the representatives of the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States), Ghana (on behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77), Chile, the United States of America, Singapore, the United Republic of Tanzania, Romania, Tunisia, Mauritius, Nepal, Mauritania, Malta and the Union of Soviet Socialist Republics. The Secretary and the representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development responded to questions raised.

23. At the same meeting, the Chairman orally revised the draft decision as follows:

(a) In paragraph (a), "A/CONF.151/PC/78 and" was inserted before the word "documents";

(b) Paragraph (b), which read:

"Decides to take action on A/CONF.151/PC/WG.III/L.6 at its fourth session;"

was replaced by the following text:

"Decides to consider and take appropriate action on A/CONF.151/PC/WG.III/L.6 at its fourth session;"

(c) In paragraph (c), the words "contained in these documents" were replaced by the words "contained in the above-mentioned documents" and the phrase "after the third session of the Preparatory Committee", were added at the end of the paragraph.

24. At the same meeting, the Working Group approved the draft decision, as orally revised, and recommended it to the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision II).

V. OTHER LEGAL, INSTITUTIONAL AND RELATED MATTERS, AS WELL AS LEGAL AND INSTITUTIONAL ASPECTS OF CROSS-SECTORAL ISSUES, INCLUDING THOSE REFERRED TO WORKING GROUP III BY WORKING GROUPS I and II AND THE PLENARY OF THE PREPARATORY COMMITTEE

25. The working group considered the question of other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Groups I and II and the plenary of the Preparatory Committee (agenda item 5) at its 11th to 15th meetings, on 22, 23, 27 and 29 August 1991.

26. At the 11th meeting, on 22 August, the representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development introduced the progress report of the Secretary-General of the Conference on institutions, (A/CONF.151/PC/80). Statements were made by the representatives of Peru, Singapore, Austria, the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States), Chile, Brazil, Sweden, Canada, Switzerland, Mali, the United Republic of Tanzania, Malaysia, Mexico, China, Fiji and Cuba.

27. At the 12th meeting, on 22 August, statements were made by the representatives of Kuwait, Colombia, Romania, the United States of America, Finland, Algeria, Norway, Indonesia, Kenya, Australia, India, the Philippines, New Zealand, Czechoslovakia, Bangladesh, Germany, Zimbabwe and the Central African Republic. The representative of the Economic Commission for Latin America and the Caribbean made a statement on behalf of the regional commissions. Statements were also made by the Netherlands National Committee for IUCN, the Citizen's Alliance for Saving the Atmosphere and the Earth and the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources, non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decisions 2/2 and \_\_\_.

28. At the 13th meeting, on 23 August, statements were made by the representatives of Pakistan, Zambia, Guyana, Barbados, Mauritius, Gambia, Malawi, Japan, Saint Lucia, the United States of America, Guinea, Egypt and Uganda. Statements were also made by the representatives of Consortium for Action to Protect the Earth (CAPE '92), Greenpeace International, World Association for World Federation, Centre of Development of International Law and Four Directions Council, non-governmental organizations accredited to the Preparatory Committee in accordance with its decisions 2/2 and \_\_\_.

29. The Chairman's summary of the discussion was subsequently issued in document A/CONF.151/PC/WG.III/L.10.

30. At the 14th meeting, on 27 August, the representative of Sweden introduced a draft decision entitled "Legal instruments for transboundary waters" (A/CONF.151/PC/WG.III/L.11).

31. At the same meeting, statements were made by the representatives of India and the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States).

The Chairman made a statement.

32. At the 15th meeting, on 29 August, the Working Group was informed that, as a result of informal consultations on A/CONF.151/PC/WG.III/L.11, it had been agreed to replace the words in the operative paragraph "under the agenda item on other legal, institutional and related matters" by the words "under agenda item 2 of Working Group III at the fourth session of the Preparatory Committee."

33. At the same meeting, the Working Group approved the draft decision, as orally revised, and recommended it to the plenary of the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision III).

34. At the 14th meeting, on 27 August, the representative of Austria, on behalf of Austria, Czechoslovakia, Hungary, Italy, Kenya, Poland, Switzerland and Yugoslavia, introduced a draft decision entitled "Environmental disputes: prevention and settlement" (A/CONF.151/PC/WG.III/L.12).

35. At the same meeting, statements were made by the representatives of the United States of America, India, Brazil, Argentina, the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States), Mexico, Chile, Senegal and Peru.

36. At the 15th meeting, on 29 August, the Vice-Chairman, Mr. Muchanga (Zambia), informed the Working Group of the following changes to the draft decision which had been agreed to during informal consultations:

Operative paragraphs 1 and 2, which read:

"1. Decides to include in the provisional agenda for its fourth session, as a separate item, 'Dispute prevention and dispute settlement concerning the environment';

"2. Requests the secretariat, in the evaluation of international agreements in preparation for the fourth session of the Preparatory Committee, to give special attention to existing international mechanisms for the prevention and settlement of disputes concerning the environment, to analyse critically these existing mechanisms and to identify gaps therein."

were replaced by the following text:

"1. Decides to devote one or two sessions of Working Group III under agenda item 2 at the fourth session of the Preparatory Committee to subparagraph 15 (w) of General Assembly resolution 44/228; and

"2. Requests the secretariat, in the evaluation of international agreements in preparation for the fourth session of the Preparatory Committee, to give special attention to the mandate of paragraph 15 (w) of General Assembly resolution 44/228."

37. At the same meeting, the Working Group approved the draft decision, as orally revised, and recommended it to the plenary of the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision IV).

38. Before the draft decision was approved, statements were made by the representatives of Nepal and the United Republic of Tanzania, as well as by the Chairman.

39. At the 15th meeting, on 29 August, the Chairman introduced a draft decision, also contained in document A/CONF.151/PC/WG.III/L.15, entitled "Other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Groups I and II and the plenary of the Committee", which he had submitted on the basis of informal consultations, and orally revised it as follows:

(a) The title of the draft decision was revised to read "Institutions";

(b) In subparagraph (a), the words "and the comments thereon, and" were added at the end of the paragraph;

(c) In paragraph (b), the words "and others" were inserted after the words "proposals made by delegations" and the words "as well as those contained in national reports, with a focus on options for action" were replaced by the words "as well as relevant observations that may be contained in national reports and originating from regional preparatory conferences, with a focus on options for action".

40. At the same meeting, the Working Group approved the draft decision, as orally revised, and recommended it to the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision V).

#### VI. PROVISIONAL AGENDA FOR THE THIRD SESSION OF THE WORKING GROUP

41. At its 15th meeting, on 29 August, the Working Group approved the draft provisional agenda for its third session (A/CONF.151/PC/WG.III/L.14), as orally amended, and recommended it to the Preparatory Committee for adoption (see para. 44 below, draft decision VI).

42. Before the provisional agenda was approved, statements were made by the representatives of the Netherlands (on behalf of the European Community and its member States), the Union of Soviet Socialist Republics, Argentina, the Philippines, Australia and India. The representative of the secretariat of the United Nations Conference on Environment and Development also made a statement.

#### VII. ADOPTION OF THE REPORT OF WORKING GROUP III

43. At its 15th meeting, on 29 August, the Working Group adopted its draft report as contained in documents A/CONF.151/PC/WG.III/L.7 and Add.1, as amended during the discussion.

RECOMMENDATIONS OF WORKING GROUP III

44. Working Group III recommends to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development the adoption of the following draft decisions:

DRAFT DECISION I

Survey of existing agreements and instruments,  
and criteria for evaluation

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development:

(a) Takes note of the report by the secretariat on the survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation (A/CONF.151/PC/77);

(b) Welcomes the expected outcome of its work on this agenda item, as reflected in annex I;

(c) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to compile the necessary background information in accordance with the proposed criteria for evaluating the effectiveness of existing agreements and instruments (annex II), on the basis of a revised list of such agreements and instruments (annex III) and in cooperation with the international secretariats or depositaries concerned, as applicable.

ANNEX I

Expected outcomes

In accordance with its terms of reference, Working Group III will prepare an annotated list of existing international agreements and international legal instruments in the environmental field, describing their purpose and scope, evaluating their effectiveness, and examining possible areas for the further development of international environmental law, in the light of the need to integrate environment and development, especially taking into account the special needs and concerns of the developing countries.

Possible areas to be examined in the context of Agenda 21 are:

(a) Priorities for future law-making at the appropriate level, incorporating environmental and developmental concerns;

(b) Measures to promote and support the effective participation of developing countries in the negotiation and operation of international agreements or instruments, including technical and financial assistance and other available mechanisms for this purpose;

(c) Measures for effective implementation and compliance, regular assessment and timely review and adjustment of agreements or instruments by the Parties concerned;



(d) Measures for improving the effectiveness of institutions and procedures for the administration of agreements and instruments;

(e) Measures for the resolution and prevention of conflicts, including potential conflicts between environmental and development/trade agreements or instruments, also with a view to ensuring that such agreements and instruments are mutually reinforcing.

## ANNEX II

### Criteria for evaluating the effectiveness of existing agreements or instruments

(Some of the criteria listed may not be applicable to all agreements or instruments to be evaluated).

#### A. Objectives and achievement

1. What are the basic objectives formulated in the international agreements and instruments evaluated, and how do these objectives relate to the effective integration of environment and development?
2. In the case of regional agreements and instruments, what is their actual and potential bearing on global environmental protection and sustainable development?
3. Do these agreements or instruments take into account the special circumstances of developing countries?
4. To what extent have the basic objectives (environmental/developmental) formulated in international agreements and instruments been met, and how is goal achievement measured?

#### B. Participation

5. Is membership limited or open-ended?
6. Are reservations possible, and to what extent have they been used?
7. What is the current geographical distribution of membership in existing environmental agreements and instruments, especially as regards developing countries?
8. What is the record of actual participation by developing countries in the negotiation and drafting of these agreements and instruments, and in programme activities and meetings organized under these agreements and instruments?
9. Which incentives (e.g. financial, trade, technology benefits) are available to encourage participation and facilitate implementation by developing countries?

10. Which measures have been taken to promote and support the effective participation of developing countries in the negotiation and operation of international agreements or instruments, including technical and financial assistance and other available mechanisms for this purpose?
11. Which factors influenced the participation, especially of developing countries, in the agreement or instrument? e.g.
  - (a) Financial resources required and available for participation in the agreement or instrument;
  - (b) Technical assistance required and available for participation in the agreement or instrument;
  - (c) Scientific assistance required and available for participation in the agreement or instrument;
  - (d) Information on the (operation of the) agreement or instrument to Governments, parliaments, press, NGOs, industries and the general public;
  - (e) Role of parliaments, press, NGOs, industries and public opinion in general;
  - (f) Availability of reservations.

C. Implementation

12. To what extent has the implementation of agreements or instruments been constrained or accelerated by provisions regarding their entry into force?
13. What are the commitments imposed on parties by these agreements and instruments, and how is compliance by parties with their commitments monitored and measured?
14. How do parties report on their performance in implementing agreements and instruments, and to what extent have they complied with reporting duties?
15. Which are the specific requirements (if any) of data supply and data disclosure, and to what extent have they been met by the parties?
16. Which possibilities exist to promote compliance and to follow up on non-compliance, and to what extent have they been used?
17. Which mechanisms are available to deal with disputes over implementation and to what extent have they been used?
18. Which factors influenced the implementation? e.g.
  - (a) Financial resources required and available for implementation of the agreement or instrument;

- (b) Technical assistance required and available for implementation of the agreement or instrument;
- (c) Scientific assistance required and available for implementation of the agreement or instrument;
- (d) Information on the (operation of the) agreement or instrument to Governments, parliaments, press, NGOs, industries and the general public;
- (e) Role of parliaments, press, NGOs, industries and public opinion in general;
- (f) International supervisory or implementing bodies;
- (g) Obligations to report on compliance and/or to supply and disclose data;
- (h) Non-compliance procedures and procedures for settlement of disputes (including fact-finding procedures).

D. Information

- 19. In which form and in which languages are the texts of existing agreements and instruments published and disseminated?
- 20. How is current information on the operation and implementation of international agreements and instruments made available to Governments, to the industries concerned and to the general public?
- 21. What additional materials are available to provide guidance for the implementation of international agreements and instruments at the national level?
- 22. To what extent is the above information used in international and national training and education programmes?

E. Operation, review and adjustment

- 23. Which are the institutional arrangements for international administration of existing agreements and instruments?
- 24. What are the annual (1990) costs of international administration (secretariat, meetings, programmes) of agreements and instruments, and how are they financed?
- 25. Which are the main benefits and the main cost elements of national participation in existing agreements and instruments, and which possibilities exist to reduce participation cost for developing countries?
- 26. Which mechanisms are available to ensure that scientific knowledge and advice is taken into account in policy-making decisions under these agreements and instruments?

27. How do these arrangements and mechanisms ensure the effective participation of (a) national authorities, especially from developing countries; and (b) non-governmental participants, including the industries concerned and the scientific community?
28. Which mechanisms are available to ensure periodic review and adjustment of international agreements and instruments in order to meet new requirements, and to what extent have they been used?

F. Codification programming

29. Which new drafts, or draft revisions of existing agreements and instruments, in the environmental field are currently under preparation or negotiation?
30. To what extent and through which mechanisms is drafting coordinated with related work regarding other agreements and instruments?
31. Which are the remaining gaps that need to be covered by legal provisions?
32. To what extent are mechanisms other than formal agreements or instruments contributing to the development of international law in the field of the environment?

ANNEX III

Revision of the list of agreements and instruments contained  
in A/CONF.151/PC/77

1. In section (A), take into account the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, the 1982 World Charter for Nature, and add the 1957 Treaty Establishing the European Economic Community (as revised by the 1986 Single European Act) with reference to environment-related EEC agreements, decisions, directives and regulations.
2. Include an evaluation of the relationship between existing agreements or instruments in the environmental field and relevant international trade agreements and other development-related agreements or instruments, taking into account the 1990 Declaration on International Economic Cooperation of the General Assembly, the International Development Strategy for the Fourth United Nations Development Decade, and progress in the preparation of a Code of Conduct for Transnational Corporations.
3. In section (B), include representative examples of relevant bilateral agreements or instruments regarding shared natural resources and the protection and enhancement of the environment.
4. In section (C), include environment-related agreements and instruments regarding outer space.
5. In section (E), delete Nos. 65 and 67 and add the 1989 Convention on the Prohibition of Driftnet Fishing in the South Pacific, and related protocols.

6. In section (F), correct the French title of No. 84.
7. Rearrange Nos. 32, 35, 42, 83, 86, 87, 88 and 91 in a new section on "liability for damage".

#### DRAFT DECISION II

##### Principles on general rights and obligations

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development,

- (a) Taking note of A/CONF.151/PC/78 and documents submitted by delegations (A/CONF.151/PC/WG.III/CRP.8, A/CONF.151/PC/83, A/CONF.151/PC/WG.III/L.5, A/CONF.151/PC/WG.III/L.6, A/CONF.151/PC/WG.III/L.16\*, and A/CONF.151/PC/WG.III/L.17\*);
- (b) Decides to consider and take appropriate action on A/CONF.151/PC/WG.III/L.6 at its fourth session;
- (c) Decides to take as a basis for the discussion at the fourth session of the Preparatory Committee, the ideas and proposals contained in the above-mentioned documents, in combination with the proposals from delegations contained in A/CONF.151/PC/WG.III/L.8 and Add.1, without prejudice to further contributions or proposals to be submitted by national delegations or regional groups after the third session of the Preparatory Committee;
- (d) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to update A/CONF.151/PC/WG.III/L.8 to incorporate all proposals from delegations and to reflect precisely the state of discussions on it at the end of the third session of the Preparatory Committee in preparation for further deliberations at the fourth session of the Preparatory Committee.

#### DRAFT DECISION III

##### Legal instruments for transboundary waters

The Preparatory Committee of UNCED,

Having taken note of the progress report of the Secretary-General on the development of legal instruments for transboundary waters (A/CONF.151/PC/79),

In view of the need to take into account further progress on this matter in the International Law Commission of the United Nations and in the United Nations Economic Commission for Europe, as well as the results of the International Conference on Water and the Environment,

Decides to consider this matter under agenda item 2 of Working Group III at the fourth session of the Preparatory Committee.

---

\* To be issued after the session.

DRAFT DECISION IV

Environmental disputes: prevention and settlement

The Preparatory Committee of the United Nations Conference on Environment and Development,

Recalling General Assembly resolution 44/228 on the United Nations Conference on Environment and Development and in particular paragraph 15 (w), under which the Conference should assess the capacity of the United Nations system to assist in the prevention and the settlement of disputes in the environmental sphere and to recommend measures in this field, while respecting existing bilateral and multilateral agreements that provide for the settlement of such disputes,

Bearing in mind the interrelationship of environmental policies, development strategies and peaceful cooperation to achieve global sustainable development,

Recalling Principle 21 of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, held in Stockholm in June 1972,

Taking note of the proposals contained in A/CONF.151/PC/L.29 of 22 March 1991 and A/CONF.151/PC/WG.III/L.1 of 27 March 1991,

1. Decides to devote one or two sessions of Working Group III under agenda item 2 at the fourth session of the Preparatory Committee to subparagraph 15 (w) of General Assembly resolution 44/228; and
2. Requests the secretariat, in the evaluation of international agreements in preparation for the fourth session of the Preparatory Committee, to give special attention to the mandate of paragraph 15 (w) of General Assembly resolution 44/228.

DRAFT DECISION V

Institutions

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development,

(a) Takes note of the progress reports on institutions by the Secretary-General of the Conference (A/CONF.151/PC/36, A/CONF.151/PC/80 and Corr.1) and comments thereon; and

(b) Requests the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development to prepare an updated compilation of institutional proposals made during the third session of the Preparatory Committee, including those made in Working Groups I and II and the plenary as well as relevant observations that may be contained in national reports, and originating from regional preparatory conferences with a focus on options for action.

DRAFT DECISION VI

Provisional agenda for the third session of Working Group III

1. Adoption of the agenda and other organizational matters
2. Survey of existing agreements and instruments and its follow up
3. Principles on general rights and obligations
4. Other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Group I, Working Group II and the Plenary of the Preparatory Committee
5. Adoption of the report of the Working Group.

ANNEX I

Documents before Working Group III

<u>Document number</u>	<u>Agenda item</u>	<u>Title or description</u>
A/46/48 (Part I)		Report of the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development on its second session
A/CONF.151/PC/36	5	Progress report of the Secretary-General of the Conference on institutions
A/CONF.151/PC/39 and Corr.1	1	Annotated provisional agenda for the third session of the Preparatory Committee
A/CONF.151/PC/77	3	Note by the secretariat on a survey of existing agreements and instruments, and criteria for evaluation
A/CONF.151/PC/78	4	Note by the secretariat on an annotated check-list of principles on general rights and obligations
A/CONF.151/PC/79	5	Progress report by the secretariat on the development of legal instruments for transboundary waters
A/CONF.151/PC/80	5	Progress report of the Secretary-General of the Conference on institutions
A/CONF.151/PC/81	5	Letter dated 27 June 1991 from the Permanent Representative of Peru to the United Nations Office at Geneva addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development



<u>Document number</u>	<u>Agenda item</u>	<u>Title or description</u>
A/CONF.151/PC/83	4	Letter dated 17 July 1991 from the Permanent Representative of Peru to the United Nations Office at Geneva addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development
A/CONF.151/PC/L.29	5	Letter dated 19 March 1991 from the head of the delegation of Austria containing a proposal submitted by the PENTAGONALE countries and Poland, regarding a resolution on the prevention of international disputes concerning the environment
A/CONF.151/PC/WG.III/L.1	5	Letter dated 26 March 1991 from the head of the delegation of Austria containing a proposal submitted by the PENTAGONALE countries and Poland, regarding elements for a resolution on the settlement of international disputes concerning the environment
A/CONF.151/PC/WG.III/L.4	5	United States proposal for improving United Nations institutional involvement in environmental affairs: enhancing central coordination and the role of UNEP

<u>Document number</u>	<u>Agenda item</u>	<u>Title or description</u>
A/CONF.151/PC/WG.III/L.5	4	Letter dated 15 August 1991 from the Head of the delegation of Canada to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development
A/CONF.151/PC/WG.III/L.6	4	Draft proposal submitted by Ghana on behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77
A/CONF.151/PC/WG.III/L.7 and Add.1	7	Draft report of Working Group III
A/CONF.151/PC/WG.III/L.8 and Corr.1 and Add.1	4	Chairman's consolidated draft
A/CONF.151/PC/WG.III/L.9 and Corr.1	3	Chairman's summary
A/CONF.151/PC/WG.III/L.10	5	Chairman's summary
A/CONF.151/PC/WG.III/L.11	5	Draft decision submitted by Sweden
A/CONF.151/PC/WG.III/L.12	5	Draft decision submitted by Austria, Czechoslovakia, Hungary, Italy, Kenya, Poland, Switzerland and Yugoslavia
A/CONF.151/PC/WG.III/L.13	4	Chairman's summary
A/CONF.151/PC/WG.III/L.14	6	Provisional agenda for the third session of Working Group III
A/CONF.151/PC/WG.III/L.15	3 and 5	Draft decisions submitted by the Chairman

<u>Document number</u>	<u>Agenda item</u>	<u>Title or description</u>
A/CONF.151/PC/WG.III/L.16	4	Letter dated 23 August 1991 from the Permanent Representative of the Holy See to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development
A/CONF.151/PC/WG.III/L.17	4	Letter dated 29 August 1991 from the Head of the delegation of Colombia to the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development at its third session addressed to the Secretary-General of the United Nations Conference on Environment and Development
A/CONF.151/PC/WG.III/L.18	4	Draft decision proposed by the Chairman on the basis of informal consultations
A/CONF.151/PC/CRP.8	2	Proposal submitted by the Union of Soviet Socialist Republics

---



## CHARTE DE LA TERRE

### RÉSUMÉ

Le Groupe de travail III a entrepris la tâche difficile et laborieuse consistant à rédiger une "Charte de la Terre" ou "Déclaration de Rio" à la Troisième session du Comité préparatoire (PrepCom III). En fait, le Groupe a réalisé plus que ce bien des gens espéraient, mais la session de négociation réellement épineuse sera à PrepCom IV à New-York. Une initiative du G-77 visant à établir des directives pour la rédaction du document a également été reportée jusqu'à la tenue de la réunion de New-York. Un accord très large a été réalisé au sujet du point suivant : le document final doit être court, concis, compréhensible, étroitement relié à Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle) et il doit s'inspirer des déclarations précédentes et aller au-delà de ces dernières (Stockholm, Charte de la nature). L'ébauche, qui tient sur une page, continue d'influencer les réflexions d'un grand nombre de délégations et demeure, sinon un document de base essentiel, du moins un document important.

### Documentation

- |  |   |  |
|--|---|--|
| A/CONF.151/PC/78                                 | - | <i>General Principles</i> (Principes généraux)   |
| A/CONF.151/PC/83                                 | - | <i>Peruvian Draft Earth Charter</i> (Ébauche péruvienne de la Charte de la Terre)                |
| A/CONF.151/PC/CRP.8                              | - | <i>USSR Proposal on the Earth Charter</i> (Proposition de l'URSS pour la Charte de la Terre)     |
| A/CONF.151/PC/WG.III/L.5                         | - | <i>Canadian Draft Earth Charter</i> (Ébauche canadienne de la Charte de la Terre)                |
| A/CONF.151/PC/WG.III/L.6                         | - | <i>G-77 Draft Decision on Guidelines</i> (Ébauche de décision du G-77 concernant les directives) |
| A/CONF.151/PC/WG.III/L.8<br>Corr.1, Add.1, Rev.1 | - | <i>Compilation of Proposals of Delegations</i> (Compilation des propositions des délégations)    |
| A/CONF.151/PC/WG.III/L.10                        | - | <i>Chairman's Summary</i> (Résumé préparé par le président)                                      |

### DÉBATS DU PREPCOM

Les principaux objectifs du Canada étaient les suivants :

- Dans les mois qui ont précédé le PrepCom III de la CNUED, le Canada avait consacré des efforts considérables à la préparation d'une Charte de la Terre d'une page, dans laquelle étaient exposés huit principes. Certes, on ne s'attendait pas à ce

que les formulations exactes de l'ébauche canadienne aillent au-delà du processus initial de négociation, mais l'objectif du Canada était d'assurer que les délégués apprécient et, si possible, acceptent le style, la structure, la longueur, la clarté et la cohésion interne de ce document comme des buts qui guideraient la rédaction de la version définitive de la Charte de la Terre. Cet objectif a été atteint, car tous les éléments de l'ébauche canadienne demeurent dans le document de négociation. En outre, la Charte canadienne demeure le "modèle" pour un grand nombre de délégations, de sorte qu'elle va continuer à influencer dans un sens positif le processus de rédaction.

À la demande du Président du Groupe de travail III, le Canada a été la première délégation à intervenir dans la discussion relative à une éventuelle Charte de la Terre. Le président de la Conférence, M. Koh, le secrétaire général de la CNUED, M. Strong, et le président du Groupe de travail III, M. Moldan ont tous été très impressionnés par l'ébauche de la Charte canadienne et par la réflexion qui se dégage de toute évidence de ce document. Ainsi, afin de mieux orienter le débat au sein du Groupe de travail, le Président Moldan a demandé à la délégation canadienne de commencer par exposer les buts que poursuivait l'ébauche canadienne. Dans son intervention, le délégué du Canada a souligné l'optique juridique dans laquelle le document a été rédigé, l'importance de la longueur du texte (1 page), son style (sa clarté et sa concision) avant d'examiner paragraphe par paragraphe l'ébauche de L.5. À la fin de l'intervention du Canada, le Président a fait remarquer que le document canadien ainsi que ceux du Pérou, de l'Union soviétique et des ONG, constituaient un bon point de départ pour la rédaction définitive de la véritable Charte de la Terre.

Après l'intervention du Canada, le Pérou a présenté le document A/CONF.151/BC/83, dans lequel est exposée, de façon plus détaillée, plus technique et plus approfondie, la méthode de rédaction d'une Charte de la Terre. L'ébauche péruvienne propose un préambule, ainsi que des paragraphes sur les objectifs, des articles contenant des principes généraux, les droits et obligations, les articles de fond et des articles contenant les dispositions définitives. Bien que le document du Pérou constitue peut-être une étude utile, la plupart des délégations ont trouvé maladroite l'approche péruvienne.

Le représentant des États-Unis a souligné qu'aucune décision n'avait été prise à Washington sur la question de savoir s'il existait même un besoin pour une Charte de la Terre. Selon les États-Unis, il n'était pas possible d'escamoter la question de l'adhésion limitée ou incomplète aux instruments existants en rédigeant tout simplement une autre "charte". Si l'on doit rédiger un document utile, la Charte de la Terre devra : (1) s'inspirer de la Déclaration de Stockholm; (2) refléter les principes de base démocratiques qui sont essentiels au développement durable; (3) refléter le rôle central des mécanismes du marché libre dans la réalisation d'un développement durable; et (4) définir une nouvelle relation avec la biosphère sans répéter le langage du passé qui, en grande partie, ne fait pas l'unanimité.

Dans une présentation particulièrement lucide, la Chine a exposé huit principes (le même nombre que le Canada) qu'elle voudrait voir intégrer à la Charte de la Terre, et dont certains provenaient de la Déclaration de Beijing. Le document de la Chine souligne notamment l'unité de l'environnement et du développement, les besoins spéciaux des pays en développement (c'est-à-dire que la cause profonde de la détérioration de l'environnement est la pauvreté), la coopération entre pays pour soutenir le développement durable (c'est-à-dire l'examen des politiques de la dette, la détermination des prix des produits de base et le renversement de l'orientation des flux de ressources) et le droit souverain de protéger et d'améliorer l'environnement à l'intérieur des juridictions nationales (c'est-à-dire le droit d'exploiter les ressources naturelles).

Presque tous les pays ont demandé que le document final soit court, concis et clair. Certaines délégations ont parlé d'une page, d'autres de deux, mais la préférence pour un document court a été manifeste. L'autre élément qui a fait l'objet d'un consensus évident était la nécessité d'associer étroitement le document relatif aux "principes" d'Agenda 21. Quelques délégations sont allées jusqu'à avancer que l'on avait besoin que d'un seul document et que la "Charte de la Terre" pourrait devenir la "préface" d'Agenda 21. Divers pays d'Afrique ont exprimé leurs réserves au sujet de la référence faite dans la documentation du secrétariat concernant l'allègement de la pauvreté, insistant sur le fait que la CNUED doit s'efforcer de combattre la pauvreté. Le "droit au développement", en tant que droit fondamental, figurait également en bonne place dans un grand nombre d'interventions des pays moins développés, particulièrement ceux d'Afrique. Le Mexique en tête, la plupart des pays d'Amérique latine ont exprimé des réserves concernant l'utilisation du terme "Charte de la Terre" comme titre du document à produire. Alléguant le caractère trop "écocentrique" de la Charte de la Terre, ces pays ont suggéré indiqué que le titre de "Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement" serait plus approprié.

La déclaration la plus idéologique du débat fut faite par la Malaysia. L'intervention de ce pays a commencé par une déclaration indiquant que les délibérations au sujet des droits généraux doivent partir du "fait" que les pays industrialisés se sont développés au détriment des pays en développement; ceci doit être le point de départ du partage des responsabilités. Le deuxième thème a été le droit souverain de tous les États sur leurs ressources naturelles. La promotion de concepts comme ceux de patrimoine commun de l'humanité et de biens communs étaient vus comme des moyens utilisés par les pays industrialisés pour perpétuer leur accès aux ressources des pays en développement.

Les pays d'Europe, notamment la CE et la Suède, se sont en général contentés de fixer un certain nombre de principes (en général moins de dix), qu'ils considèrent comme particulièrement importants. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont adopté une approche similaire. Il y a un certain nombre de principes qui sont revenus souvent dans la plupart des présentations faites par les pays industrialisés, par exemple l'approche du pollueur payeur et l'approche prudente. Le Saint Siège a fait état de l'obligation morale de prendre soin de l'environnement, ajoutant que les biens de ce monde doivent profiter à tous, que

les responsabilités sont fonction des besoins et que la science et la technologie doivent être au service de l'humanité et qu'elles ne sont pas une fin en soi. L'Inde a fait remarquer que les normes environnementales des pays industrialisés ne conviennent peut-être pas aux pays en développement et qu'on ne peut pas évoquer des préoccupations environnementales pour justifier des pratiques commerciales restrictives. Le Brésil s'est opposé à toute référence aux biens communs dans le document, alléguant que l'expression n'avait pas de définition adéquate. L'OMM est intervenue pour proposer que l'on commence à rédiger la Charte de la Terre, initiative que le Brésil n'approuvait pas. Enfin, plusieurs ONG ont, à la fin du débat, profité de l'occasion pour présenter le travail qu'elles avaient fait dans le cadre de la rédaction d'une ébauche de la Charte de la Terre.

Après une journée complète de discussion, le président a proposé de rédiger un document en prévision des discussions non officielles, au cours desquelles on essaierait de classer les mémoires reçus dans un certain ordre logique et comparatif. C'est ainsi que l'on a combiné les textes du Canada, du Pérou et de l'Union soviétique, en s'inspirant de la structure du texte canadien.

Cependant, lorsque le Groupe de travail s'est réuni pour examiner le document rédigé à partir des premiers mémoires des gouvernements, il était clair que le G-77 n'était pas disposé à analyser un document ne reposant que sur quelques textes. Les délégations ont alors été invitées à présenter des textes écrits au secrétariat. Une autre réunion non officielle eut lieu pour : (1) assurer que la présentation des positions nationale et des groupes soit effectivement correcte; et (2) pour considérer le processus de rédaction de la "Charte de la Terre ou de la Déclaration de Rio" à la lumière du document révisé qui contenait 15 principes. La réunion qui a suivi a failli avorter avant même d'avoir commencé, le G-77 s'étant objecté au fait que le document n'avait pas été distribué 24 heures à l'avance dans toutes les langues de l'ONU. À la fin cependant, le président est parvenu à tenir une réunion productive, qui a donné aux délégations la possibilité de s'assurer que les nouvelles révisions exposeraient leurs positions comme elles le souhaiteraient.

À la surprise de certains délégués, le Groupe de travail III a commencé une discussion approfondie de la Charte de la Terre durant la deuxième semaine de ses délibérations. En partant du document de compilation L.8, qui regroupe toutes les propositions faites par les délégués durant les discussions officielles de la semaine précédente, le Groupe de travail a examiné les deux premiers principes - Environnement et développement, et Responsabilité commune mais différenciée - avant que des questions de procédure et une initiative du G-77 pour établir leurs priorités comme guides dans la rédaction de la Charte viennent freiner toute discussion valable. Après une discussion officielle de la question, le président a rédigé un résumé dans lequel il essayait d'exposer le point de vue du Groupe de travail au sujet des aspects du document final concernant la procédure. Le résumé (L.10) ne sera certes pas considéré comme un document officiel dans les discussions à venir, mais il représente un document de référence utile, le Président ayant dit du débat qu'il permettait de rédiger une Charte : (1) courte et concise; (2) étroitement reliée à Agenda 21; (3) fructueuse; (4) facile à comprendre, en dépit de sa précision sur le plan juridique; et (5) qui s'inspirait d'une



manière prospective de principes existants (c'est-à-dire la Déclaration de Stockholm et la Charte mondiale de la nature).

La revue des principes I et II a donné lieu à diverses tentatives de réunir diverses idées en un seul paragraphe. Si la plupart des délégations ont eu le sentiment que la discussion sur "l'environnement et le développement" avait permis de faire avancer le débat, il n'en est pas de même de l'examen "des responsabilités communes mais différenciées". Les résultats de ces discussions ont été incorporés dans un document de compilation révisé (L.8/Rev.1), qui servira de document de base pour les discussions de PrepCom IV à New-York. Le document contient maintenant 136 paragraphes où sont développés 17 principes (abstraction faite des propositions relatives au préambule). Faire de ce document une "Charte" d'une page ou deux qui inspire, sera une tâche colossale, si pas impossible. C'est pour cette raison que le président du Groupe de travail III a essayé d'obtenir le plus long délai possible pour le Groupe de travail, ce qui permettra de poursuivre les délibérations à New-York, et qu'il a proposé de tenir quelques réunions non officielles en marge des discussions du Deuxième comité de l'Assemblée générale en novembre 1991.

L'autre dont le Groupe de travail s'est occupé durant la troisième semaine de PrepCom III a été l'insistance du G-77 de voir prendre des mesures au sujet de son ébauche de décision (L.6) qui tente d'établir des directives pour la rédaction de la Charte auxquelles la Charte devra se conformer. De nombreux aspects du document L.6 étaient de toute évidence inacceptables pour les pays industrialisés. L'adoption du L.6 aurait préjugé du contenu de la Charte finale et placé le document du G-77 dans une situation privilégiée par rapport à d'autres documents, notamment l'ébauche canadienne de la Charte (L.5). Tous les points importants contenus dans le document L.6 ont déjà été incorporés dans le document de négociation de base L.8, de sorte que les pays industrialisés étaient peu disposés à aller encore plus loin. Cette question a finalement été reportée à PrepCom IV par la décision L.18 relative au point 4 de l'agenda qui, après l'énumération de tous les documents relatifs à la Charte mis à la disposition du Groupe de travail (L.6 compris), déclare que "considération et action appropriée" concernant ce projet de décision auront lieu à New York.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

Les délégations ont fait preuve d'un optimisme prudent au sujet de l'issue de discussions relatives à la Charte de la Terre/Déclaration de Rio, qui ont eu lieu à PrepCom III. Un grand nombre de délégations, notamment celle du Canada, ne s'attendaient pas au début à ce qu'une discussion valable commence avant les réunions de New-York. Bien que le premier examen du document de compilation n'ait guère permis de réduire soit le nombre de principes éminents ou soit celui des paragraphes, le Groupe de travail devrait être en mesure d'entamer rapidement un examen détaillé du texte. Cependant, il reste que la négociation de la Charte de la Terre/Déclaration de Rio sera un travail long et tortueux. Étant donné les grandes divergences de vue existant au sujet de questions importantes, peut-être que le plus difficile consistera à faire en sorte que le document final soit court,

concis et incisif. Bien que plus facile à adopter, une déclaration "équilibrée" mais longue (similaire à celle de Stockholm) ne permettrait pas de réaliser le but que les rédacteurs se sont fixé.



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/WG.III/L.5  
16 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Working Group III  
Item 4 of the provisional agenda

### PRINCIPLES ON GENERAL RIGHTS AND OBLIGATIONS

Letter dated 15 August 1991 from the Head of the delegation of  
Canada to the Preparatory Committee for the United Nations  
Conference on Environment and Development at its third session  
addressed to the Secretary-General of the United Nations  
Conference on Environment and Development

The document transmitted herewith comprising an explanatory note and a draft "Earth Charter" is intended as a contribution by my delegation to the third session of the Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment and Development and to the Conference itself, to be held in June 1992 in Rio de Janeiro.

I should be most grateful if you could arrange for this document to be distributed during the third session of the Preparatory Committee.

(Signed): John Bell  
Head of the Canadian  
Delegation

EXPLANATORY NOTE ON A DRAFT EARTH CHARTER

The proposed text for an Earth Charter is based on a review of the 25 principles included in the UNCED secretariat document A/CONF.151/PC/78 entitled "Annotated check-list of principles on general rights and obligations".

The following parameters were used in preparing this draft:

(a) The text must be brief (only one page long), simple and clear if it is to be widely circulated; to the extent possible, legal language has been avoided.

(b) The Charter should not be a legally binding instrument, in order to be acceptable to all participants at UNCED; it would be desirable however, if over time, as the Stockholm Declaration, it could contribute to the development of new principles of international law.

(c) The word "shall" is used in each article in order to manifest strong political commitments toward general objectives rather than legal obligations.

(d) The text is broad enough to include, implicitly or explicitly, all issues of concern to the conservation and protection of the Earth and its ecosystem.

(e) Each of the operative paragraphs includes a reference to the Earth, and deals principally with the relationship between humankind and the Earth.

(f) The text reflects a positive approach: for example, in paragraph 4, "respect" was used instead of "not harm"; in paragraph 6, reference is made to "the value of the environment" and not to "environmental costs"; for the same reason, no references are made to settlement of disputes, damage or the application of the polluter pays principle.

(g) The Charter indicates clearly that not only States are responsible for the preservation of the Earth, but also individuals, and organizations such as companies, NGOs, international institutions. The UNCED process being more open to non-governmental participation than any United Nations conference in the past, it seems appropriate that commitments also include responsibilities for individuals and organizations.

The first preambular paragraph deals with the entitlement of all individuals to full development; the second paragraph is taken from resolution 1991/44 of the Commission on Human Rights and General Assembly resolution 45/94; the third paragraph borrows from the concept of sustainable development, with an emphasis on future generations, and is a reflection of the fact that humankind is an integral part of the "web of life", and Earth's global ecosystem.

Paragraph 1 is inspired by the second part of Principle 1 of the Stockholm Declaration, which states man's solemn responsibility to protect and improve the environment. The conservation of biological diversity includes the conservation of the diversity of ecosystems.

Paragraph 2 combines the principle that all are entitled to full development together with the principle of sustainable development.

Paragraph 3 is a reiteration of the principle of sustainable development with an emphasis as in the preamble on future generations.

Paragraph 4 deals in positive language with the avoidance of harm to the environment, and includes the second element of Principle 21 of the Stockholm Declaration which is about the responsibility of States to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond national jurisdictions.

Paragraph 5 is a new principle and states that the global commons, such as the high seas, should be treated in at least as good terms as one's own environment.

Paragraph 6 relates to decision-making in the field of the environment; two of the most important elements in that regard are mentioned: the principle of precautionary/preventive action, which includes the necessity to carry out impact assessments as appropriate, and the consideration of the value (not only economic) of the environment.

Paragraph 7 on education and information builds upon Principle 19 of the Stockholm Declaration and paragraph 16 of the Bergen Declaration on Sustainable Development in the Economic Commission for Europe Region.

Paragraph 8 states that the implementation of the Charter must take into account the equitable sharing of responsibilities, including between States. The language used in this respect is taken from article 2.2 of the Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer. The necessity to cooperate is also recognized, and implies cooperation between individuals, between organizations, and between States, as well as between individuals, organizations and States including public participation in decision-making.

EARTH CHARTER

Whereas all individuals are entitled to develop to their fullest potential,

Whereas all individuals are entitled to live in an environment adequate for their health and well-being, and

Whereas the achievement of these ends, for future as well as present generations, depends upon the Earth, its ecosystem and its resources,

All individuals, organizations and States:

1. share the responsibility to conserve, protect and restore the Earth's ecosystem, including its air, land, water and biological diversity;
2. shall enjoy full development and equity consistent with a sustainable use of the Earth's resources;
3. shall manage the Earth's ecosystem and resources for the benefit of future as well as present generations;
4. shall respect the environment of other individuals, organizations and States, and the Earth's ecosystem;
5. shall treat the global commons of the Earth in a manner at least as favourable as their own environment;
6. shall adopt precautionary and preventive approaches, and consider the value of the environment, when planning activities that may affect the Earth;
7. shall ensure the availability of education and information on the Earth and its ecosystem;
8. shall pursue and encourage the achievement of the objectives of this Earth Charter, in cooperation and in accordance with the means at their disposal and their capabilities.

-----



General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/WG.III/L.6  
21 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Working Group III  
Item 4 of the provisional agenda

PRINCIPLES ON GENERAL RIGHTS AND OBLIGATIONS

Draft proposal submitted by Ghana on behalf of the States  
Members of the United Nations that are members of the  
Group of 77

Draft Decision

Rio de Janeiro Charter/Declaration on  
Environment and Development.

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on Environment  
and Development

1. Takes note with appreciation of the proposed principles to be  
contained in an instrument/charter/declaration as reflected in document  
A/CONF.151/PC/78;

2. Decides that the elaboration of such document should inter alia, contain a reaffirmation of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment (1972) and shall fully take into consideration, and be consistent with, the following principles:

(a) Reaffirmation of, and respect for the sovereign and inalienable right of all countries to utilize their own natural resources pursuant to their own environmental policies and their development and economic priorities;

(b) The principles enumerated would form the basis of Agenda 21. Hence, it must incorporate the relevant guidelines provided by General Assembly resolution 44/228;

(c) Environmental and development issues should be treated in an integrated manner;

(d) The right of development is an inalienable human right and therefore the development needs of all developing countries should be treated as a matter of priority;

(e) The right to a sound environment;

(f) Protection of human person through guaranteeing him the right to development and freedom from hunger, disease and poverty, underlining that no environment can be safe if the human state is in misery;

(g) The largest part of the current emission of pollutants into the environment, including toxic and hazardous wastes, originates in developed countries, and therefore those countries have the main responsibility for combating such pollution;

(h) Full recognition should be given to the specificities and realities of the developing countries including their social, economic and environment needs as well as their national plans and priorities;

(i) The responsibility of the industrialized countries in the improvement of the international economic environment should be stressed;

(j) The transfer of adequate, new and additional financial resources to the developing countries;

(k) Access to, and transfer of environmentally sound technology including at preferential concessional terms and promotion of endogenous capacity building;



(l) Research, free exchange and transfer of scientific knowledge and experience must be provided to the fullest extent for the building of natural scientific capacities in developing countries to facilitate the solution of environmental problems and promote growth and development;

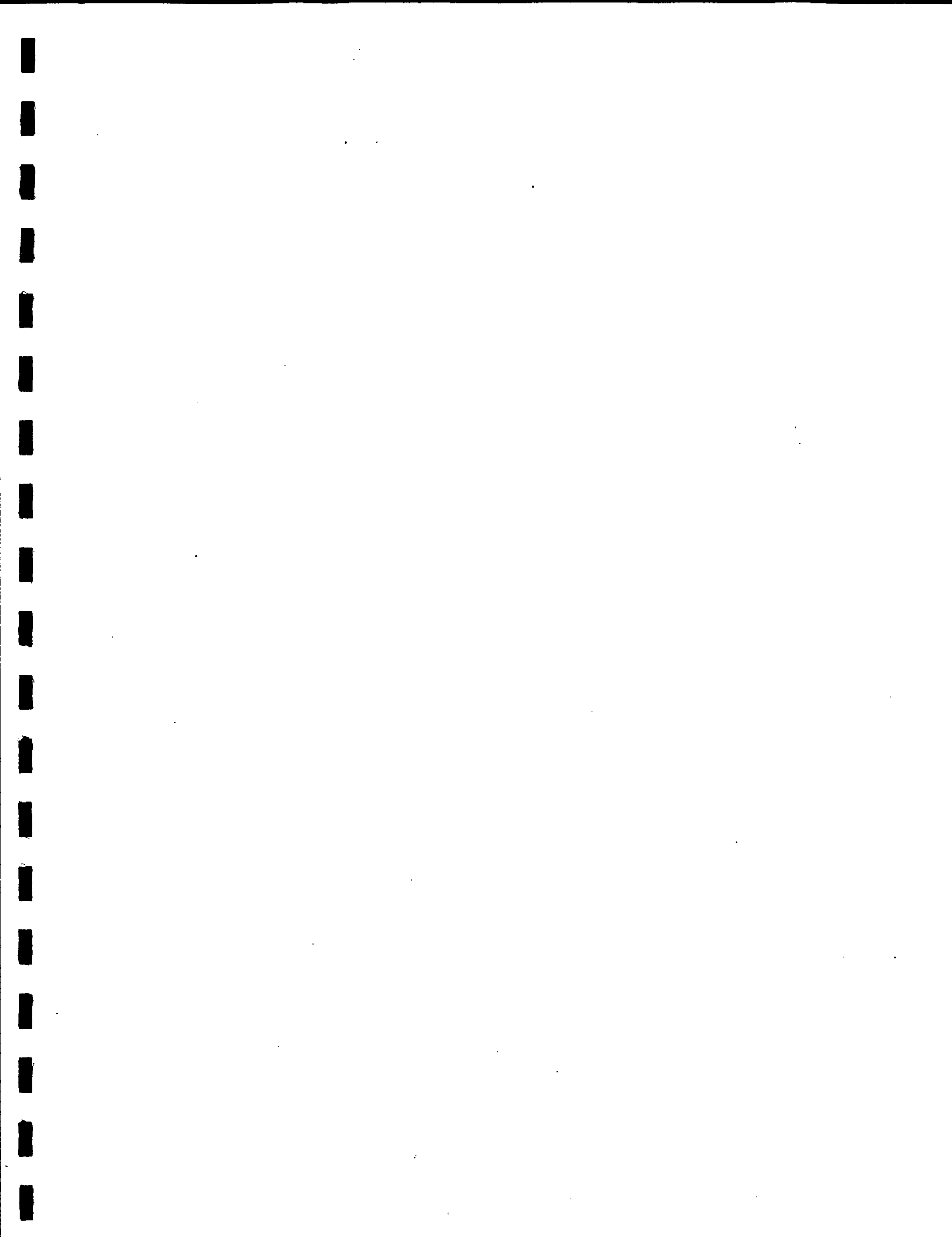
(m) The responsibility of the State for the damage caused to the global environment for activities related to nuclear weapons and all other means of mass destruction;

(n) Commitments of all countries, in particular of the developed countries, to address their unsustainable patterns of production and consumption;

(o) The establishment of environmental standards should respond to the principle that the protection of the environment is a common but differentiated responsibility of States and their application by developing countries should be in accordance with their respective capabilities and responsibilities;

(p) Respect and full implementation of the above-mentioned principles would allow the establishment of a global partnership between all countries for the protection of the global environment and promotion of development.

-----





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/WG.III/L.8/Rev.1  
30 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Working Group III  
Agenda item 4

### PRINCIPLES ON GENERAL RIGHTS AND OBLIGATIONS

#### Chairman's Consolidated Draft

(Based on documents A/CONF.151/PC/CRP.8, A/CONF.151/PC/83,  
A/CONF.151/PC/WG.III/L.5, A/CONF.151/PC/WG.III/L.6,  
A/CONF.151/PC/WG.III/L.16, A/CONF.151/PC/WG.III/L.17  
and other proposals received from delegations)

EARTH CHARTER [ : ] [ / ] THE RIO DE JANEIRO DECLARATION ON  
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

#### [Preamble

- AUSTRIA: Whereas all individuals, organizations and States share the duty to make sustainable development a reality for all people on the Earth;  
Whereas environment and development are pertinent to the security of individuals and States.
- BURKINA  
FASO  
(for G22): Considering the state of poverty in which many peoples of developing countries live;  
Convinced that the elimination of poverty is an indispensable condition for the beginning of sustainable development;  
Considering the differentiated responsibility of the industrialized countries and of the developing countries for environmental degradation, and the intolerable contrast in living conditions between the countries of the North and of the South.

- CANADA: Whereas all individuals are entitled to develop to their fullest potentials;  
Whereas all individuals are entitled to live in an environment adequate for their health and well-being; and  
Whereas the achievement of these ends, for future as well as present generations, depends upon the Earth, its ecosystem and its resources.
- CHILE: Bearing in mind the Charter of the United Nations, the general principles of international law, General Assembly resolutions 1803 (XVII) and 2625 (XXV), and the relevant instruments of international environmental law including principle 21 of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment;  
Recognizing that this duty of cooperation has given rise to the law of development and of cooperation and must be the frame of reference for international environmental law.
- G77: The elaboration of the document should, inter alia, contain a reaffirmation of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment;  
The principles enumerated would form the basis of Agenda 21, hence must incorporate the relevant guidelines provided by General Assembly resolution 44/228.
- HOLY SEE: The entire universe and all it contains has been endowed by its Creator with its own integrity and its own internal, dynamic balance. The care for the environment is not a matter of choice but rather a moral duty, universal in character;  
The goods of the Earth, included those produced by human activity, are for the benefit of all, not that of a few;  
The duty to promote the integral development of all demands a corresponding solidarity in seeking to promote an ever-better quality of life for all, as well as the protection of the environment which supports that life;  
Science and technology are at the service of the human person and are not ends in themselves.
- KENYA: There is need to continually develop and review environmentally sound principles and guidelines without prejudice to general economic development. (KENYA)
- NETHERLANDS (for EEC): Reference to the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment.
- NEW ZEALAND: The Earth is a complex whole in which social, economic and natural environments are interdependent. Harmony between all its diverse parts is essential for the well-being of humanity and nature.
- PERU : Preamble to be elaborated on the basis of part II, paragraphs 1-5, of document A/CONF.151/PC.83.

- SWEDEN: Considering overall developments in international relations in recent years which despite setbacks offer unprecedented opportunities for progress in international cooperation; Aware of new and increasing threats such as unacceptable poverty and unsustainable lifestyles of the affluent, as well as environmental deterioration jeopardizing the long-term survival of the fragile global ecosystem; Conscious of the political imperatives of the interdependence between nations.
- USSR : Profoundly concerned over the present state of the environment, which threatens human civilization with irreversible ruinous consequences and is capable of calling its very existence into question; Believing that the world community faces the urgent task of ensuring a transition to a form of coexistence with the environment based on new ethical attitudes that would ensure sustainable development for mankind in harmonious unity with nature; Taking into account the experience gained in international environmental cooperation and the basic documents on this subject, such as the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, the 1982 Nairobi Declaration and the 1982 World Charter for Nature; Solemnly state that they will respect and consistently implement in their relations with each other and in their domestic activities the principles of environmental ethics set out below, all of which are of paramount importance.
- USA: We, the people of the world, understand that the Earth is a unique, whole and interdependent system. We are conscious that many of our past perceptions and relationships are no longer adequate, and that we must teach ourselves and our children that whatever we humans do to the world in which we live, we do to ourselves; In light of our understanding of the planet as a functioning whole, in which all of its ecosystems are interrelated, we fully recognize our mutual interdependence. We must live in balance with nature to ensure the continuity and quality of life for future generations.

General principles

Principle 1 [Integration of environment and development]

1. States [, international organizations and multinational corporations (MAURITIUS)] shall address environmental issues in the process of development by integrating environmental concerns with the imperatives of economic growth and development (CHINA). Respect and full implementation of the [present] principles would allow the establishment of a global partnership between all countries for the protection of the global environment and promotion of [sustainable (MAURITIUS)] development (G77).

Option A

2. In this connection the right to [economic and social (COLOMBIA)] development of the developing countries shall be fully recognized (CHINA) [, bearing in mind the norms of the law of development and cooperation as laid down in articles 55 and 56 of the Charter of the United Nations (CHILE)]. Equality of opportunity for development is a prerogative both of nations and individuals who make up nations (INDIA).

Option B

3. [States shall (USSR)] promote equity in participation in ecologically sustainable development [and] minimize any adverse environmental impacts of economic development through integrating environmental considerations with economic and sectoral planning and policies (FIJI). In formulating plans for economic restructuring, economic development, equilibration of balance of payments, population growth and the improvement of standards of living, States, companies, financial bodies and international organizations will take into account the principle of precedence of long-term sustainable development over short-term interests (ROMANIA).
4. In order to ensure global sustainable development, it is paramount that countries formulate national policies that will lead to reduced rates of population growth until its stabilization within a given time horizon. In this regard it is recognized that the only way to guarantee the success of such policies is constant improvement of the levels of socio-economic well-being and especially of popular education (VENEZUELA).

Principle 2 [Common but differentiated responsibility]

5. All individuals, [peoples, (SINGAPORE)] [enterprises, (PERU)] [governmental and non-governmental (USSR)] organizations and States share [in an equitable manner (SINGAPORE)] the responsibility [duty (ARGENTINA)] [common interest (MEXICO)] [common commitment (USA)] [responsibility and commitment (USSR)] [with differentiation between industrialized and developing countries (PERU)] to conserve, protect and restore the Earth's ecosystem, including its air, land, water and biological diversity (CANADA) [and to enhance sustainable development, taking into account in particular the special needs in developing countries, bearing in mind the principles of solidarity and equity (AUSTRIA)]. Special and differentiated treatment consists in the giving of additional resources and transferring technology to developing countries (PERU).
6. The duty of solidarity is universal in nature; equity demands, however, that the responsibilities be differentiated and complimentary, according to the needs and abilities of each. Both equity and justice demand that the responsibility of each State for the prevention of environmental damage be in accord with the degree of its environmental damaging activities. Similar consideration must also be given to its ability to limit such damage, while pursuing the integral development of its citizens (HOLY SEE).

Option A

7. The establishment of environmental standards should respond to the principle that the protection of the environment is a common but differentiated responsibility [duty (ARGENTINA)] [concern (MEXICO)] [commitment (USA)] [responsibility and commitment (USSR)] of States, and their application by developing countries should be in accordance with their respective capacities and responsibilities (G77). Environmental standards which are valid for the most advanced countries may be inappropriate and of unwarranted economic and social cost for the developing countries; however, common international standards can be developed and applied on the basis of provision of full incremental costs to the developing countries concerned (INDIA). National standards should meet international standards, but the dynamics and methods of meeting these standards may differ from country to country, reflecting the particular concern of the development needs, capacity and responsibility of each country (YUGOSLAVIA).

Option B

8. Environmental standards should be developed by each State in a pragmatic and effective fashion to address the particular concerns of its development needs and activities (USA). The responsibility of States for combating pollution and environmental degradation should reflect and be commensurate with the [capacity (AUSTRALIA)] contribution to it (NETHERLANDS/EEC).
9. While protection of the environment is in the common interest of mankind, [the largest part of the current emission of pollutants into the environment, including toxic and hazardous wastes, originates in developed countries, and therefore (G77)] the developed countries [whoever is responsible for the greatest contamination (PERU)] should bear the main responsibility [the greater obligation to protect and regenerate the environment (PERU)] on the basis of their historical and present contribution to global environmental degradation and ability to address the problem (CHINA).
10. States shall be responsible for preserving, protecting and restoring the environment, establishing their own development policies in keeping with that responsibility. Every person shall be under a duty to collaborate with the State in activities for the protection, conservation and management of the environment. Non-governmental organizations are called upon to play an important part in this connection. The responsibility acknowledged for persons with regard to the environment shall also be required of transnational corporations, which shall comply with the environmental standards of the countries where they have their head offices, the countries where they have subsidiaries, and the countries to which they export or in which they install their technologies (COLOMBIA).
11. States which have achieved their development on the basis of other States' resources shall repay them for that gain by participating in the improvement of their environment and in achieving a better standard of living for their inhabitants (COLOMBIA).

12. Equitable sharing of responsibility may not be interpreted as equitable sharing of burden (REPUBLIC OF KOREA).

Principle 3 [Individual and group rights]

13. The right to life, food and shelter and a healthy environment; the right of women and indigenous people to full and active participation at all levels of activity relating to environment and development (AUSTRALIA).
14. All communities and population groups have the right to wholesome food and adequate medical care in equity and dignity (BURKINA FASO/G22).
15. All individuals, organizations and States shall enjoy full development and equity consistent with a sustainable use of the Earth's resources (CANADA).
16. Every human being shall have the fundamental and inalienable right to a healthy environment suited to his health and well-being and so to participate in economic, social and cultural and political development as to achieve a better quality of life and his full realization as a person. Every people shall have the right to have its own culture recognized, respected and handed on, to apply its ancestral knowledge of the natural environment and methods for the use and sustainable management thereof and to generate science and technology, which shall be environmentally sound (COLOMBIA).
17. States shall recognize the special relationship of indigenous peoples to the environment and their right to decide their own priorities for the process of development. States shall take special measures to safeguard the environment of indigenous peoples and to ensure their right to be consulted at all levels of decision-making in matters pertaining to the environment (DENMARK).
18. Human resources are the most valuable asset of a country. Within the context of the protection of the human environment, certain indigenous peoples live in a special relationship to their natural surroundings. The right of such peoples to maintain this relationship and to live according to their long-standing cultural patterns must be guaranteed by adequate means; these necessarily include protecting those natural surroundings in which they live (HOLY SEE).
19. The right of development is an inalienable human right and therefore the development needs of all developing countries should be treated as a matter of priority (G77).
20. The right to a sound environment should be affirmed (G77).
21. The human person should be protected through guaranteeing him the right to development and freedom from hunger, disease and poverty, underlining that no environment can be safe if the human state in is misery (G77).



22. All individuals and nations shall have the right to development and equity consistent with a sustainable use of the Earth's resources. Women and indigenous people shall be accorded full partnership in all fields of human endeavour, including environment and development (NEW ZEALAND).
23. Every continent, nation, country, population group, or community has the right freely to pursue and achieve (1) food security, (2) energy security, (3) suitable conditions for durable and sustainable growth in employment and other economic activities to combat poverty as well as to ensure a fair and equitable distribution of wealth and incomes to this end, (4) financial security and stability, and (5) an improved as well as acceptable quality of life and habitat (NIGERIA/G22).
24. The Charter should make reference to the rights of such groups as indigenous people and the role of women in the development process (NORWAY).
25. The right of every individual to enjoy a healthy and balanced environment; primacy of sustainable development in the long-term over individual interests or short-term interests and allocation of environmental costs to economic activities (PERU).
26. Each individual has the right to live in optimal environmental conditions. It is the obligation of every State to guarantee this right for all its citizens (USSR).
27. States shall act to ensure the incorporation of women's perspectives, aspirations, needs, concerns and participation at all levels and in all sectors relating to promotion of sustainable development particularly at the level of decision-making, planning and management taking due account of the Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women (ZIMBABWE).

Principle 4 [Responsibility to present and future generations]

28. All individuals, organizations and States shall manage the Earth's ecosystem and resources for the benefit of future as well as present generations (CANADA).
29. The Earth Charter shall be an obligatory legally-binding document with the objective of creating the conditions for sustainable development especially taking into account the needs of the present as well as future generations (CHILE).
30. It shall be guaranteed by suitable planning, for the sake of fairness, that sustainable development extends without discrimination to all regions and all inhabitants, without prejudice to the right of future generations to well-being and development (COLOMBIA).
31. Meeting the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to meet their own needs; a call on the international community to respect the rights of the people who protect their environment as custodians for present and future generations (FIJI).

32. The document should entrench the rights of children and adults of today and unborn generations to enjoy and benefit from sustainable development (JAMAICA).
33. Each generation has, in particular, the responsibility to ensure that in any national or international forum where it is likely that a decision be taken affecting the interest of future generations, access be given to an authorized person appointed as "guardian" of future generations to appear and make submissions on their behalf (MALTA).
34. The obligation on individuals, enterprises, institutions and Governments to protect, improve and regenerate the environment for the benefit of present and future generations (PERU).
35. States shall act to preserve the planet in a healthy condition for children and to promote development of human resources with special emphasis on their participation in sustainable development taking due account of the Convention on the Rights of the Child (ZIMBABWE).

Option: Combined text proposed by MALTA

36. The Earth Charter which shall be a political [legally binding] document shall bind all individuals, enterprises, institutions, States, and groups of States to manage [the Earth's ecosystems and] [natural] resources to promote sustainable development for the benefit of present and future generations, taking into special account [the rights of children and future generations] [their rights] to well-being and development. Where it is likely that a decision be taken affecting the interests of children as future generations, a guardian shall be appointed with the right to make submissions on their behalf.

Principle 5 [Sovereignty and responsibility to others]

37. Each State shall take the necessary measures to ensure that activities under its jurisdiction do not cause harm to the environment of another State (BURKINA FASO/G22).
38. All individuals, organizations and States shall respect the environment of other individuals, organizations and States, and the Earth's ecosystem; and treat the global commons of the Earth in a manner at least as favourable as their own environment (CANADA), keeping in mind the interests of humankind as a whole (AUSTRIA).
39. National sovereignty of States shall not be an obstacle to the interdependent resolution of the global problems of development and environment by the international community.
40. This will require action in solidarity, inter alia, to avoid the degradation of natural resources, infringements of global international security, and to contribute to the eradication of extreme poverty. States, international organizations and transnational corporations shall prevent transfrontier damage and shall protect the global commons (CHILE).

41. Countries shall have the sovereign right to utilize their natural resources in order not only to meet the subsistence needs of their inhabitants but also to ensure sustainable development economically, socially and culturally within the constitutional framework and in keeping with its environmental and developmental policies (COLOMBIA).
42. States shall have the sovereign right to exploit their own natural resources while ensuring that activities carried out within their jurisdiction and control do not cause damage to the environment of other States and of the areas beyond national jurisdiction (CHINA).
43. All countries have the sovereign and inalienable right to utilize their own natural resources pursuant to their own environmental policies and their development and economic priorities (G77).
44. States shall provide prior and timely notification and relevant information to other concerned States on activities which may have a significant international or transboundary effect and shall consult with those States at an early stage and in good faith (NETHERLANDS/EEC).
45. The pursuit of decent and satisfactory livelihoods, including the sovereign rights of countries over the natural resources found within their legal boundaries, must be recognized, reaffirmed and defended. Each and every country shall take all necessary steps to avoid polluting, directly or indirectly the environment of their countries (NIGERIA/G22).
46. The sovereign right of States to exploit their natural resources through their environmental policies, and their responsibility to ensure that activities under their jurisdiction and control do not cause environmental damage (PERU).
47. Each State has the right to utilize the environment and natural resources for the purposes of development and for serving the needs and interests of its citizens; the environmental well-being of any State may not be achieved at the expense of other States, or without regard for their interests. Economic activities conducted within the territories of States must not cause damage to the environment either within or beyond their national jurisdiction (USSR).

Principle 6 [Precautionary principle and prior assessment]

48. The precautionary principle and with it the promotion of full use of environmental impact statements; allied to this, the avoidance of irreversibility (AUSTRALIA).
49. All individuals, organizations and States shall adopt precautionary and preventive approaches, and consider the value of the environment, when planning activities that may affect the Earth (CANADA).
50. States, international organizations and transnational corporations shall have the obligation to take precautionary and preventive measures

regarding activities that may cause environmental damage. Prior assessment of environmental risks and notification of those concerned or potentially affected shall be undertaken (CHILE).

51. Environmental measures shall foresee, prevent and correct the causes of environmental degradation through appropriate planning of development in general and of activities which may cause deterioration in particular, so that environmentally sound development may be achieved more effectively and economically (COLOMBIA).
52. Activities which may involve a high environmental risk shall be preceded by an exhaustive evaluation. The proponent or proponents shall be required to prove that the expected benefit exceeds the potential damage to nature. When the adverse effect is insufficiently known, the activity shall not be permitted. Lack of scientific certainty shall not be used as a pretext for postponing the adoption of measures to prevent environmental deterioration (COLOMBIA).
53. Formulating resource use and development planning policies based on the precautionary principle (FIJI).
54. Environmental measures must anticipate, prevent and attack the causes of environmental degradation, and where there are threats of serious or irreversible damage, lack of full scientific certainty should not be used as a reason for postponing measures to prevent environmental degradation. Proposed activities which are likely to have a significant adverse effect on the environment shall not be undertaken without prior assessment of the environmental risks (NETHERLANDS/EEC).
55. The obligation to take precautions when activities may affect the environment, including preventive measures; prior assessment of environmental risks and the notification of all persons or entities concerned or potentially affected (PERU) and the obligation for industries and other activities concerned to mitigate harmful effects of accidents caused by them (ITALY).
56. Any type of economic or other activity whose environmental consequences are unpredictable is inadmissible. Each State must make a comprehensive assessment of the environmental consequences of economic activities conducted in its territory, and make it available to other interested States, and also to international organizations (USSR).

#### Principle 7 [Cooperation]

57. Concerted efforts shall be made in solidarity to lay solid foundations for sustainable development, within the framework of international cooperation, to bring about, inter alia, the establishment of worldwide food security (CHILE).
58. All States, big or small, rich or poor, have the right to participate on an equal basis in matters related to the environment and development.

States shall carry out international cooperation in the field of environment and development on the basis of the principle of equality among sovereign States (CHINA).

59. States shall cooperate with other States to ensure the conservation of renewable natural resources in such a way as not to impair their capacity for regeneration, taking into account the principle of sovereignty. In the same way they shall promote the conservation of ecosystems of special importance in relation to the culture and lifestyle of the populations that depend on them.
60. States shall cooperate with other, neighbouring States in the protection of ecosystems situated in frontier areas.
61. Steps shall be taken to reach agreements or conclude conventions with neighbouring States on the adoption of mechanisms for providing information, on, and for preventing, mitigating or correcting the effects of transboundary environmental deterioration.
62. States shall develop contingency plans for emergency situations that may cause transboundary environmental damage or degradation, shall supply relevant information and shall cooperate with the State affected in an emergency (COLOMBIA).
63. States, organizations and individuals shall cooperate in good faith and in a spirit of partnership in the implementation of the principles embodied in this Charter.
64. States shall immediately inform other States of any emergency situation which might cause sudden harmful effects on the environment of those other States (NETHERLANDS/EEC).
65. Public participation is dependent on a positive and fruitful cooperation and interaction between Governments and constituencies outside government, in particular industry, trade unions and the various voluntary organizations (NORWAY).
66. The obligation of States, transnational corporations, institutions and NGOs to cooperate globally and regionally to protect, preserve and regenerate the environment (PERU).
67. Protection of the environment is a global task of all mankind that must be performed through the joint efforts of States and international organizations, based on international cooperation. States must provide each other with assistance in cases of environmental emergency (USSR).

Principle 8 [Special needs of developing countries]

68. In order to strengthen the participation of the developing countries in the implementation of international environmental law and their ability to move towards sustainable development, the States capable of doing so and the international organizations shall provide the necessary technical and financial assistance (CHILE).

69. The special situation and needs of the developing countries should be fully taken into account. The environmental problems of the developing countries arising from the conditions of poverty should be addressed as a matter of priority (CHINA).
70. Full recognition should be given to the specificities and realities of the developing countries, including their social, economic and environment needs as well as their national plans and priorities (G77).
71. The responsibility of the industrialized countries in the improvement of the international economic environment should be stressed (G77).
72. Access to, and transfer of environmentally sound technology including at preferential concessional terms and promotion of endogenous capacity building (G77).
73. Full recognition and respect should be given to the special needs and concerns of the developing countries in the creation and implementation of international agreements and legal instruments (TANZANIA).

Principle 9 [Environment and world trade]

74. Consistency between international trade and environmental obligations, and avoidance of trade distortion (AUSTRALIA).
75. States shall cooperate to promote an international economic environment supportive of the sustained and sustainable development. The industrialized countries whose policies have major impacts on the world economy should ensure that their actions are conducive to the growth of the world economy in general and the development of the developing countries in particular (CHINA).
76. Global environmental considerations cannot justify restrictive trade practices, except when these are introduced in terms of specific provisions in a globally accepted environmental convention (INDIA).
77. Environmental concerns may not be used as a disguised instrument for impeding the development needs of developing countries. Environmental regulations may not be used as non-tariff barriers or as protectionist measures against exports of developing countries (REPUBLIC OF KOREA).
78. Cooperation on a global level to develop a genuine universal framework to ensure social and economic justice for all the world's people. This means that issues of patterns of development and liberalization of world trade need to be addressed at a global level (NEW ZEALAND).
79. The right of populations and countries freely to exploit and trade their natural resources and the goods and services derived therefrom or related thereto must be reaffirmed and defended. No economic policies or management tools should be devised which would negatively impact or affect the environment or living conditions and expectations of any continent, nation, country or population group (NIGERIA/G22).

80. The principle of free trade benefits the world economy and promotes the development of all countries, especially the developing countries. We should seek to eliminate existing barriers against free trade and resist attempts to build new barriers under the guise of protecting the environment (SINGAPORE).

Principle 10 [Peace and security]

81. States which promote or participate in a war shall be responsible for the social and environmental costs incurred through it. That responsibility shall apply to tests or trials of weapons or technologies of war.
82. State parties to a conflict which, if continued, may endanger security and international peace shall endeavour to reach a negotiated solution using such machinery as consultation, mediation, conciliation, arbitration or judicial settlement or shall use international instruments or agreements or other peaceful means (COLOMBIA).
83. States are responsible for the damage caused to the global environment by the effects of nuclear weapons and all other means of mass destruction (G77).
84. The use of nuclear weapons is a crime against humanity and the human environment (INDIA).
85. Peace and security are essential prerequisites for sustainable development (NEW ZEALAND).
86. Any act having an impact on the environment which is conducted as a method of warfare, or any other use of force, is inadmissible. States must refrain from any other military activities, including the testing of weapons of various types, which may damage the environment either within or beyond their national jurisdiction (USSR).
87. There can be no sustainable development without stable or lasting peace, and without the commitment by States to accelerate disarmament and progressively to reduce military expenditures (VENEZUELA).

Principle 11 [Production and consumption patterns]

88. All States, organizations and individuals shall endeavour to develop environmentally sustainable patterns of living (AUSTRIA).
89. Sustainable development is incompatible with the imposition of environmental and economic conditions and with the restriction of access to technology (COLOMBIA).
90. All countries, in particular developed countries, should make commitments to address their unsustainable patterns of production and consumption (G77).
91. Those responsible for development within a given area have the duty to see that wasteful consumption patterns or style of life are not being

promoted for economic gain alone; the lifestyle of few cannot damage the quality of life of others, a quality that all must consistently work to improve (HOLY SEE).

Principle 12 [Information and Education]

92. All individuals, organizations and States shall ensure the availability of education and information on the Earth and its ecosystem (CANADA) and encourage the use and diffusion of best available environmentally sound technologies (AUSTRIA).
93. Every person shall have the right to education as a public service in order to gain access to knowledge, science and technology. Through education, responsible attitudes to nature shall be cultivated.
94. States shall develop mechanisms to provide information on activities or products that may adversely affect the human environment, human health or human well-being and shall guarantee the participation of the community in decisions that may affect it.
95. States shall lay down suitable standards for environmental protection, the monitoring of changes and the publication of significant data on environmental quality and the use of resources (COLOMBIA).
96. Research, free exchange and transfer of scientific knowledge and experience must be provided to the fullest extent for the building of natural scientific capacities in developing countries to facilitate the solution of environmental problems and promote growth and developing (G77).
97. Universal education and access to information are important elements for effective participation by individuals and communities in decision-making (NEW ZEALAND).
98. Access to information on environmental risks (PERU).
99. The state of the environment and natural resources and changes therein must be effectively monitored at the global, regional and national levels, against internationally recognized criteria and parameters; a system must be instituted whereby States report on their environmental protection activities and on environmental incidents that have occurred or have been averted in their territories.
100. A free and unhindered international exchange of scientific and technological information on environmental matters and on advanced technology for the conservation of nature must be ensured.
101. Consistent and systematic efforts must be made in all States in the field of environmental education and awareness and the dissemination of knowledge concerning the rational use of nature (USSR).



Principle 13 [Cost internalization]

102. The principle of polluter-pays and user-pays; the principle of ensuring that environmental assets are appropriately valued (AUSTRALIA).
103. The State shall ensure that anyone who carries on activities which endanger the environment shall be responsible for preventing or making good the damage. The economic analysis of works and projects shall include the environmental and social costs of the proposed works or activities as an input in the cost structure and not as an incidental subheading. Care shall be taken to ensure that the users of natural resources who develop production processes or carry on activities that may cause environmental deterioration repay the cost of renewal or bear the cost of decontaminating or restoring the affected resource. The defrayal of such costs shall not exempt the person responsible from compliance with the standards laid down or from such penalties as he may incur for any offence he has committed (COLOMBIA).
104. The polluter should bear the expenses of carrying out the necessary pollution prevention and control measures introduced by public authorities to protect the environment (NETHERLANDS/EEC).
105. Open and free markets at the national, regional and international levels are fundamental to the achievement of sustainable development. Market forces and mechanisms, and other economic instruments, including emission charges, tradeable permits, and reductions of subsidies, need to be harnessed to achieve sustainable development goals at each of these levels. To this end, environment and development objectives and policies should be integrated with economic and trade policies (USA).
106. Polluters should bear the costs of pollution they cause, including the expenses of carrying out the necessary pollution prevention and control measures introduced by public authorities to protect the environment (USA).
107. Markets should reflect full economic accounting of environmental costs and benefits (USA).

Principle 14 [Liability for damage and dispute settlement]

108. Restatement of principle 21 of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment which incorporates the concept of environmental liability and compensation for damage. Need for universal adherence to and full compliance with relevant international instruments and the need for future development of the legal framework relating to the environment (AUSTRALIA).
109. All individuals, organizations and States shall pursue and encourage the achievement of the objectives of this Earth Charter, in cooperation and in accordance with the means at their disposal and their capabilities (CANADA), giving due attention, inter alia, to the evolution of mechanisms on dispute prevention and settlement concerning the environment (AUSTRIA).

110. Adequate compensation shall be paid or other remedy be provided to the victims of an international or transboundary environmental interference (NETHERLANDS/EEC).
111. The objective responsibility and obligation of individuals, employers, institutions and States to make good damage (PERU).
112. Norms must be laid down in international law and national legislation establishing liability for environmental damage and compensation to the victims thereof. All disputes arising from environmental issues must be resolved exclusively by peaceful means (USSR).

Principle 15 [Public participation and democracy]

113. The right of individuals and groups to participate in decision-making and to have access to information and to legal redress (AUSTRALIA), including the obligation of Governments and industry to inform the public of environmental consequences of their planned actions, and the right of individuals and organizations to be heard early enough in the process so as to have a genuine possibility to influence the decision-making process (NORWAY).
114. All States, organizations and individuals shall have the possibility to participate in democratic decision-making processes concerning the environment and development (AUSTRIA).
115. The right of individuals and non-governmental organizations to be informed about environmental issues relevant to them, to have access to information, and to participate in the formulation and implementations of decisions likely to affect their environment (FIJI).
116. All persons without discrimination shall be informed of interferences with their environment and shall have their views taken into account in the formulation of decisions of direct concern to their environment (NETHERLANDS/EEC).
117. The rights of individuals and communities to participate in decision-making that is likely to affect their social, economic and natural environments (NEW ZEALAND).
118. USA: Sustainable development requires the democratization of environment and development decision-making. To this end, wider participation of individuals, groups and organizations at all levels, local, national, regional and international, will be essential.
119. In accordance with the Universal Declaration of Human Rights, individuals, groups and organizations concerned with the environment and development have the right to participate in the government of their country at a local and national level. This right includes the rights to express ideas freely, to assemble peacefully, to seek and disseminate information, and to participate in public debate.

120. To further these ends, the following rights should also be respected by all States and incorporated in national laws and regulations:
121. Individuals, groups and organizations should have access to information relevant to the environment held by national authorities, including information on products and activities which have or are likely to have a significant impact on the environment, and on environmental protection measures.
122. Communities should have access to information about hazardous materials and the potentially serious impacts of industrial accidents in their area, including information on contingency planning, and should be informed immediately when such accidents occur.
123. National authorities should make available at regular intervals reports on the state of the environment.
124. The views of the public should be taken into account in government decision-making processes related to the environment and development. Competent authorities should facilitate and encourage public participation, *inter alia*, by providing wide notification to the public of relevant policies, plans and activities, by making information widely available, and by receiving public views, including through the convening of open public fora.
125. For any proposed activity or any proposed major change to an activity which is likely to have a significant impact on the national environment and which is subject to a decision of a competent authority, an environmental impact assessment should be undertaken.
126. As part of an environmental impact assessment, the public should be provided, for examination and comment, information about any proposed activity: about reasonable alternatives, where appropriate, including the alternative of no action; about the environment likely to be affected; about the environmental impacts of the proposed activity and its alternatives; about appropriate measures for mitigating adverse environmental impacts; and about uncertainties and gaps in knowledge.
127. Individuals, groups and organizations should have the opportunity to transmit comments on proposed activities to the competent authority before the final decision is taken.
128. A final decision should take into account the results of the environmental impact assessment as well as the comments received from the public and should be published promptly.
129. States should provide an opportunity to the public in areas outside their territory to participate in relevant environmental impact assessment procedures regarding activities which are likely to have a significant adverse transboundary impact on their local

environment and should see to it that the opportunity provided to the public of the affected country is equivalent to that provided to their own public.

130. In matters related to the environment, States should provide access to administrative and judicial procedures for contesting decisions of competent authorities and private persons and entities that may be unlawful or may infringe on rights under the law. Such procedures should also provide appropriate remedies.
131. In matters related to the environment and development, Governments should extend access to administrative and judicial procedures to all groups and organizations with a recognized legal interest. States should also extend access in such matters to individuals, groups and organizations with a recognized legal interest who are outside their jurisdiction on an equivalent basis to those who are inside their jurisdiction (USA).
132. In order to ensure sustainable development, the existence of democracy is indispensable as a permanent process of advancement, in which private citizens play a central role by participating in the making of decisions that affect their future (VENEZUELA).

Principle 16 [Poverty]

133. It should be recognized that a united struggle against poverty entails correcting the causes of poverty; for that purpose it is necessary to make changes in economic and social policies within countries and to modify the developed countries' relations with the developing countries (COLOMBIA).
134. States, organizations and individuals shall cooperate in good faith and in a spirit of partnership in the effort to eradicate poverty (TANZANIA).

Principle 17 [Resource transfer]

135. Adequate new and additional financial resources shall be provided to the developing countries to enable them to address effectively the environmental and developmental problems. Access to and transfer of environmentally sound technologies to the developing countries shall be ensured on preferential and non-commercial terms (CHINA).
136. The transfer of adequate, new and additional financial measures to the developing countries should be ensured (G77).

Specific principles and possible restructuring

- CHILE:
- (a) Precautionary principle;
  - (b) Principle of intergenerational equity;
  - (c) Principle of non-discrimination;
  - (d) Principle of equal opportunities and equal access to technology;
  - (e) Principle that research on problems of development and environment shall take into account especially the interests of the developing countries;
  - (f) Equitable use of shared natural resources;
  - (g) Duty to cooperate in good faith in information exchange and consultations with a view to laying the foundations for strengthening and harmonizing international environmental law.
- KENYA:
- (a) Common heritage of mankind;
  - (b) Common concern;
  - (c) Intrinsic value of biodiversity;
  - (d) Need for financial support and economic incentives;
  - (e) Equitable sharing of burdens;
  - (f) Duty to prevent substantial transboundary harm.
- NETHERLANDS  
(for EEC):
- (a) Integration of environment and development (elements from paragraphs 1, 3, 10, 28, 30, 31, 41, 51, 74, 76, 77, 78, 79, 80, 88, 89, 90, 91, 105);
  - (b) Cooperation for sustainable development/differentiated approach (elements from paragraphs 1, 2, 3, 5, 6, 7, 9, 12, 39, 41, 44, 50, 55, 56, 57-67, 68, 69, 70, 71, 73, 75, 78, 99, 100, 109, 129, 133, 134, 135, 136);
  - (c) Individual and group rights (elements from paragraphs 1, 2, 9, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 32, 34, 62, 64, 67, 88, 93, 119);
  - (d) Information, education and participation in decision-making (elements from paragraphs 13, 17, 31, 33, 55, 63, 65, 92, 94, 98, 99, 101, 113-124, 127, 130, 131, 132);
  - (e) Intergenerational equity (elements from paragraphs 3, 28, 29, 31-34);

- (f) Sovereignty and responsibility (elements from paragraphs 5, 6, 7, 9, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45-47, 50, 56, 59, 62, 64);
- (g) Precaution/impact assessment (elements from paragraphs 48-56, 95, 125, 129);
- (h) Attribution of environmental cost (elements from paragraphs 25, 102-104, 105, 107, 108, 110, 111);
- (i) Population (elements from paragraph 4).

PERU: To be elaborated on the basis of sub-sections IV/b-c of document A/CONF.151/PC/83.]

---



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/WG.III/L.10  
26 August 1991

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Working Group III  
Agenda item 5

OTHER LEGAL, INSTITUTIONAL AND RELATED MATTERS, AS WELL AS LEGAL AND  
INSTITUTIONAL ASPECTS OF CROSS-SECTORAL ISSUES, INCLUDING THOSE  
REFERRED TO WORKING GROUP III BY WORKING GROUPS I AND II AND THE  
PLENARY OF THE PREPARATORY COMMITTEE

### Chairman's summary

1. Under this agenda item, Working Group III considered other legal, institutional and related matters, as well as legal and institutional aspects of cross-sectoral issues, including those referred to Working Group III by Working Group I, Working Group II and the plenary of the Preparatory Committee. The Working Group had before it the progress reports on institutions by the Secretary-General (A/CONF.151/PC/36, A/CONF.151/PC/80 and Corr. 1) as well as several documents submitted by delegations (A/CONF.151/PC/81, A/CONF.151/PC/L.29, A/CONF.151/PC/WG.III/L.1 and A/CONF.151/PC/WG.III/L.4). Furthermore, in response to a request by Working Group II at the second session of the Preparatory Committee (decision 2/20, subparagraph 2 (p)), the Working Group had before it for consideration a progress report by the Secretariat on the development of legal instruments for transboundary waters (A/CONF.151/PC/79).

2. In the course of the discussion, most speakers stated that their comments were of necessity preliminary at this stage. Although the Working Group did not attempt to reach any conclusions, there was broad agreement on the following points which could serve as guidance for the future work of the Working Group at the fourth session of the Preparatory Committee:

(a) Some reform of United Nations institutions in the field of environment and development is needed, taking into account general efforts for restructuring and revitalization of the United Nations in the context of General Assembly resolution 45/264.

(b) Working Group III must take into account decisions with institutional implications originating from Working Groups I and II and the Plenary.

(c) Proliferation of institutions at the global level must be avoided.

(d) There is a need to work out mechanisms to promote coordination, both at the intergovernmental level and at the level of the Secretariat and United Nations specialized agencies and programmes involved with environment or development.

(e) Existing international institutions at the global and regional levels in the field of environment and development, including UNEP and UNDP, should be adapted to changed circumstances in order to support sustainable development. There was consensus that UNEP must be strengthened.

(f) Among the goals of institutional reform at the global and regional levels should be enhancement of the capacity of institutions at the national level, especially in developing countries, to ensure the full integration of environment and development.

(g) Institutions and organizations outside the United Nations system, including the non-governmental sector, have an important role in this process.

(h) The Working Group, at the fourth session of the Preparatory Committee, will have to consider the need for institutional arrangements, both at the intergovernmental and secretariat levels for the implementation and continuous review of Agenda 21.

3. In order to facilitate discussion at the fourth session of the Preparatory Committee, the necessary documentation should be prepared by the Secretariat. Specifically, an updated compilation of institutional proposals made by delegations during the third session of the Preparatory Committee, including those made in Working Groups I and II and the plenary, with a focus on options for action, is required. In this context, the matrix developed by the delegation of Canada should be used, as well as the relevant information contained in national reports. In addition, it is expected that the Working Group will have before it, in response to General Assembly resolution 44/229, a report by the Secretary-General on the structure and responsiveness of the United Nations in dealing with major environmental issues.



## RESSOURCES FINANCIERES

### RÉSUMÉ

À la suite d'un premier débat officiel en séance plénière et de deux négociations non officielles présidés par le chef de la délégation canadienne, John Bell, le Comité préparatoire (PrepCom III) a, au cours d'une troisième réunion plénière, approuvé une décision relative aux procédures concernant les ressources financières, en reportant les négociations réelles à sa quatrième réunion. Toutefois, à un moment donné, il s'est produit entre les délégations des pays développés et celles des pays en développement un échange de vues très important, qui figure dans la compilation qu'a faite le président des opinions liées à la décision. Les questions principales soulevées au cours du débat étaient les suivantes : les ressources financières nécessaires pour les pays en développement pour couvrir l'intégralité des coûts supplémentaires de l'application d'Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle); les répercussions, en matière de financement, de la division des problèmes de développement durable en questions mondiales et en questions locales; le rôle futur du Fonds pour l'environnement mondial (FEM); la possibilité de nouveaux mécanismes possibles de financement, notamment deux nouvelles propositions émanant de la Chine et du Brésil et de l'Argentine; et la gestion publique pertinente des mécanismes de financement servant à canaliser les ressources financières vers les pays en développement. Bien qu'il reste encore à définir les options réelles concernant les ressources financières, les questions que les délégations souhaitent aborder à New York sont maintenant beaucoup plus claires. Il est probable qu'on demande encore au Canada de présider ces négociations non officielles durant la prochaine réunion du PrepCom.

### Documentation :

- |                    |   |   |
|--------------------|---|---|
| A/CONF.151/PC/86   | - | <i>Proposal for a Green Fund by China</i><br>(Proposition de la Chine au sujet d'un Fonds vert)   |
| A/CONF.151/PC/93   | - | <i>Position on Financial Mechanisms proposed by Brazil and Argentina</i> (Opinion au sujet des mécanismes financiers proposés par le Brésil et l'Argentine) |
| A/CONF.151/PC/L.54 | - | <i>Final decision on Financial Resources</i> (Décision finale concernant les ressources financières)  |
| A/CONF.151/PC/L.41 | - | <i>Draft Decision proposed by G-77 and China</i> (Projet de décision proposé par le G-77 et la Chine)   |
| A/CONF.151/PC/L.42 | - | <i>Draft Decision proposed by Australia</i> (Projet de décision proposé par l'Australie)  |

## DISCUSSIONS DU PREPCOM

Lors de PrepCom III, la délégation canadienne avait pour objectif fondamental de réduire la gamme de questions à l'étude, pour que nous puissions proposer aux ministres, à PrepCom IV, quelques options concrètes comme base d'un mandat de négociation.

Au début de PrepCom III, le président Tommy Koh a demandé au chef de notre délégation, John Bell, de présider les négociations non officielles concernant les ressources financières au cours de la réunion plénière. Pour cette raison, la délégation a décidé qu'il serait contre-indiqué que faire notre propre déclaration nationale à ce sujet.

Le débat officiel au sujet des ressources financières s'est tenu dans la matinée du mercredi 28 août. Les principales déclarations ont alors été faites par les Pays-Bas au nom de la CE, les États-Unis, la Norvège, le Japon, le Ghana au nom du G-77, la Chine, la Malaisie et l'Inde. Bien qu'on ait traité, au cours de ce débat, à peu près les mêmes sujets abordés durant le débat officiel relatif aux ressources financières qui avait eu lieu lors de PrepCom II, on a pu remarquer une certaine modération dans le ton des discussions. Au nom du G-77, le Ghana a de nouveau déclaré qu'il fallait accôître l'APD pour atteindre l'objectif de 0,7 %, mais n'a pas défini les "ressources nouvelles et supplémentaires" comme des flux d'APD supérieurs à 0,7 %. La Malaisie et le Mexique, par exemple, ont clairement indiqué qu'il était important pour eux d'obtenir un engagement de base des pays développés au sujet des ressources nouvelles et additionnelles et de remettre à plus tard la détermination des volumes. La principale préoccupation de l'Inde consistait à réorienter les flux d'APD existants, en particulier ceux fournis par les banques de développement multilatérales, pour les éloigner des objectifs de développement, et instituer, dans l'octroi des prêts, une nouvelle condition, celle de l'environnement.

Par contre, les États-Unis ont réitéré leur opposition de longue date à l'objectif de l'APD et au principe de ressources "nouvelles et supplémentaires", puis ont réaffirmé qu'ils souhaitaient une réorientation des flux d'aide actuels vers le développement durable. En revanche, la CE a formellement affirmé son engagement à fournir des ressources "nouvelles et supplémentaires". Le Japon n'a pas pris position sur ce point litigieux, mais a mentionné les augmentations importantes des fonds qu'il a consacrés à l'APD à des fins environnementales au cours des trois dernières années. Il a fait état également de la possibilité d'autres augmentations.

Une grande partie de la discussion a tourné autour de la structure et de la gestion publique des mécanismes de financement, en particulier le FEM. La CE, le Japon et les États-Unis ont tous déclaré qu'ils prévoyaient que le FEM deviendrait un fonds général destiné à financer les engagements auxquels ont souscrit les pays en développement. Ces derniers ont rejeté cette approche et mis l'accent sur les mécanismes de financement spéciaux prévus dans chaque entente. De nombreuses délégations du G-77 ont critiqué le

FEM en raison de son manque de transparence et de son système de vote pondéré. La CE et les pays nordiques ont manifesté un certain intérêt pour le concept de "partenariat dans la complémentarité", comme le décrit le document PC/51 du Secrétariat relatif aux ressources financières.

La question des sources nouvelles de financement a curieusement engendré peu de discussions. Les Pays-Bas, au nom de la CE, ont recommandé l'examen des taxes énergétiques - bien que le Royaume-Uni ait adopté une position contraire. La Norvège a recommandé une utilisation accrue des crédits réciproques en nature. La Malaisie s'est demandé pourquoi les délégations n'étaient pas prêtes à examiner sérieusement les propositions visant à réorienter les dépenses militaires.

Deux documents émanant des délégations ont été déposés, mais n'ont pas été examinés en profondeur. La Chine a diffusé sa proposition de Fonds vert, telle qu'élaborée lors de la réunion ministérielle de juin 1990 à Beijing (PC/86), tandis que le Brésil et l'Argentine ont déposé leur propre document sur les mécanismes de financement (PC/93), qui proposait un "Fonds de promotion du développement durable". Les deux propositions portent sur la création d'un fonds général destiné aux activités de développement durable non couvertes par des conventions. Ce fonds sera constitué de contributions obligatoires des pays industrialisés et de contributions facultatives des pays en développement. La gestion, dans les deux propositions, reposerait sur le principe d'égalité entre les donateurs et les bénéficiaires, conformément aux dispositions du Fonds du Protocole de Montréal. La proposition du Brésil et de l'Argentine est plus détaillée, car elle donne un aperçu des sources possibles de revenus du Fonds, à savoir les taxes à la consommation prélevées dans les pays en développement sur des produits comme le mazout, les automobiles, les journaux et les timbres-poste.

La différence principale entre les deux propositions réside dans les secteurs de programme proposés. Le Fonds vert de la Chine est orienté vers les régions rurales, et il met l'accent sur le reboisement, l'accroissement de l'approvisionnement en eau douce et la prévention de la détérioration du sol. La proposition du Brésil et de l'Argentine réduit davantage les exigences en matière de financement pour ce qui est d'Agenda 21 et porte sur des questions environnementales, urbaines et industrielles comme le système sanitaire urbain, le contrôle des déchets chimiques et des déchets solides et la pollution de l'air par les industries.

Les délégations ont présenté deux ébauches de décision à étudier durant les négociations non officielles. La première a été déposée par le G-77 et la Chine (L.41), et la deuxième par l'Australie (L.43), qui y fait appel au consensus entourant la résolution 44/228 de l'AGNU. La première séance non officielle du vendredi après-midi s'est révélée difficile, étant donné que le G-77 a insisté pour que son ébauche de décision serve de base à une discussion plus approfondie, alors que les délégations des pays industrialisés ont, pour la plupart, refusé de réagir. Le porte-parole de la CE a très clairement fait savoir que la CE devrait envisager dans ses capitales comment elle

répondrait à l'ébauche du G-77. Il fut mis fin à la réunion par les protestations des délégations du G-77 qui ont fait remarquer qu'elles avaient passé les trois semaines précédentes à discuter, dans les autres Groupes de travail, de mesures environnementales qui auraient pour effet de restreindre leur développement, mais que, lorsque la question des ressources financières nécessaires aux pays en développement a été finalement soulevée, les pays développés refusent de l'examiner.

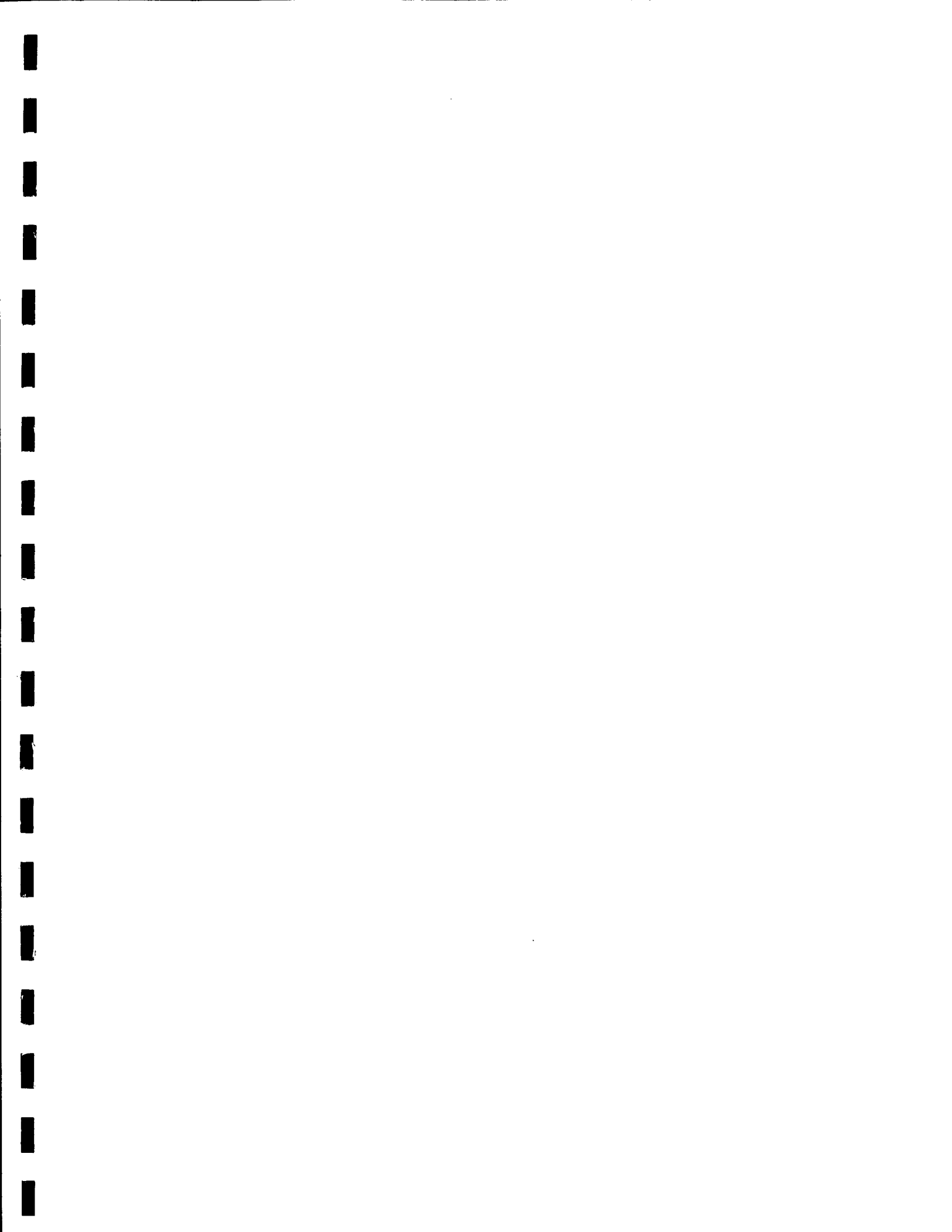
Au cours du week-end, la président canadien a consulté plusieurs délégations et a obtenu un accord prévoyant la tenue d'une discussion sérieuse au sujet de la décision du G-77 au cours d'une deuxième réunion, la communication de tous les documents actuels concernant les ressources financières lors de PrepCom IV et une compilation faite par le président des points de vue exprimés au cours des négociations non officielles. Une deuxième réunion informelle a été tenue sur cette base le lundi 2 septembre. Elle visait essentiellement à inspirer confiance, étant donné que les délégations sont venues pour discuter en profondeur du document du G-77. La discussion a porté en particulier sur deux questions : la possibilité ou l'obligation d'établir une distinction entre les problèmes environnementaux à l'échelle mondiale et au niveau local, afin de définir les coûts supplémentaires qui seront couverts par les ressources financières nouvelles et supplémentaires; et la gestion pertinente de tout nouveau mécanisme de financement. L'éventail complet des opinions exprimées dans ce débat figure dans l'aperçu préparé par le président et qui est annexé à la décision L.54.

Une deuxième réunion non officielle a été tenue le mardi 3 septembre, afin d'approuver une nouvelle décision en matière de procédure élaborée par le G-77 au sujet des ressources financières. Le principal point de friction entre les États-Unis et le G-77 était la priorité à accorder au texte L.41 du G-77 lors de PrepCom IV. Après avoir approuvé la suite du texte, on a trouvé une terminologie convenable par des consultations privées avec le président le lendemain matin et le texte au complet, notamment la compilation des opinions dressée par le président, a été adopté (L.54) sans débat en tant que décision finale de la réunion plénière.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

Le document L.54 constitue une simple décision de procédure. Il indique principalement que l'examen de la question des ressources financières devra commencer au début de PrepCom III et qu'on accordera à cette question suffisamment de temps pour qu'on parvienne à une décision avant la fin de la réunion. Les délégations du G-77 ont signalé que la prise de décision concernant les ressources financières à PrepCom IV, serait une condition préalable à toute conclusion concernant les questions sectorielles étudiées par les Groupes de travail I et II. Le document L.54 demande également que le Secrétaire général entreprenne des évaluations de coûts en vue de la mise en oeuvre de chaque secteur de programme d'Agenda 21, afin "d'aider à négocier les exigences financières lors de la quatrième réunion".

Pour trouver une formule permettant la réussite de la prochaine ronde de négociations au sujet des ressources financières, il faudra établir un compromis entre les perspectives des pays développés donateurs et des pays en développement bénéficiaires. Compte tenu des discussions qui se sont déroulées à PrepCom III, il semblerait que le compromis devrait se faire à propos de la gestion et de la définition des secteurs de programme en vue d'un GEF ou d'un "Fonds vert" de remplacement d'utilité générale.





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.41  
28 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August - 4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS  
CROSS-SECTORAL ISSUES

China and Ghana\*: draft decision

Financial resources

---

\* On behalf of the States Members of the United Nations that are  
members of the Group of 77.

The Preparatory Committee recalling General Assembly resolution 44/228, Decides that the consideration of the item on financial resources, at its Fourth Session, should include the following elements:

(a) Provision of adequate funding, covering the full incremental costs and not entailing any reallocation of ongoing or required developmental programmes from the developing countries' own resources; new and additional funding, in that there is no reallocation of existing multilateral or bilateral financial flows for development purposes.

(b) There should be a separate fund for each convention, or proposed convention.

(c) There should be a general Fund (Fund for the Promotion of Sustainable Development/Green Fund) to cover activities not included in separate conventions. This Fund should be separate from the Global Environment Facility (GEF) and should serve the sustainable development needs of developing countries, including Agenda 21. Predictability in the flow of funds should be guaranteed by mandatory contributions from developed countries, in accordance with their responsibilities.

(d) The governance of the funding mechanisms should be transparent; democratic in nature; with an equal voice for all parties; with access to all developing countries without any conditionality; and provide for funding of activities according to the priority of the developing countries, taking into account the priorities identified in Agenda 21.

(e) These funds from the developed countries to developing countries will be to a great extent of a compensatory nature.

(f) The notion of "partnership in additionality" is to be understood as a commitment to provide new and additional financial resources to developing countries, for meeting, inter alia, the commitments under Agenda 21, and other sustainable development concerns.

(g) The need for a supportive international economic environment which promotes economic growth and development, particularly in developing countries, inter alia, through various ways such as market access, terms of trade, remunerative commodity prices, transfer of technology on preferential and non-commercial terms, addressing efficiently and urgently debt problems and alleviation of poverty.





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.43  
28 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

Third session

Geneva, 12 August-4 September 1991

Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Australia: draft decision

Financial resources

Recalling General Assembly resolution 44/228,  
The Preparatory Committee,

1. Decides that it should make recommendations at its fourth session on financial resources issues, and that the following elements, drawn from UNCED objectives set out in resolution 44/228, should serve as the framework for such recommendations:

(a) Identification of ways and means of providing new and additional financial resources, particularly to developing countries, for environmentally sound development programmes and projects [44/228 OP15J];

(b) Identification of ways and means of providing additional financial resources for measures directed towards solving major environmental problems of global concern and especially of supporting those countries, in particular developing countries, for the implementation of such measures [44/228 OP15K];

Under (a) and (b), the Preparatory Committee should take into account, inter alia:

(i) Proposals concerning the need to provide adequate funding which covers the full incremental costs of implementing environment related development activities;

(ii) Proposals concerning the use of existing and any new financial resources, including from the following sources:

- (a) Greater efficiency in domestic government expenditures;
- (b) Enhanced use of market mechanisms to allocate resources;
- (c) Private investment flows;
- (d) Instruments for debt reduction;
- (e) Increased trade through improved market access;
- (f) Official development assistance;
- (g) Voluntary donations from non-governmental sources;

(c) Consideration of various funding mechanisms, including voluntary ones, and the examination of the possibility of a special international fund and other innovative approaches, with a view to ensuring, on a favourable basis, the most effective and expeditious transfer of environmentally sound technologies to developing countries [44/228 OP15L];

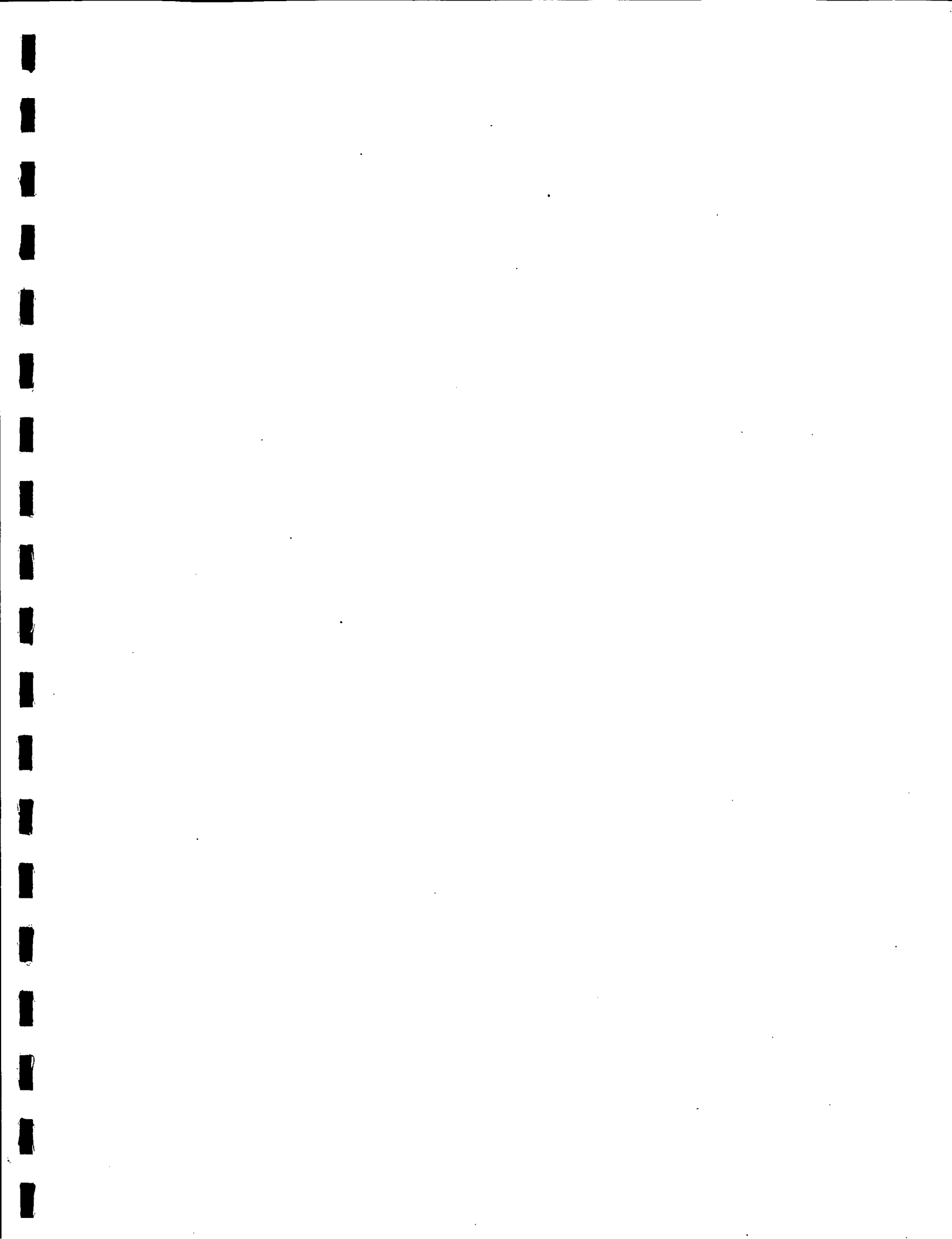
(d) Quantification of the financial requirements of the successful implementation of UNCED decisions and recommendations and the identification of possible sources, including innovative ones, of additional resources [44/228 OP15V];

Under (c) and (d), the Preparatory Committee should take into account, inter alia:

- (i) Existing funding mechanisms, including:
  - (a) The Global Environment Fund;
  - (b) The UNEP Voluntary Fund;
  - (c) Existing bilateral ODA channels;
  - (d) The Montreal Protocol Multilateral Fund;
  - (e) UNDP country programmes and funds;
- (ii) Proposals for the establishment of a separate fund for each convention or proposed convention;
- (iii) Proposals for the establishment of a general fund for the promotion of sustainable development/green fund (separate from the Global Environment Facility) which would cover activities not included in separate conventions and which would serve the sustainable development needs of developing countries, including Agenda 21;
- (iv) Proposals for the establishment of separate funds to meet specific needs, including:
  - (a) A national capacity building fund;
  - (b) Issue specific voluntary funds;
  - (c) Bilateral arrangements under the concept of "partnerships-in-additionality";
- (v) Proposals regarding predictability in funding of environmentally sustained development activities through any new general fund, including through assessed or voluntary contributions;
- (vi) Proposals regarding the governance of any new funding mechanisms, reflecting:
  - (a) The need for accountability;
  - (b) The need for transparency;
  - (c) The need to build partnership among all countries involved;

2. Requests the secretariat to prepare possible draft elements on the above for inclusion in Agenda 21.

-----





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.54  
4 September 1991

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE  
UNITED NATIONS CONFERENCE ON  
ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August - 4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT  
AND DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY  
RESOLUTION 44/228 AND TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT  
GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS: CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Vice-Chairman, Mr. J. Bell (Canada)  
on the basis of informal consultations held on A/CONF.151/PC/L.41

### Financial resources

1. The Preparatory Committee, in discussing the issue of financial resources *in accordance with* raised in UNGA resolution 44/228, took note of documents L.43, PC/51, PC/86, PC/93 and held discussions on L.41.
2. The Vice-Chairman's compilation of views on these discussions is annexed to this decision.
3. Decides that negotiations on the issue of financial resources at its fourth session should be based on document L.41 *without prejudice to the status of* taking into account other proposals from delegations including L.43, PC/86 and PC/93. *¶*

4. Decides further that priority should be given to this issue in the scheduling of meetings of the fourth session, and that time from the beginning of the fourth session should be given to the negotiation of this issue, with a view to reaching a final agreement before the end of the session.

5. Requests the Secretary-General of the Conference, taking into account the views expressed on this issue during the third session, to provide concrete proposals based on cost evaluations for the implementation of each programme area of Agenda 21 which would assist the negotiation of financial requirements at the fourth session of the Preparatory Committee.♦

Vice-Chairman's compilation of views  
on financial resources

The draft decision on financial resources proposed by Ghana on behalf of the G77, and China was extensively discussed in informal sessions of the Plenary during the third session of the Preparatory Committee. The following is a compilation of the views expressed by delegations on each of the paragraphs of L.41.

Preamble:

There was general agreement that any decision on financial resources should reflect the importance of this issue for the outcomes of UNCED.

Paragraph (a)

There was general agreement that financial resources from external sources will be needed to help developing countries meet the costs of achieving sustainable development.

Delegations discussed how agreement could be reached over the incremental costs which should be covered by external funding and how such incremental costs could be calculated.

Some delegations argued that the distinction between local and global environmental problems would be useful in reaching such an agreement.

Other delegations disagreed, arguing that such a distinction could not be made given the global consequences of all environment and development problems. Furthermore, it was argued that the identification of "global problems" was being made by developed countries on the basis of their own national concerns and priorities - which might not be shared by all developing countries. The priority concerns of developing countries should not be considered as local problems, particularly if there is to be a global partnership in the interests of sustainable development.

Delegations also discussed the appropriateness of re-allocating flows from existing development assistance programmes to meet incremental costs for sustainable development.

Some delegations stated that any re-allocation of external financial flows would be inappropriate. Concern was also expressed about the potential re-allocation of resources from domestic budgets due to meet commitments under international environmental agreements.

Other delegations argued that a re-allocation of flows away from unsustainable development towards sustainable development should be a major outcome of UNCED. Such a re-allocation could be combined with additional funding, from different sources, depending on the specific funding needs.

*Some* Delegations also pointed out that re-allocation to meet changing priorities is a constant factor of existing financial flows.

*Some* Delegations also observed that it is difficult to make a distinction in practice between the "environmental" and "developmental" components of projects over the life-time of the project.

Paragraph (b)

There was general agreement that funding would be required to help developing countries meet their commitments under conventions.

Delegations discussed in general the appropriate funding mechanisms for conventions.

Some delegations suggested the need to create a separate fund for each convention.

Other delegations recommended that consideration be given to using a more general fund with separate mechanisms for channelling funding under each convention.

Paragraph (c)

There was general agreement that funding would be required to help developing countries implement the programmes contained in Agenda 21.

Delegations discussed whether there is a requirement for a general fund to serve the sustainable development needs of developing countries, including Agenda 21.

Some delegations argued in favour of such a fund. Other delegations thought that existing funding mechanisms should be used.

Delegations discussed whether the GEF, as it is presently structured, could serve as a general fund. Some delegations mentioned that the GEF could perhaps serve as a general fund, provided that its governance was made more transparent and democratic.

Some delegations argued that it could not and that there should be a general fund, separate from the GEF, to cover activities not included in separate conventions. The factors cited in favour of separating a general fund from the GEF included: the GEF's current mandate which is limited to



four "global problems"; the voluntary basis for contributions; its governance based on weighted voting; and the influence on its operations of the culture of the World Bank.

Other delegations suggested that the discussion of a new separate fund should be left for later negotiations.

Many delegations noted that the governance of funding programmes and mechanisms could be separated from the administration of the funds, and could be assigned to separate agencies. The example of the Montreal Protocol Multilateral Fund was cited in this regard.

Delegations discussed whether mandatory contributions were appropriate for any general fund and whether they would increase the predictability in the flow of funds and the volume of funding available.

Some delegations noted the importance of finding innovative sources of funds, in particular from non-government sources. Such innovative sources would most likely have to be voluntary, rather than mandatory.

Paragraph (d)

There was general agreement that the governance of funding mechanisms needs to be transparent.

Many delegations argued that the governance of funding mechanisms should be more democratic.

There was general agreement on the need for governments to set priorities for funding under Agenda 21.

Delegations discussed the applicability of mutual responsibility for funding to meet national priorities.

Some delegations expressed concern that there should be no new conditionality imposed on such funding.

Paragraph (e)

Delegations discussed the concept of whether funding from developed to developing countries should be on a compensatory basis. <sup>Some</sup> Many delegations expressed the need for further explanation of this concept.

Paragraph (f)

Many delegations expressed an interest in the concept of "partnership in additionality" and supported further examination of this concept.

Paragraph (g)

There was general agreement on the need for a supportive international economic environment which promotes economic growth and development, particularly in developing countries, and which will assist in the alleviation of poverty.

-----



## General Assembly

Distr.  
GENERAL

A/CONF.151/PC/86  
15 August 1991

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT

Third session

Geneva, 12 August - 4 September 1991

Plenary

Item 2 (c) of the provisional agenda

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Proposal submitted by the delegation of the People's Republic of China

#### THE GREEN FUND

##### Background

1. Each and every action taken to protect the global environment will require a certain amount of funding to ensure its success. This is particularly important to the developing countries.
2. As of now, global environmental funding comes mainly from the following two sources: one is the funding mechanism provided for in the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer, by which the developed countries provide funding to assist the developing countries in reducing the production of such substances as CFC and achieving their replacement. The other is the Global Environmental Facility (GEF) which is used for projects in areas such as climatic change and biodiversity. These funding mechanisms have by and large concerned themselves with environmental problems of a global nature, whereas no corresponding fundings are available with respect to some special environmental problems mainly facing the developing countries.

3. The developing countries are very concerned about such a situation. They have called the attention of the international community to their special problems and special needs and called for its practical actions of assistance in the areas of funding and technology. The proposal for the Green Fund is aimed at solving some of the problems involved.

4. The Green Fund proposal was made for the first time by the Chinese Delegation at the first and second sessions of the Preparatory Committee. At that time, its concept was limited mainly to fundings for planting trees and grasses in the developing countries with a view to increasing their vegetation and their capacity to absorb greenhouse gases. This proposal has aroused much interest from many countries and international organizations which in turn have given it their endorsement and support.

5. At the Ministerial Conference of the Developing Countries on Environment and Development held in Beijing in June 1991, the Green Fund proposal also enjoyed extensive support from the developing countries. Moreover, its content has expanded to include, besides planting trees, assistance to help solve the special environmental problems facing the developing countries, problems that are not covered by the existing specific international legal instruments. Through consultation, the Green Fund was written into the Beijing Declaration (A/CONF.151/PC/85):

"23. In order to deal with the long-existing but now rapidly aggravating environmental problems of immediate concern to the developing countries, a special Green Fund should be established to provide adequate and additional financial assistance to them. This Fund should be used to address problems which are not covered by specific international agreements, such as water pollution, coastal pollution affecting mangrove forest, shortages and degradation of fresh water resources, deforestation, soil loss, land degradation and desertification. It should also cover the costs of the transfer of environmentally sound technologies and the costs of building up national capabilities for environment protection and for scientific and technological research. This Fund should be managed on the basis of equitable representation from developing and developed countries and should ensure easy access for developing countries."

6. Therefore, the Green Fund is intended to be another global funding mechanism aimed at solving the special environmental problems facing the developing countries.

#### The Necessity for the Green Fund

7. Many developing countries are under pressure from various sides while confronting the challenges of environment and development. They must step up economic development to lift themselves from poverty and backwardness, while taking upon themselves the task of protecting the environment. They must take part in finding solutions to such global environmental issues as climate change and ozone depletion, while meeting challenges posed by the traditional environmental problems inside their countries. All these efforts require

large amounts of financial input, which is well beyond their capacity, given their present level of development. Therefore, it is necessary to furnish them with effective financial assistance.

8. The efforts to help the developing countries to solve their special, traditional, regional and domestic environmental problems are closely related to their extensive participation in international actions aimed at solving global environmental issues. In view of the fact that the developing countries are beset with economic underdevelopment and serious environmental problems domestically, if funding consideration is given only to the GEF-listed global issues without giving priority to the real needs of the developing countries, then, it will still be very difficult to endure their full, sustained and effective participation. It is hardly a comprehensive and realistic view to believe that financial assistance in certain areas will get all countries at different stages of development effectively mobilized.

9. The 1992 Conference on Environment and Development, as an important opportunity to promote even more extensive and in-depth global cooperation on environment and development, will, in addition to formulating document(s) aimed at mobilizing the international community, work to achieve a number of substantive results which will serve as the basis for follow-up actions of the future. The Green Fund, which provides a new way of funding, has already received the endorsement and support of many countries, and may become an attractive and important practical solution.

#### The Main Areas of Application of the Green Fund

10. In accordance with the Beijing Declaration, the Green Fund is aimed at solving the special environmental problems facing the developing countries which are not covered by the existing specific legal instruments. It will be used mainly in:

(a) Preserving forests (including mangrove forests), planting trees and increasing vegetation;

(b) Increasing the supply capacity of fresh water resources, preventing and treating water degradation;

(c) Preventing soil degradation, including control of soil loss and desertification.

11. When using the funds from the Green Fund in the above-mentioned areas, consideration will be given to the following needs:

(a) Provision of subsidies for the developing countries to purchase, on preferential terms, intellectual property for relevant technologies of environmental protection or environmentally sound technologies for economic development, and promotion of their transfer to and application in the developing countries;

(b) Provision of credit to the developing countries to help their projects of land development and ecosystem improvement, particularly their projects on large-scale afforestation, vegetation expansion and management, rational use of water resources and water degradation control;

(c) Provision of aid for the developing countries to strengthen their work of formulating environmentally sound socio-economic development programmes and their capacity to implement them, with particular emphasis on needed institutional facilities and personnel training;

(d) Provision of aid for the developing countries to develop demonstration projects which coordinate environment protection with development, such as eco-farming, alternative energy (hydro, wind or solar) projects.

#### The Mode of Fund Raising of the Green Fund

12. The Green Fund may follow the example of the existing economic development assistance funding institutions of the world in its fund raising efforts. Namely, the developed countries and the relevant international agencies will provide most of the funds. The developing countries will contribute as they can afford on a voluntary basis. The fund-raising methods could be diversified to include:

(a) A percentage formula, such as a certain percentage of GNP or United Nations membership assessment;

(b) Voluntary contributions by various countries;

(c) Intergovernmental grants, both bilateral and multilateral;

(d) Contribution by non-governmental organizations and individuals;

(e) Other creative methods of fund-raising, such as SDR distribution, global bond issues or global stamps, pollutant discharge quota exchange and excessive per capita pollutant discharge fees.

13. Under the current circumstances, the first method will be the main channel to draw funds for the Green Fund.

#### The Management of the Green Fund

14. As to the mode of management of the Green Fund, considering the special nature of the environmental problems it is set to resolve, it is advisable to make it a separate international fund. A governing council, which should be small and capable, comprising equal numbers of representatives from the developing and developed countries, should be set up and take charge of making decisions on important matters. Its day-to-day operations can be entrusted to appropriate international agencies such as the World Bank, UNDP, UNEP or FAO. The coordination would be done at a certain level in keeping with the decision taken by the 1992 Conference on Environment and Development.



## General Assembly

Distr.  
GENERAL

A/CONF.151/PC/93  
31 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August - 4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228  
AND TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS  
CROSS SECTORAL ISSUES

Position paper submitted by Argentina and Brazil

Financial resources

## FINANCIAL MECHANISMS FOR THE PROMOTION OF SUSTAINABLE DEVELOPMENT

### I. Principles

1. The growing threat of imbalance in the global ecosystem is a direct consequence of development models that have been adopted since the first industrial revolution, especially in the developed world, where inadequate production, consumption, and waste standards have prevailed, particularly in regard to energy sources. In developing countries, environmental problems originate mainly from development models which have not created conditions to overcome poverty, with ensuing environmental degradation, which is aggravated by the limited access these countries have to environmentally sound technologies.
2. In order to solve the serious environmental problems of our days, efforts are required from the international community as a whole. The main effort must come from the highly industrialized countries, which are in a better position in terms of resources and which have played a more significant part in bringing about the damages and risks we are facing today.
3. The promotion of sustainable development is the fundamental goal of the Rio Conference. This concept was defined by the Governing Council of UNEP as the kind of development which meets the present needs without jeopardizing those of future generations and which does not imply, from any point of view, any interference in the national sovereignty of States. The implementation of sustainable development involves greater international cooperation, including assistance to developing countries, according to their national development plans, priorities and objectives. Sustainable development also depends on a favourable international economic situation capable of producing sustainable economic growth in all countries. Therefore, it requires a prompt solution to the economic crisis which affects the developing world through stepped-up flows of financial and technological aid to these countries. In addition, the consolidation of more equitable international trade mechanisms is essential. Finally, sustainable development implies the incorporation of environmental considerations into the planning process and economic policies, requiring substantial investments in the protection of the environment on a global and local scale without introducing a new form of conditionality to the funding of development.
4. Given the economic and financial restrictions developing countries face, the attainment of a common objective of sustainable development requires an expanded flow of funds to finance programmes and projects aimed at promoting environmentally sound development models in these countries, without sapping the funds already allocated to traditional international cooperation initiatives. These funds must therefore be new and additional.
5. The funds for initiatives directly related to protect and recover the quality of the environment are, in most cases, channelled to projects which produce none or very little financial return. A highly concessional component must also be incorporated to these funds, so that the disbursements may be made on a non-refundable basis or with preferential return rates, according to the characteristics of each project. One must not forget that important



social gains will be achieved by the implementation of environmental projects. This is an economic fact that would by itself justify the financing of such projects, either by national means or by the international community.

6. If the Rio Conference is to make fundamental decisions aimed at promoting sustainable development on a global scale and establishing a comprehensive action programme in this regard, we must bear in mind that the effectiveness and credibility of those decisions directly depend on a financial support mechanism capable of making the necessary investments feasible in the developing world.

7. In tune with the new rationale of sustainable development, it is worthwhile to point out that an environmental expense should be seen more as an investment, than a cost, especially in terms of the creation of social benefits, even if only on a long-term basis.

8. The new financial resources should be channelled by means of appropriate institutional mechanisms. The mechanisms available today are clearly inadequate for the new commitments to be taken on by the international community at the Rio Conference. The main problems of the "traditional" financing sources - bilateral cooperation, UNEP Environment Fund, multilateral financing institutions, and the Global Environmental Facility of the World Bank, among others - are the insufficiency or nonexistence of concessional disbursement modes, the imposition of conditionalities and limitations on meeting the recipient's priorities, and the "stagnant" treatment given to the environment and development issues.

9. In addition, the new resources cannot be limited only to financing initiatives related to environmental issues commonly defined as global. They should also serve the local and domestic environmental issues of developing countries. It is important to notice that there is not a hierarchy between the local and the global problems. Although local problems affect more directly the communities which experience them, they often have also an impact on the ecosystem of the planet as a whole.

10. The several multilateral legal instruments which are already available or are in negotiation on the global issues related to the environment (ozone layer, biological diversity, climate change, etc.) should include financial mechanisms of their own. This would ensure concessional resources to the developing countries, which are parties to it, aimed at covering, in full, the incremental costs of their obligations. Even if the developing countries accept the burden of international legal obligations related to the protection of the environment in connection with problems for which they are accountable only to a limited extent, they will hardly have the means to implement their commitments.

11. In addition to the mechanisms provided for in specific international instruments, a Fund for the Promotion of Sustainable Development (henceforth referred to as "the Fund") should be established on an open basis with the aim of financing solutions to the environmental problems faced by developing countries, and the expansion of their national technological capacities, as well as the environmental components of development programmes and projects, so as to promote the sustainable development model.

12. The contributions made to the various new mechanisms, that is, the Fund and the mechanisms linked to agreements on global issues, should be compulsorily provided by the countries that are in a position to do so. They should be preferentially set according to technical criteria, with the aim of guaranteeing the predictability and steadiness of the necessary resources to be applied in the different objectives involved. These resources will be channelled to the developing countries, which will have no obligation to contribute.

13. The financial resources to be invested in domestic programmes and projects of the developing countries would include the financing of the following initiatives, inter alia, according to Agenda 21:

(a) Basic sanitation projects in urban areas with a large concentration of population;

(b) Water decontamination and watershed protection projects;

(c) Control of chemical and solid waste, particularly of toxic and dangerous substances;

(d) Air pollution control in industrial areas;

(e) Protection and rational use of coastal zones;

(f) Protection of land resources: actions against desertification, deforestation, erosion, and drought; and support to rural communities, so as to settle population in areas with agricultural capability and alleviate pressure on forest areas;

(g) Actions aimed at eradicating poverty and improving living and working conditions in rural and urban areas;

(h) Actions aimed at promoting improvements in the conditions of health and education.

14. There should be a clear definition of the donor countries and the recipient countries. According to the decisions and recommendations of the Rio Conference and to the criteria adopted by the United Nations, the developing countries shall be the recipients.

15. The decision-making process in connection with the different financial mechanisms - the Fund and the mechanisms of the conventions - should be based on the representation on a parity basis of the recipient and donor countries. It should preserve the decision-making autonomy of the parties to each of the agreements on global issues and a corresponding system should be conceived for the Fund.

16. The terms for the disbursement of resources allocated to each environmental project financed by the Fund and by specific mechanisms should be adapted to the nature of such projects, taking into account not only its financial return features, but also its dimension and extension.

## II. Financing Mechanisms

17. A first issue to be considered is the definition, even if approximately, of the amount of resources needed to meet the priorities of the developing countries and their commitments in connection with the agreements on global issues. Some data is available in the document on Financial Mechanisms prepared by the secretariat of UNCED to inform the debates of the III Session of the Preparatory Committee (A/CONF.151/PC/51):

(a) Total amount of Official Development Assistance (ODA) - 55 billion dollars/year, which is a modest figure as compared to the 25-trillion-dollar global-wide GDP, and which corresponds to about 0.35% of the GDP of OCDE countries, and only half of the 0.7% of GDP goal for ODA set up by the United Nations;

(b) Additional resources necessary to assure a minimum growth rate combined with environment-protecting strategies in LDCs: 60 billion additional dollars in 1990, reaching a sum of 140 billion additional dollars in the year 2000 (WIDER - World Institute for Development Economics Research, United Nations University);

(c) According to WIDER, the above-mentioned sums can be fully covered by the international financing capacity. The key issue is political will.

18. "Accurately" defining the sums may be a time-consuming task, and this fact should not be used as an excuse to impose obstacles on the creation of appropriate financial mechanisms and their implementation. The definition of necessary sums will be refined as operation of the Action Programme to be adopted by the Rio Conference begins.

19. The precedent of the Montreal Protocol Fund and the experience acquired during its first year of activities must be taken into account in the process of establishing the new financial mechanisms. Identical or similar solutions to the ones defined by the parties to the Protocol will be used as a basis for the referral of concrete proposals on the following points:

(a) Institutions under which the different financial mechanisms will be established;

(b) Financial management (a Treasury function);

(c) Decision-making on the financing of projects;

(d) Implementation and follow-up of operational activities;

(e) Institutions responsible for the secretariat function of the Fund.

## III. Proposal for the Creation of the Fund for the Promotion of Sustainable Development.

20. The Rio Conference will decide on the institutional location of the Fund. The institution under which the Fund will be created would be basically charged with treasury functions.

21. The new Fund will be served by a small secretariat, but one consistent with its assignments.

22. The decision-making process related to the approval of projects within the context of the Fund will require the participation on a parity basis of donor and recipient countries.

23. Designed International Institutions will act as "implementing agencies" within the limits of their institutional competence. The terms set for the cooperation between these "agencies" and the Fund will be defined by means of agreements individually negotiated with each "agency".

#### IV. Setting Criteria for Compulsory Contributions to the Financial Mechanisms

24. The contributions to the future financial mechanisms should be defined according to specific criteria. It is also important to set a goal for the total amount of annual contributions, thereby ensuring the predictability of resources needed to finance the desired actions.

25. The financial mechanisms to be defined by the different conventions being negotiated at present should include the criteria for setting the contributions. Therefore, the assumptions listed below are more specifically related to the criteria which are applicable to the establishment of contributions to the Fund for the promotion of the sustainable development.

26. Bearing in mind that certain patterns of consumption and the use of some products, directly or indirectly, play a role in generating environmental problems, compulsory contributions could be set in order to promote the adoption of sustainable patterns worldwide and discourage the patterns of production and consumption that prevail in developed countries. An example which has been very often cited due to its contribution to pollution and environmental damage is the use of fossil fuels. The choice of the products and the value of contributions as a percentage of their consumption should be evaluated by specific fora of experts. One of the main advantages of this proposal is the fact that it is based on equity: excluding the developing countries, for obvious reasons, those countries among the developed countries with high rates of consumption should afford higher economic costs. An additional advantage is that low values established for widely-consumed products will produce substantive contributions, as the following examples show:

(a) Consumption of oil barrels in OECD countries: 37.5 million barrels/day = 13,687,500,000 barrels/year (1989). A tax of \$US 1 on the consumption of each oil barrel (or equivalent product) would produce an annual global revenue of about 13.6 billion dollars;

(b) Motor-driven vehicles in circulation in OECD countries: in the USA alone, there are 177,135,000. A contribution of \$US 10 for each vehicle/year would yield 1,771,350,000/year.

(c) Daily circulation of newspapers in OECD countries: in the USA alone, there are 267 copies/1,000 inhabitants (1983), or 63,546,000 copies/day = 23,194,290,000 copies/year. Contribution of \$US 0.001 for each copy: \$US 23,194,290,000/Year.

27. Each country should define its own means to raise resources to cover the cost of its contribution.

#### V. Raising Additional Resources for the Fund

28. Many innovative approaches may be considered in this connection, in addition to the compulsory contributions:

(a) Issue of Bonds. Environmental control projects would be funded by means of the issuance of bonds by international organizations, endorsed by the industrialized countries. The bonds would have a long reimbursement term (20 to 30 years) and the interest would be paid by the endorsing countries. The interest paid to the purchasers of the bonds would be low and would be free of taxes in the respective countries;

(b) Clearing house. Projects within the interests of developing countries would be submitted to the secretariat of the Fund. The latter would act as a clearing house, spotting possible alternative bilateral or multilateral financing sources. If the financing for the project is insufficient, it would be referred to the Executive Committee of the Fund, which would discuss the possibility of complementing the sums with the Fund's own resources. The main advantage of this system is that it allows the donors to apply their disbursements to earmarked projects.

(c) Green Mail. As a complementary resource-raising mechanism, an environmental stamp would be created to be used compulsorily in all international correspondence. It allows private individuals to make donations just by buying stamps. The idea has a strong marketing appeal. Just to illustrate the volume of resources that could be raised, it is worthwhile checking the following data:

- (i) International correspondence (letters, "petit paquets", printed matter, etc.) exchanged in 1989: 8,224,000,000 units;
- (ii) Correspondence (only regular letters) sent by the developed countries alone in 1989: 3,750,000,000 units;
- (iii) Total domestic and international correspondence sent in 1989: 431,000,000,000\*;

(d) Contributions from multilateral credit organizations. Also as a complementary mechanism, part of the net income of these institutions would be annually channelled to the Fund;

---

\* Source: UPU data, provided by the Brazilian Mailing and Telegraph Company

(e) Contributions from international indemnification and compensatory payments related to environmental accidents could be used as a capitalization mechanism for the Fund, if the Rio Conference makes a decision in that connection;

(f) Utilization of the Special Drawing Rights of the IMF;

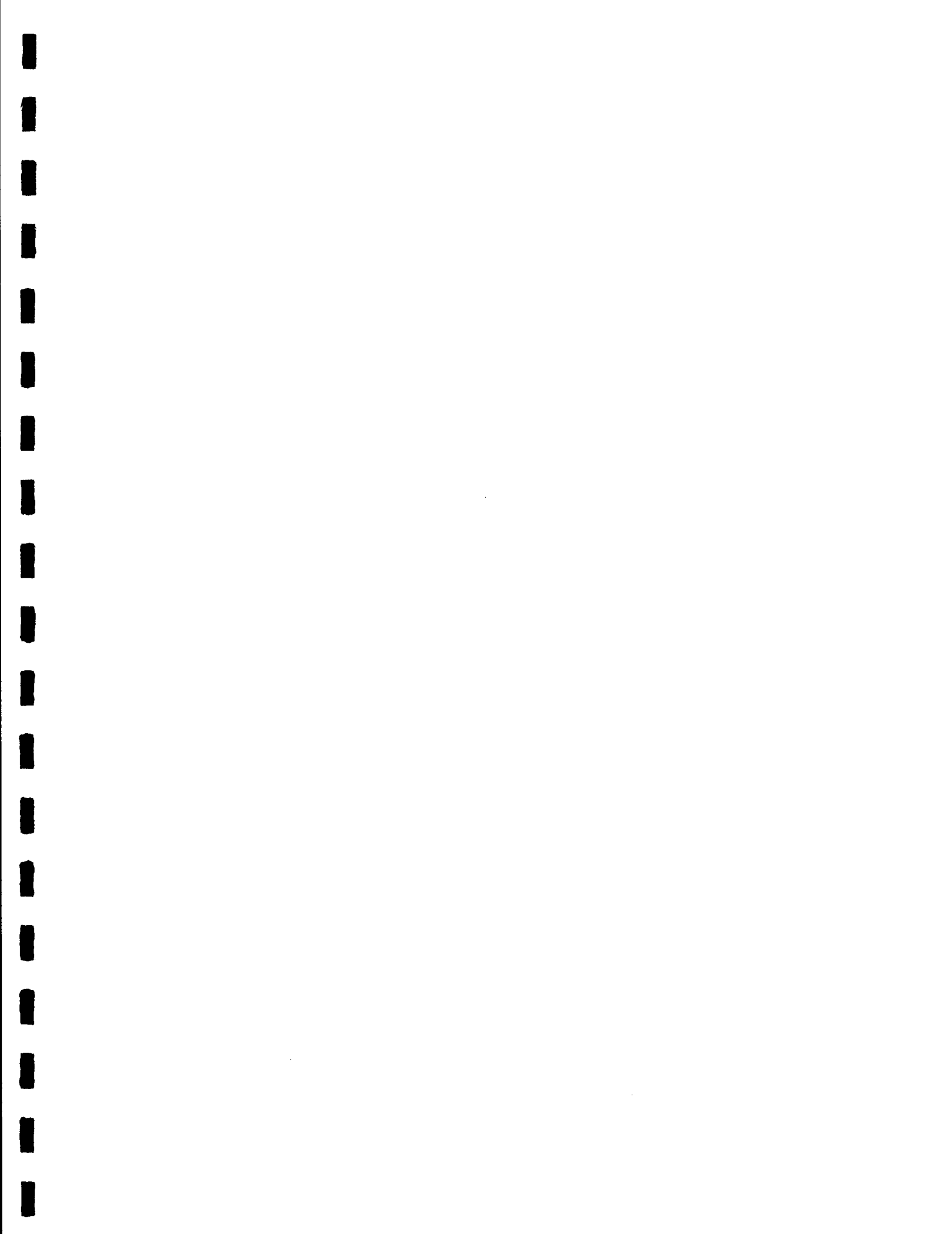
(g) The importance, in this context, of improving terms of trade, with the consequent need to reduce the net transfer of resources from developing countries towards multilateral financial organizations.

#### VI. Resource-Raising by the Countries on Individual Bases

29. Debt for environmentally sound development programmes may be applied to countries individually and according to their convenience. It should not be regarded as a solution to be internationally advocated.

30. A system could also be devised according to which the resources from interest and principal payment of loans borrowed with the aim of promoting sustainable development would not necessarily return to their sources. In some cases, which are yet to be defined, these resources would be kept in national Funds set up according to the domestic rules of each country and in local current, to be allocated to environmental protection projects with no financial return. This proposal would be implemented without harming in any way the continuous flow of new resources to new projects. The advantage of this proposal is that it alleviates the foreign debt of the countries involved. The disadvantage is that it "stamps" the allocated money as a loan, which remains in the recipient country.

---



**VIABILITÉ, ÉCONOMIE INTERNATIONALE,  
COMPTABILITÉ ÉCONOMIQUE-ENVIRONNEMENTALE INTÉGRÉE ET  
INSTRUMENTS ÉCONOMIQUES**

**RÉSUMÉ**

Ce sujet englobe les liens entre l'économie et l'environnement ainsi que les mécanismes permettant d'intégrer les objectifs environnementaux aux pratiques commerciales et financières actuelles. Le système économique international et les règles actuelles du commerce international ont été mis en doute tant sur le plan du développement que sur celui de l'environnement. Il est clair qu'on préconise des changements dans le fonctionnement de l'économie internationale et dans le cadre actuel du commerce international, ce qui entraîne des conséquences pour les institutions qui s'intéressent à ces questions, particulièrement le GATT.

**Documentation**

- |                    |   |
|--------------------|---|
| A/CONF.151/PC/46   | <i>The Relationship between Demographic Trends, Economic Growth, Unsustainable Consumption Patterns, and Environmental Degradation</i> (Les relations entre les tendances démographiques, la croissance économique, les profils de consommation non durable et la dégradation de l'environnement) |
| A/CONF.151/PC/47   | <i>The International Economy and Environment and Development</i> (L'économie internationale, l'environnement et le développement)   |
| A/CONF.151/PC/48   | <i>Environment and International Trade</i> (L'environnement et le commerce international)   |
| A/CONF.151/PC/49   | <i>Integrated Economic Environmental Accounting</i> (La comptabilité économique environnementale intégrée)  |
| A/CONF.151/PC/50   | <i>Utilization of Economic Instruments</i> (L'utilisation des instruments économiques)  |
| A/CONF.151/PC/68   | <i>Recent Actions of Intergovernmental and Other Bodies of Relevance to the Preparatory Process</i> (Initiatives récentes menées en rapport avec le processus préparatoire par des organismes intergouvernementaux et autres)   |
| A/CONF.151/PC/L.50 | <i>Decision: Sustainability, International Economy, Integrated-Environmental Accounting and Economic Instruments</i> (Décision : Fiabilité, économie internationale, comptabilité économique-environnementale intégrée et instruments économiques)  |

**DISCUSSIONS DU PREPCOM**



Les objectifs canadiens dans ces domaines portaient principalement sur :

- le soutien à accorder au concept d'une approche coordonnée en vue de l'utilisation des instruments économiques, notamment le principe du pollueur payeur - et l'accord à réaliser sur ce sujet;
- l'examen du cadre institutionnel de l'ONU en vue d'établir des liens plus étroits avec l'OCDE et d'autres organisations internationales à propos des instruments économiques et des voies et moyens permettant d'aider les pays en développement à mettre en place une plus grande capacité qui leur permettrait d'analyser l'application des instruments économiques afin de pouvoir atteindre les objectifs en matière d'environnement.

La plupart des délégués ont examiné un ou tout au plus deux documents de référence PC. Tenant compte des priorités nationales ou régionales, les pays du G-77 ont mis davantage l'accent sur le document PC47 (Économie internationale, Environnement et développement) [International Economy and Environment and Development] et le document PC48 (Environnement et commerce international) [Environment and International Trade], tandis que les pays industrialisés ont parlé davantage du document PC49 (Comptabilité économique-environnementale intégrée) [Integrated Economic-Environmental Accounting] et du document PC50 (Utilisation des instruments économiques) [Utilization of Economic Instruments].

#### A. Économie et commerce internationaux

Dans l'ensemble, il existe un consensus aux termes duquel le régime commercial actuel doit changer, entre autres pour englober les considérations d'ordre environnemental, quoique les vues diffèrent à propos des secteurs où le changement devrait se produire et de la façon dont il devrait s'opérer. Les points de vue et les propositions étaient axés sur le commerce, le développement et l'environnement, tous les délégués s'entendant pour dire que les questions relatives à l'environnement ne devraient pas entraver ni déformer les discussions relatives au commerce et au développement. Le principe d'intégration des coûts environnementaux au système d'établissement des prix a été soulevé à maintes reprises, comme celui de l'harmonisation des normes environnementales (compte tenu de la capacité de la nation et de la nécessité de fournir des mécanismes devant servir, au besoin, à la mise en place des capacités).

Le rôle du GATT dans l'intégration des politiques commerciales et environnementales, dans l'établissement de normes et dans le règlement de différends a été mentionné par plusieurs délégués, avec un délégué (le Vénézuéla) demandant un programme environnemental pour le GATT et les pays du G-77 et la CE exigeant la participation d'autres organismes de l'ONU vouées à l'environnement (PNUE), au développement (PNUD, FAO) et au commerce (CNUCED). Dans leurs interventions concernant le commerce, la CE et les États-Unis ont fait valoir que le libre-échange constitue une

force positive pour l'environnement parce qu'il permet un fonctionnement plus efficace du marché, particulièrement si les prix tiennent compte des coûts environnementaux.

## **B. Utilisation des instruments économiques**

Les instruments économiques ont été utilisés de manière positive par les pays développés, dont un grand nombre signalent le travail utile qu'effectuent les organismes financiers internationaux tels que l'OCDE, le FMI et la Banque mondiale. Plusieurs ont décrit en détail leurs propres expériences nationales, et le Japon, l'Allemagne, la Norvège et la CE ont mis l'accent sur le rôle primordial qu'a joué la réglementation dans l'atteinte des objectifs environnementaux de la politique commerciale et industrielle.

Le G-77 a été plus prudent, soulignant que les instruments doivent être placés sous contrôle intérieur et tenir compte des contextes nationaux. Dans sa déclaration, faite également au nom du Brésil et de l'Uruguay, l'Argentine a apporté des réserves au soutien qu'elle accordait aux instruments économiques, en soulignant la nécessité d'avoir en premier lieu un système de fixation de prix exempt de distorsions (c'est-à-dire, l'absence totale de subventions, de stimulants fiscaux), d'inclure les coûts environnementaux dans le cadre réglementaire et de disposer d'un système reposant sur le principe du pollueur payeur, et où les revenus seraient affectés à des fins environnementales.

On s'est inquiété en général, surtout parmi les délégués des pays en développement mais également parmi ceux des pays industrialisés, que toute mesure ou tout règlement visant à satisfaire les objectifs de la politique environnementale ne se transforme en une nouvelle forme de protectionnisme, et que toutes les mesures soient non discriminatoires et fondées sur des preuves scientifiques.

## **C. Comptabilité économique-environnementale intégrée**

Dans sa première déclaration, la CE a insisté sur les avantages de la comptabilité nationale améliorée et ceux de l'intégration de l'information en matière d'environnement au rendement d'un projet. L'intervention de la Norvège a porté sur la description d'un système de comptes satellites pour les émissions et des liens d'un tel système avec l'activité économique. Ce système permet maintenant de faire, à l'aide de modèles macro-économiques et de propositions d'activités futures intégrées, des prévisions sur les émissions, lesquelles constitueront une meilleure base d'élaboration de politiques.

Les États-Unis ont, dans leur intervention, également exposé les efforts qu'ils déploient pour améliorer leur système de comptabilité économique-environnementale et offert leur soutien technique aux pays en développement dans ce secteur. Enfin, DIESA a décrit le travail qu'il effectue pour accroître le niveau de comptabilité environnementale et a parlé de la nécessité d'établir et de tenir à jour des bases de données intégrées.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

La réunion plénière a, par consensus, approuvé la décision L.50 demandant au Secrétaire général de continuer à travailler aux questions figurant dans ce groupe de sujets de l'agenda et de présenter à PrepCom IV des propositions pour Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle).

Certaines questions traitées dans ce point de l'agenda sont chargées de connotations et donnent lieu à des divisions Nord\Sud. Il est clair que les pays en développement s'attendent à des changements fondamentaux dans le système économique international, surtout en ce qui concerne les termes de l'échange, l'endettement, la stabilité des prix des produits de base et les flux des ressources financières qu'ils considèrent comme les principales entraves au développement et, par conséquent, des facteurs de détérioration de l'environnement.

Ils n'ont toutefois pas fermé la porte à l'examen des instruments économiques et de la comptabilité économique-environnementale, mais ont reconnu que ces sujets sont étroitement liés au développement des capacités. Il y a eu un accord général au sujet de la nécessité d'effectuer, dans le cadre de l'agenda, un examen approfondi des institutions (ONU et organismes inter-gouvernementaux) et des liens qui existent entre elles.

La décision finale de demander au Secrétariat de proposer des mesures bien précises qui seront étudiées lors de PrepCom IV, a été prise à vrai dire sans discussion. Cela était peut-être inévitable, étant donné qu'il s'agissait de Prepcom I au cours duquel ces questions ont été débattues. Bien qu'aucune partie de la décision n'aille à l'encontre des objectifs canadiens, PrepCom IV et la communication des documents par le Secrétariat indiqueront plus clairement l'orientation des discussions à prendre au sujet de ces questions.



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.50  
3 September 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Rapporteur, Mr. Ahmed Dioghlaf (Algeria)  
on the basis of informal consultations

Sustainability, international economy, integrated-  
environmental accounting and economic instruments

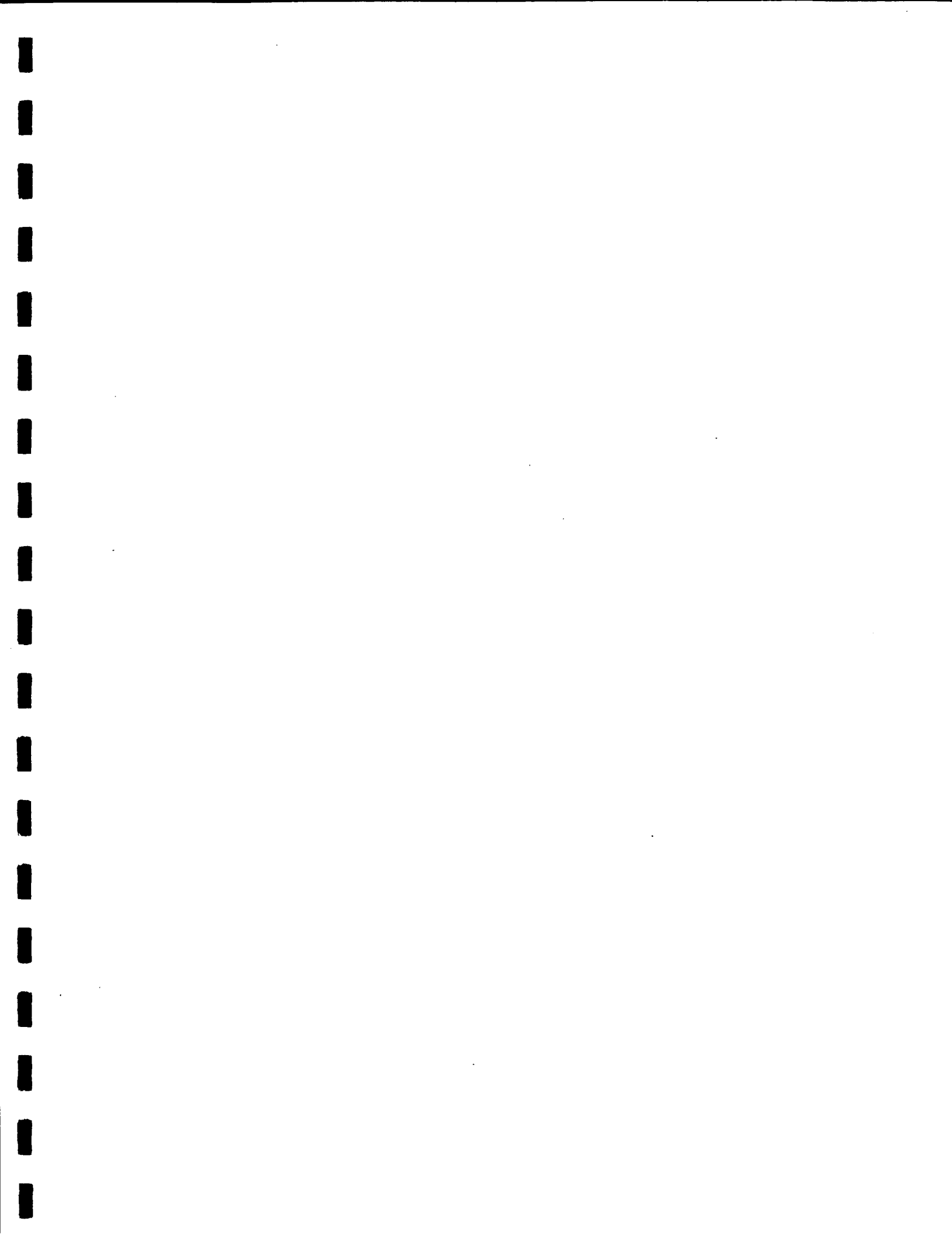
The Preparatory Committee,

Recalling General Assembly resolution 44/228,

1. Takes note with appreciation of the reports of the Secretary-General on sustainability, international economy, integrated economic-environmental accounting and economic instruments contained in documents A/CONF.151/PC/46-50;

2. Requests the Secretary-General to continue work on these issues and to prepare and submit to the Committee at its fourth session proposals for action on relevant issues pertaining to sustainability, international economy, integrated economic-environmental accounting and economic instruments, to be included in Agenda 21 in accordance with its agreed structure as contained in decision [contained in document A/CONF.151/PC/L.49], taking into account views expressed by delegations at the current session.

---



## TRANSFERT DE TECHNOLOGIE

### RÉSUMÉ

Les discussions à ce sujet ont été entamées au cours de la dernière semaine de la réunion du Comité préparatoire (PrepCom III), alors que trois jours avaient été accordés pour les séances officielles et officieuses. En raison des contraintes de temps, on n'a donc pas eu beaucoup de possibilités d'explorer en profondeur les options relatives au transfert de technologie. Dans ses déclarations et projets de résolution (A/CONF.151/PC/L.46), le G-77 a continué de souligner le besoin de nouveaux mécanismes de transfert de technologie à des "conditions de faveur". Il existait également un lien direct avec le besoin de ressources financières. Les pays de l'OCDE ont insisté sur le développement des capacités en présentant plusieurs variantes sur le thème développé dans le rapport du Secrétaire général (PC/53).

Enfin, en raison des contraintes de temps dues à la nature même du débat sur la question, on n'a pu s'entendre sur aucune ébauche de décision réelle. La question a été renvoyée à PrepCom IV, tandis que le Secrétariat a demandé de produire des "projets d'option" pour Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle). Il convient de signaler l'obligation pour chacun des dix secteurs d'Agenda 21 de traiter également du transfert de technologie. Cela peut orienter la question vers des activités et des problèmes bien précis et également compliquer les négociations en dirigeant le débat vers plusieurs objets à la fois.

### DOCUMENTATION

- A/CONF.151/PC/53 - *Report on Transfer of Technology* (Rapport sur le transfert de technologie)
- A/CONF.151/PC/L.46 - *Draft decision on Transfer of Technology submitted by G-77 and China* (Ébauche de décision sur le transfert de technologie, document soumis par le G-77 et la Chine)
- A/CONF.151/PC/L.53 - *Draft decision on Transfer of Technology submitted by Vice-chair* (Ébauche de décisions concernant le transfert de technologie, document soumis par le vice-président)
- *Preliminary Summary of Plenary Session Statements on Transfer of Technology submitted by the Vice-chair* (Résumé préliminaire des déclarations relatives au transfert de technologie faites en plénière, document soumis par le vice-président)

- *Draft - A Technology Cooperation Framework for Sustainable Development (US informal paper)* (Ébauche - Cadre de coopération technologique pour le développement durable, document non officiel des États-Unis)
  
- *Informal written comments on PC/L.46 by*
  - (1) *Canada*
  - (2) *US*
  - (3) *Netherlands (EC)*
  - (4) *US*(Commentaires écrits non officiels concernant le P.C./L46 par
  - (1) le Canada
  - (2) les États-Unis
  - (3) Les Pays-Bas (CE)
  - (4) les États-Unis



## DÉBATS DU PREPCOM

Les objectifs bien précis de la délégation canadienne à PrepCom III préparatoire sont les suivants :

- s'inspirer du concept de "développement des capacités", tel qu'il est présenté dans le document du Secrétariat;
- déterminer si et comment les études par pays mentionnées dans les conventions relatives à la biodiversité et au changement climatique pourraient être appliquées à d'autres secteurs;
- réunir les points de vue d'autres pays sur la façon d'aborder cette question à la CNUED et s'informer sur les principales préoccupations des pays en développement;
- représenter les intérêts commerciaux et économiques du Canada en matière de transfert de technologie.

Au cours des discussions, plusieurs pays en développement ont soutenu que le transfert de technologie devrait se faire à des conditions préférentielles et à des conditions de faveur (Pakistan) ou à des conditions de faveur et des conditions autres que des conditions commerciales (Inde et Égypte). Par ailleurs, le porte-parole (Ghana) du G-77 a insisté davantage sur la nécessité d'améliorer la diffusion générale de la technologie, de développer des capacités internes et de contrôler l'utilisation de la technologie dans les pays en développement (p. ex. en limitant le transfert de technologies désuètes (c'est-à-dire "non respectueuses de l'environnement") et en empêchant dans une certaine mesure qu'on se serve des pays en développement comme terrain d'essai (p.ex. en biotechnologie).) Ce point de vue apparaissait dans les interventions de plusieurs pays de l'ANASE. Plusieurs thèmes revenaient dans les interventions faites par les pays membres de l'OCDE. Mentionnons l'importance fondamentale du perfectionnement des ressources humaines (CE, les pays nordiques, le groupe CANZ, les États-Unis), le risque de trop mettre l'accent sur la propriété intellectuelle en tant qu'enjeu (CE, le groupe CANZ), le besoin d'accroître les renseignements sur les technologies (CE, États-Unis) ainsi que le rôle essentiel que joue le secteur privé dans le transfert de technologie.

Le G-77 a présenté une ébauche de décision (PC/L.46) visant à établir le cadre d'une discussion plus profonde au sujet du transfert de technologie lors de PrepCom IV. Cette ébauche de décision portait principalement sur la création de "mécanismes" servant à transférer une technologie respectueuse de l'environnement; l'établissement de ces mécanismes était liée directement à la question du financement (il s'agit d'un thème qui revient dans toutes les interventions faites par les pays en développement). On a souvent mentionné le rôle des pays développés dans le transfert de technologie, mais on n'a pas mis l'accent sur la question de la propriété intellectuelle.

Après une séance non officielle et compte tenu des amendements écrits de la CE, des États-Unis et du Canada, il y a eu une séance non officielle de négociations au sujet de l'ébauche de décision. Malheureusement, plusieurs délégués importants, provenant principalement des pays en développement, étaient absents, ce qui a limité la portée du dialogue.

Dans les discussions de la séance finale non officielle, on s'est inspiré d'un texte présenté par le président. Les délégués de l'Arabie Saoudite et de l'Inde ont joué un rôle très actif à cette séance, le délégué de l'Inde mentionnant autant le texte du G-77 que celui du président. Les questions non résolues ont été mises entre parenthèses dans le texte de l'ébauche de décision, que le Groupe de travail a finalement convenu d'envoyer à PrepCom IV.

### **RÉSULTATS ET ÉVALUATION**

On ne pouvait réellement faire plus qu'entamer la discussion sur cette question, étant donné le peu de temps accordé, ce qui explique en partie les faibles progrès réalisés lors de PrepCom III. Il s'agit, il va sans dire, d'une question prioritaire pour les pays en développement, bien qu'on ait constaté des variantes dans l'approche adoptée par différents pays.

L'accent mis par le G-77 sur les "mécanismes" et le "financement" du transfert de technologie renforce les liens qui existent entre le transfert de technologie, les ressources financières et les questions institutionnelles. En ce qui a trait au transfert de technologie, PrepCom IV promet d'être difficile, étant donné l'intention des membres du Comité d'examiner les trois questions collectivement. Le besoin actuel de traiter le transfert de technologie dans chaque chapitre distinct d'Agenda 21 peut accroître les difficultés. Cette façon d'aborder la question peut certes conduire à des propositions concrètes sur le transfert de technologie dans certains domaines, mais, l'élargissement de la discussion peut donner lieu à des propositions relatives par exemple à la création de nouvelles institutions, de nouveaux mécanismes, d'un nouveau système de financement ou d'information.



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.53  
3 September 1991

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228  
AND TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY  
RESOLUTIONS

CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Vice-Chairman, Mr. B.S. Utheim (Norway)  
on the basis of informal consultations

Transfer of technology

The Preparatory Committee

Recalling General Assembly resolution 44/228

1. Takes note with appreciation of the report of the Secretary-General on the Transfer of Environmentally Sound Technology (A/CONF.151/PC/53),
2. Requests the Secretary-General of UNCED
  - (a) to transmit the text of the Coordinator (annexed to this decision) to the fourth session for further negotiations;
  - (b) to continue work on these issues and to prepare and submit to the fourth session draft options for Agenda 21 taking into account the Coordinator's text and the discussions during the Plenary and the informal consultations.

ANNEX

Coordinator's text on

THE TRANSFER OF ENVIRONMENTALLY [SAFE AND] SOUND TECHNOLOGY

(on the basis of A/CONF.151/PC/L.46, informal consultations)

The Preparatory Committee decides to deal, at its fourth session on the basis of General Assembly resolution 44/228, with the issue of transfer to the developing countries of environmentally [safe and] sound technology and the corresponding technical know-how taking into account the objectives and programmes that may emerge in Agenda 21 which should include the following elements:

1. The concepts included in paragraph 15 (m) of resolution 44/228,
2. The [identification] [and examination] with a view to the establishment and/or development of appropriate international and national mechanisms to promote, facilitate and finance the transfer of environmentally [safe and] sound technology including on concessional and preferential terms, without prejudice [to the protection of intellectual property rights or] to specific commitments and arrangements on transfer of technology to be adopted in specific international instruments regarding the protection of the environment. In this regard, [the Fourth Preparatory Committee Session should discuss with a view to arriving at an agreement on recommendations to the Conference on such mechanisms which aim at:] such mechanisms should also aim at:

New para 2(a):

- (a) [Encouragement of improved flows of environmentally [safe and] sound technology to developing countries, also making uses of commercial mechanisms.]
- (a) Supporting the development of endogenous capacity building in developing countries through, inter alia, the development of human resources and the strengthening of institutional capacities in R & D on the basis of country and sector specific assessment of the technology needs, in accordance with the plans, objectives and priorities of these countries
- (b) [Helping to ensure] [Ensuring] the access, particularly of developing countries, to scientific and technological information, including state-of-the-art technologies, inter alia, through the establishment and/or development of international information networks and their databases, based on regional and national centres, easily accessible by potential users to information related to technological options, trading conditions, implementation costs, and technological [security] [safety],
- (c) Exchanging experiences of and developing the capacity for technology assessment, environmental impact and risk assessment of technology. (particularly new technologies) in particular in developing countries to enable them to make choices based on environmentally [safe and] sound technology.

(d) Purchasing [appropriate] [environmentally [safe and] sound technology] patents for their transfer to developing countries on non-commercial terms [as part of aid packages].

[Purchasing patent licences on commercial terms for their transfer to developing countries on non-commercial terms.]

[Facilitating the transfer of intellectual property rights between countries where such action is essential to the success of the project.]

[Facilitating transfer of appropriate technologies including intellectual property rights to the developing countries in various modalities as part of aid activities.]

(e) Developing [appropriate] international safeguards on the transfer of technologies, especially new technologies, which are subject to restriction or prohibition on environmental or health grounds in the country of origin;

(f) Sponsoring regular and short-term visits or facilitating [on a voluntary basis] the permanent return of qualified experts in the field of environmentally [safe and] sound technologies who are of developing-country origin and are currently working in developed country institutions;

(g) Facilitating the maintenance and promotion in developing countries of environmentally sound indigenous technologies that may have been neglected or displaced.

**New para 2:**

2. [[Recognition of the needs to facilitate] [Facilitation of] the roles of market mechanisms, private sector, trade expansion, and intellectual property rights in promoting further advances in technology development, cooperation, and transfer.]

3. Ways and means to promote long-term technological partnerships between the holders of environmentally sound technology and potential users in developing countries, inter alia through increase of direct investment, joint ventures and joint R & D programmes; taking into account developing countries objectives and policies.

4. The creation [promotion] by [developed] [all] countries of systems of incentives, fiscal or otherwise to stimulate and increase the transfer, by companies operating under their jurisdiction [and control], of environmentally [safe and] sound technologies in particular to developing countries [whilst ensuring that intellectual property is protected].

5. Support for programmes of cooperation and assistance including that provided by United Nations agencies and international organizations to developing countries in the field of R & D, technological and human resources capacity building in the fields of training, maintenance and environmental impact assessments.

6. Ways and means to promote and strengthen favourable access by the developing countries to processes, equipment, research and expertise related to the development and use of environmentally sound technology.

7. Ways and means to support regional and national programmes of scientific research, dissemination of information and technology development among developing countries, including through the involvement of both public and private enterprises and research facilities, as well as funding for TCDC programmes in this areas.

8. [The easing of the transfer of patents and know-how, including the issues of the period of patent protection.]

[The strengthening of the transfer of patents and know-how, including the examination of the issues of the period of patent protection, taking into account also the on-going work in WIPO.]

9. To agree on incorporating [encourage the incorporation of] the transfer of environmentally sound technologies to developing countries in negotiating an International Code of Conduct on Transfer of Technology.

-----



## LA PAUVRETÉ ET LA POPULATION

### RÉSUMÉ

Pour les pays en développement, la pauvreté était la question clé de Comité préparatoire (PrepCom III). Ils étaient donc préoccupés parce que cette question venait si tard dans l'ordre du jour et qu'on ne lui accordait qu'un seul jour pour être considérée en même temps qu'un groupe d'autres sujets comprenant la santé, l'instruction et la population. Soixante-trois délégations ont demandé la parole à ce sujet et le président a fini par demander qu'elles se regroupent par région pour exposer leurs points de vue à la réunion. Celles qui ont fait les interventions ont parlé surtout de la question de la pauvreté, mais un grand nombre, notamment les délégations des pays en développement, ont déclaré qu'il fallait s'attaquer aux problèmes de population dans la lutte contre la pauvreté.

Les autres questions au sujet desquelles on a mis l'accent concernaient le rôle que jouent les systèmes financiers et commerciaux internationaux dans la création et la perpétuation de la pauvreté dans les pays en développement, le besoin des pays développés de réduire leur consommation et de modifier leurs habitudes de vie, le rôle des femmes et le besoin de travailler davantage avec les autochtones et les communautés locales. Les questions des systèmes financiers et commerciaux internationaux ont de nouveau été soulevées et étudiées plus en détail au cours du débat sur l'économie internationale.

### Documentation

- A/CONF.151/PC/45 - *Poverty and environmental degradation* (La pauvreté et la dégradation de l'environnement)
- A/CONF.151/PC/46 - *The relationship between demographic trends, economic growth, unsustainable consumption patterns and environmental degradation* (La relation entre les tendances démographiques, la croissance économique, les profils de consommation non durable et la détérioration de l'environnement)
- A/CONF.151/PC/CRP.14 - *Cross sectoral issues: poverty, education, health, Chairman's Summary* (Questions intersectorielles : pauvreté, éducation, santé, Aperçu préparé par le président)
- A/CONF.151/PC/L.40 - *Women in environment and development: Decision* (Décision relative au rôle des femmes dans l'environnement et le développement)



- A/CONF.151/PC/L.47 - *Youth in environment and development: Decision* (Le rôle des jeunes dans l'environnement et le développement : Décision)
- A/CONF.151/PC/L.48 - *Indigenous peoples and local communities: Decision* (Les peuples autochtones et les communautés locales : Décision)
- A/CONF.151/PC/L.51 - *Cross sectoral issues: poverty, sustainability, health, education, Decision* (Questions intersectorielles : pauvreté, viabilité, santé, éducation, décision)

## DISCUSSIONS DU PREPCOM

Voici les objectifs canadiens qui ont été cernés pour PrepCom III :

- faire en sorte que PrepCom se penche particulièrement sur la question de l'inégalité de la répartition, aux niveaux national et international, des ressources économiques et sur l'interaction entre les politiques environnementales et commerciales.
- faire en sorte que PrepCom se penche sérieusement sur le rôle et la situation de la femme dans l'économie.
- faire en sorte que PrepCom examine les modes de consommation des pays riches et des pays à revenus moyens et élaborer des propositions d'action permettant aux pays d'atteindre un équilibre durable entre le nombre de leur population, les ressources naturelles et le niveau de vie.
- encourager l'établissement de stratégies plus efficaces de lutte contre la pauvreté fondées sur des approches ascendantes à l'égard de la planification, des technologies locales et traditionnelles et favoriser l'intégration de la femme et des autochtones au processus décisionnel, puis contrôler ces stratégies en établissant des indicateurs pertinents.

La réunion a débuté par un plaidoyer du directeur du FNUF demandant à ce qu'on fasse intervenir dans les délibérations le groupe qui constitue la majorité de la population mondiale, c'est-à-dire les femmes. D'autres exposés ont porté sur la nécessité de modifier le comportement et les valeurs des humains et d'aborder les questions de santé. En général, un grand nombre de délégations ont fait état des questions de population et de la nécessité de freiner la croissance dans ce secteur. Très peu de délégations ont parlé du besoin d'instruction. L'une des exceptions a été l'Australie qui, dans sa déclaration générale au sujet de l'instruction, a mentionné la conférence ECO ED, qui aura lieu à Toronto.

Le G-77 s'est penché particulièrement sur les questions économiques et internationales et a déclaré qu'il fallait les aborder sérieusement. Ils ont critiqué le document PC45 du Secrétariat, parce qu'il affirmait que la pauvreté dans les pays en développement était attribuable principalement aux politiques nationales. Dans leur intervention, ils ont examiné en détail les statistiques concernant la circulation des ressources entre les pays en développement et les pays développés. Ils ont soutenu que les transferts massifs des pays pauvres aux pays riches se traduisaient continuellement, pour de nombreux pays en développement, par des déséquilibres des balances de paiements, d'où la nécessité d'adopter des mesures d'ajustement structurels. Étant donné que ces programmes sont centrés sur des mesures à court terme destinées à réduire les dépenses publiques, ils

créent un bouleversement considérable sur le plan socio-économique et aggravent les problèmes liés à la pauvreté dans les pays en cause.

La CE a relié les questions de pauvreté et de richesse et a fait allusion au concept de soins primaires en matière d'environnement. Elle a parlé des aspects du développement qui influent sur l'hygiène du milieu en ce qui a trait aux questions d'urbanisation, aux produits chimiques toxiques et aux déchets dangereux. Elle a accueilli favorablement l'idée de la création de la Commission de la santé et de l'environnement de l'OMS, dont le rapport final sera publié à la fin de l'année en cours. Elle est allée jusqu'à dire que les riches, qu'on trouve principalement dans les pays industrialisés, utilisent une part disproportionnée des ressources renouvelables et non renouvelables du globe et déchargent leurs déchets dans l'environnement en quantités dépassant la capacité d'absorption de l'écosystème. La CE a demandé l'égalité d'accès aux ressources naturelles. Elle a fait remarquer que la sécurité du régime foncier était une question importante dont il fallait tenir compte, lorsqu'on se penche sur la pauvreté et la détérioration de l'environnement. Elle a demandé qu'on élabore plus clairement le document qui examine les habitudes de consommation et a vivement recommandé qu'on traduise en politiques nationales le concept du développement durable.

La Suède, au nom des pays nordiques, a parlé des habitudes de consommation insoutenables des pays riches. A son avis, c'est aux gouvernements nationaux qu'incombe principalement la responsabilité de réduire la pauvreté. Dans la mise en oeuvre des politiques nécessaires, il faut considérer les gens comme un actif, fournir des services sociaux de base aux démunis et veiller à la redistribution des richesses et des ressources dans les pays. Sur le plan international, les efforts des pays en développement doivent être soutenus par des conditions économiques externes favorables, notamment une économie mondiale saine et un meilleur accès des pays en développement aux marchés.

La Malaysia a fait remarquer que l'allègement de la pauvreté était primordiale pour la CNUED et qu'il fallait des ressources externes pour aborder les questions de pauvreté. Le Costa Rica a recommandé qu'on consacre les dépenses militaires à l'environnement. La Tanzanie a exhorté la CNUED à aborder la question des déséquilibres économiques dans le monde.

Le Third World Network (ONG établie en Asie) a fait état de la nécessité d'accorder des pouvoirs aux communautés, d'assurer une meilleure coopération Nord-Sud et d'assurer un nouvel ordre économique mondial. Il a fait remarquer que la pauvreté avait des racines sur les plans international, national et local. Au niveau international, il faut s'attaquer aux causes de la perte de revenus des pays pauvres causée par l'injustice de l'ordre économique mondial. Il a recommandé qu'Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle) formule des programmes d'action pour renverser les conditions de marché misérables et déclinantes du tiers monde, accroître la valeur des matières premières du tiers monde afin de tenir compte de la valeur que leur confère la rareté et

de leur valeur écologique et sociale, et afin d'établir des mécanismes pour régler le problème de l'endettement du tiers monde. Au niveau national, les pays riches devraient renforcer les systèmes de sécurité sociale destinés à leurs propres démunis, tandis que les gouvernements des pays pauvres devraient rajuster leurs stratégies de développement de manière à accorder la priorité à la suppression de la pauvreté. Au niveau communautaire, il y a lieu d'élargir les espaces politiques pour que les politiques nationales puissent fonctionner de façon à ce que les pauvres en bénéficient réellement.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a déclaré que l'assainissement de l'environnement implique aussi bien des droits que des obligations. Elle a fait remarquer que l'industrie, notamment les travailleurs et les syndicats qui les représentent, seraient appelés à jouer un rôle clé, si nous voulons faire des progrès dans le soulagement de la pauvreté et la réalisation d'un développement économique durable. Les syndicats ont depuis toujours veillé à la santé et à la sécurité de leurs membres. Agenda 21 doit particulièrement reconnaître le rôle des travailleurs et de leurs syndicats dans le processus de changement en vue d'un avenir durable.

Le Népal a parlé particulièrement des pauvres qui vivent dans des régions montagneuses vulnérables. Il a évoqué la nécessité de la participation du public et exhorté les membres de la réunion à ne pas oublier les enfants dans leurs délibérations. Le Kenya a demandé qu'on aborde autrement le planning familial. Les représentants du Forum européen de la jeunesse ont parlé à tour de rôle et demandé qu'on accorde des fonds aux jeunes pour qu'ils puissent assister à la conférence qui se tiendra au Brésil. M. Koh a répondu que c'était déjà fait. Lors de la plénière, la Chine a rappelé que la pauvreté était différente dans chaque pays et a exhorté les membres de la réunion à formuler des recommandations en vue d'améliorer l'ordre économique irrationnel actuel, d'établir de meilleures conditions de remboursement de la dette, de contrôler les sorties de capitaux des pays pauvres ainsi que les conditions de marché.

Action mondiale des parlementaires, qui est un réseau de 650 membres venant de 51 parlements dans le monde, a tenu récemment trois réunions - une à Bellagio, en Italie, une autre à Cambridge, au Massachusetts, et la troisième à Abidjan - afin de formuler une ligne de conduite au sujet de certains aspects principaux de la durabilité. Ils ont demandé l'établissement de nouveaux types de traités qui établiraient un plus juste équilibre en matière d'équité internationale entre le Nord et le Sud. Ces traités introduiraient le nouveau concept de la sécurité écologique et un code d'éthique en matière d'équité entre les générations. Pareilles innovations doivent clairement figurer dans les obligations juridiques de ces protocoles. Ils ont également demandé qu'on agisse au sujet des questions environnementales mondiales telles que le changement climatique et on fait remarquer qu'un allègement suffisant de la dette des pays très endettés constitue une condition préalable du développement durable.

Le président a remercié les ONG de leur apport précieux lors des discussions et a signalé qu'il était extrêmement important de poursuivre ce processus, c'est-à-dire la participation

des ONG. La discussion s'est terminée par un exposé de Stephan Schmidheiny, qui est membre du Conseil des entreprises pour le développement durable. Il a déclaré que le transfert de technologie s'est soldé par un échec parce qu'il n'était pas fondé sur la réalité économique. Il a affirmé qu'on pouvait effectuer la plupart des transferts de technologie au moyen des canaux commerciaux ordinaires et a proposé que l'on consacre des fonds spéciaux aux secteurs ne disposant pas de financement commercial. Il a vivement conseillé aux membres de la réunion de sortir des sentiers battus et de travailler de façon stratégique aux secteurs clés importants.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

La discussion de ce point, qui faisait suite aux déclarations des délégués, a été brève et ressemblait dans une large mesure au résumé qu'en a fait le président (annexé au présent rapport).

Dans la décision qui a été adoptée, on a demandé au secrétaire général de préparer des propositions qui seraient incluses dans Agenda 21 et étudiées lors de PrepCom IV. L'examen des propositions d'Agenda 21 sur ce point devra commencer au début de PrepCom IV, ce qui laissera suffisamment de temps pour l'étude des options.

En ce qui concerne les objectifs exposés par la délégation canadienne avant la réunion, on a examiné en profondeur les points de vue des participants au sujet du système économique international tant dans les discussions relatives à la pauvreté que dans celles qui traitent des questions économiques internationales. Toutefois, les membres de la réunion n'ont pas eu beaucoup de temps pour tenir des discussions non officielles ni pour l'étude des options d'Agenda 21. Cette discussion plus approfondie et réaliste devra avoir lieu lors de PrepCom IV. Il n'est pas certain qu'on aura assez de temps pour adopter même provisoirement une résolution au sujet de ces questions ni pour décider d'une ligne de conduite future à ce moment-là.

Bien qu'il n'y ait pas eu de tribune pour une discussion détaillée des questions concernant la population et la consommation, il était évident aussi bien pour les pays en développement que pour les pays industrialisés qu'il y avait une volonté d'étudier les deux questions ouvertement et d'établir les options d'Agenda 21 en vue de la suite à donner. Dans la décision qui a été adoptée, on donne instruction au secrétaire général de préparer des options pour ces deux points pour PrepCom IV. Pour ce qui est des questions économiques internationales, il restera peu de temps avant la conférence pour qu'on puisse adopter une résolution au sujet de ces deux questions. Le mieux qu'on puisse espérer, c'est qu'on convienne de soumettre l'examen de ces questions à d'autres tribunes bien précises.

En ce qui concerne les femmes et leur interaction avec l'environnement et le développement, l'ébauche d'une décision, qui demandait à la fois l'établissement d'un chapitre distinct dans Agenda 21 et l'intégration de cette question à d'autres chapitres

pertinents, a été parrainée par presque toutes les délégations et adoptée sans discussion. Le défi consistera à aider le Secrétariat de la CNUED à donner suite à la décision durant le peu de temps qui reste. L'ACDI et Condition féminine Canada voudront peut-être emboîter le pas au FNUF et au Secrétariat de la CNUED pour aider à donner suite à la décision.

PrepCom III a adopté deux décisions au sujet de l'importance de faire participer les autochtones, les communautés locales et les jeunes aux délibérations de PrepCom ainsi qu'aux options d'Agenda 21. Cette décision est liée étroitement à l'objectif d'accroître le nombre de participants. Le Canada a encore été un chef de file pour ces questions lors de PrepCom III et le sera encore durant PrepCom IV. Il faudra trouver de nouveaux mécanismes pour faire participer les secteurs non gouvernementaux de façon plus significative et harmonieuse. Le système des Nations Unies, sous sa forme actuelle, n'est pas organisé pour le faire facilement.



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.40  
23 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Item 2 (c) of the provisional agenda

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT  
AND DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY  
RESOLUTION 44/228 AND TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT  
GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Canada, Finland, Germany, Ghana\*, Japan, Netherlands\*\*, New Zealand,  
Norway, Sweden, United States of America: draft decision

#### Women in environment and development

The Preparatory Committee recalling General Assembly resolution 44/228 calls *inter alia* for the development of human resources, particularly in developing countries for the protection and enhancement of the environment, noting that the gender dimension is important in implementing this resolution and its decisions 1/24 (Guidelines for national reports), 1/25 (Environment and Development), 1/28 and 2/6 (Cross-sectoral issues) and taking due account of the recommendations on development in the Nairobi Forward-looking Strategies for the Advancement of Women as they relate to the work of the

---

\* On behalf of the States Members of the United Nations that are members of the Group of 77.

\*\* On behalf of the States Members of the United Nations that are members of the European Community.

United Nations Conference on Environment and Development, which state inter alia that national and international emphasis on ecosystem management and the control of environmental degradation should be strengthened and women should be recognized as active and equal participants in this process, requests the Secretary-General to undertake the following activities in collaboration with the relevant organizations and bodies of the United Nations system, Governments, intergovernmental and non-governmental organizations.

(a) To ensure that key elements relating to women's critical economic, social and environmental contributions to sustainable development be addressed at the United Nations Conference on Environment and Development as a distinct cross-cutting issue in addition to being mainstreamed in all the substantive work and documentation, particularly Agenda 21, the Earth Charter and the Conventions.

(b) To establish mechanisms:

- (i) To include a global goal in Agenda 21 promoting the effective participation of women in knowledge generation, decision-making and management at local, national, regional and international levels;
- (ii) To recommend specific actions needed in each of the sectoral and cross-sectoral areas of Agenda 21 to ensure that progress towards sustainable development incorporate measures which will have beneficial impacts on women;
- (iii) To identify human and material resources and infrastructural support needed from international, regional and national agencies, to promote women's participation in UNCED activities at all levels and in each sector.

(c) To ensure that recommendations from relevant meetings undertaken by non-governmental and intergovernmental organizations and Governments such as the UNCED/UNICEF/UNFPA symposium "Women and Children First"; the United Nations Commission on the Status of Women; the NGO World Women's Congress for a Healthy Planet and the UNEP/SWAG coordinated Global Assembly of Women, be made available to the Preparatory Committee and reflected in Agenda 21.

19 August 1991

-----





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.47  
31 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Ghana\*: draft decision

#### Youth in environment and development

The Preparatory Committee,

Recalling the United Nations General Assembly resolution 44/228 as well  
as decision 1/25 on environment and development and decisions 1/28 and 2/6 on  
cross-sectoral issues.

Recalling also the vital role that youth can and should play in the  
protection of the environment and the promotion of economic and social  
development.

---

\* On behalf of the States Members of the United Nations that are members  
of the Group of 77.

1. Decides to include a global goal in Agenda 21, as well as in the Rio de Janeiro declaration on environment and development, the promotion of the effective participation of youth in the field of environment and development;

2. Invites the Secretary-General to present to the Preparatory Committee at its fourth session concrete recommendations and specific actions needed in each of the sectoral and cross-sectoral areas of Agenda 21 to ensure the effective participation of youth towards the integration of environment and development. In this context special attention should be given to the needs of the youth in developing countries.

-----



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.48  
2 September 1991

Original: ENGLISH

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE  
ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT ON THE BASIS OF  
GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND TAKING  
INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY  
RESOLUTIONS

CROSS-SECTORAL ISSUES

Australia, Bolivia, Canada, Colombia, Denmark, Ecuador,  
Finland, Iceland, Mexico, New Zealand, Nicaragua,  
Norway, Peru, Philippines, Solomon Islands, Sweden,  
United Republic of Tanzania and Venezuela:  
draft decision

Indigenous people and local communities

The Preparatory Committee for the United Nations Conference on  
Environment and Development,

Recalling its decision 2/7 of 5 April 1991,

Recognizing the important contribution being made by organizations of  
indigenous people and local communities to the preparations for the  
United Nations Conference on Environment and Development,

1. Decides to incorporate, inter alia, the following elements for the consideration of the Preparatory Committee at its fourth session in the further elaboration of Agenda 21:

(a) Recognizing the traditional knowledge and resource management practices of indigenous people and local communities as contributions to environmentally sound and sustainable development;

(b) Recognizing that traditional and direct dependence on renewable resources and ecosystems, including sustainable subsistence harvesting, continues to be essential to the cultural, social, economic and physical well-being of indigenous people and local communities;

(c) Recognizing the need to protect the habitats of indigenous people and local communities from environmentally unsound development projects and from inappropriate integration processes;

(d) Strengthening the viability and sustainability of traditional management practices in the context of environmentally sound development, including by means of collaboration between Governments and the people and communities concerned;

(e) Supporting capacity building for indigenous people and local communities based on the adaptation and exchange of traditional experience, knowledge and resources management practices within and between regions;

(f) Supporting their development of alternative, environmentally sound means of production, to ensure the improvement of their quality of life so that they can participate in sustainable development;

(g) Mobilizing international technical and financial cooperation for the self-development of these people and communities, as a first step by means of the opportunity provided by the International Year for the World's Indigenous People;

2. Invites the Chairman of the Working Group on Indigenous Populations to contribute to the work of the secretariat, and to participate in the further deliberations on this topic by the Preparatory Committee and the Conference.

---



## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.51  
3 September 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August - 4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Vice-Chairman, Mr. J. Muliro (Kenya)  
on the basis of informal consultations

Poverty, sustainability and demographic pressures, health and education

The Preparatory Committee,

Recalling General Assembly resolution 44/228,

1. Takes note with appreciation of the reports of the Secretary-General on poverty, sustainability and demographic pressures, health and education contained in documents A/CONF.151/PC/45-46 and A/CONF.151/PC/54-55 and of the Coordinator's summary of discussions on these subjects at the current session contained in the annex to the present decision; 1/

---

1/ A/CONF.151/PC/CRP.14.

2. Requests the Secretary-General to continue work on these issues and to prepare and submit to the Committee at its fourth session proposals for action on relevant issues pertaining to poverty, sustainability and demographic pressures, health and education, to be included in Agenda 21 in accordance with its agreed structure as contained in draft decision [ ], taking into account views expressed at the current session.

---



## L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTÉ

### RÉSUMÉ

L'une des questions sur lesquelles on s'est penché au cours de la réunion du Comité préparatoire (PrepCom III) portait sur l'environnement et la santé. Étaient également inscrites à l'ordre du jour d'autres questions comme l'éducation, la pauvreté et la population. La plupart des interventions ont porté principalement sur la pauvreté, parmi ces quatre questions. Dans leurs interventions, plusieurs pays industrialisés ont fait mention de la santé, notamment les pays membres de la Communauté européenne, les États-Unis et l'Australie. Le Bureau international du travail (BIT), la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont également exhorté les membres de la réunion à examiner plus sérieusement la question de la santé et de l'environnement. L'OMS a présenté les conclusions préliminaires de sa Commission sur la santé et l'environnement et a demandé que ces recommandations soient intégrées au chapitre relatif à la santé dans Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle). Il se peut que cela ne soit pas possible car le rapport final de la commission doit paraître en novembre, alors que la documentation finale de PrepCom IV doit être reçue au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre. Cette échéance sera stricte cette fois, en raison des nombreux problèmes causés par le retard dans l'acheminement des documents nécessaires pour cette réunion et le fait qu'ils n'ont pas été traduits. La décision A/CONF.151/PC/L.51 présente en annexe le résumé succinct qu'a fait le président en vue de la discussion des quatre points. Dans ce résumé, une section est consacrée à la santé.

### Documentation

- A/CONF.151/PC/54 - *Environmental Health Aspects of Development* (Aspects environnementaux du développement)
- A/CONF.151/PC/CRP.14 - *Chairman's Summary of Discussions on Poverty, Education and Health* (Résumé des discussions relatives à la pauvreté, l'éducation et la santé, présenté par le président)
- A/CONF.151/PC/L.51 - *Decision on Cross-sectoral Issues (poverty, sustainability, and health and education)* (Décisions concernant les questions intersectorielles : pauvreté, viabilité, santé et éducation)

### DISCUSSIONS DU PREPCOM

Voici les principaux objectifs du Canada :



- Connaître les différents points de vue des pays industrialisés et des pays en développement en ce qui concerne la santé;
- Faire reconnaître que le processus décisionnel doit faire intervenir tous les intéressés;
- Favoriser la coopération internationale relativement aux répercussions que la détérioration de l'environnement a sur la santé.

La question de la détérioration de la santé et de l'environnement a été traitée ainsi que celles qui ont trait à la pauvreté, à l'éducation, à la structure démographique et aux habitudes de consommation. Étant donné que la pauvreté était la principale question liée au "développement" et que jusqu'ici on n'avait accordé que très peu d'attention aux questions de développement dans l'ordre du jour, les interventions sur la pauvreté étaient de loin plus importantes que celles qui portaient sur les trois autres questions, notamment la santé. Les quatre questions ont été traitées au cours d'une discussion régulière d'une demi-journée et d'une discussion non officielle d'une demi-journée également.

Plusieurs délégations n'ont toutefois pas manqué d'aborder la question de l'environnement et de la santé, et le président, qui a animé la discussion au sujet de la pauvreté, a inclus une section concernant la santé dans son bref aperçu de cette partie de l'ordre du jour de la réunion plénière.

La Communauté européenne a mené la discussions en faisant remarquer que la santé avait des répercussions sur presque toutes les autres questions inscrites à l'ordre du jour de la CNUED. Les considérations sur la santé sont d'une importance primordiale lorsqu'on traite de l'urbanisation, de l'approvisionnement en eau douce, des produits chimiques toxiques et des déchets dangereux. En outre, le monde fait face à des problèmes de dimension tels que les changements climatiques et la perte de la biodiversité, qui ont des répercussions sur la santé. La CE a parlé de la Commission de la santé et de l'environnement de l'OMS, qui a été créée en 1990, et a déclaré que la Commission avait fourni à l'OMS les moyens d'élaborer des stratégies pour s'attaquer à l'avenir aux problèmes de santé et d'environnement. Elle a recommandé d'inclure dans Agenda 21 les conclusions et les recommandations finales de la Commission de l'OMS et de les examiner lors de PrepCom IV.

La CE a donné son appui aux quatre secteurs d'action exposés dans le document PC54, mais a déclaré qu'il faudrait établir les priorités et en assurer la coordination. Elle a terminé son intervention en rappelant à la plénière que les ministres de l'environnement et de la santé de la CE se sont réunis en décembre 1989 et ont adopté la Charte européenne de l'environnement et de la santé. Elle a également mentionné la Conférence de Sudsvall sur les Environnements favorables [Sudvall Conference on

Supportive Environments], qui a eu lieu en juin 1991. La CE a demandé que les recommandations de cette conférence soient intégrées à Agenda 21.

La CISL a mentionné le travail accompli par les syndicats, au cours des ans, afin de veiller à la santé et à la sécurité de leurs membres, pour qui souvent les procédés de traitement dangereux et polluants comportent des risques. Le BIT a demandé qu'on reconnaisse la corrélation qui existe entre le milieu de travail et l'environnement et le développement. Il a, par conséquent, demandé qu'on mette davantage l'accent, dans la documentation destinée à PrepCom Iv, sur les activités visant à soutenir l'amélioration des conditions et du milieu de travail, particulièrement les améliorations relatives à la sécurité et à la santé au travail.

Dans sa déclaration, l'Australie a parlé de la Commission de l'OMS et a recommandé qu'elle serve de base à l'élaboration d'un chapitre sur la santé dans Agenda 21 et fournisse également un éventail d'options que l'on pourrait intégrer à d'autres chapitres sectoriels bien précis. Elle a demandé que l'on détermine les priorités clefs qui aideraient énormément à améliorer la santé humaine. La délégation allemande a demandé un plus grand accès aux soins de santé pour réduire la pauvreté.

Dans leur intervention, les États-Unis ont signalé que le développement viable est impossible si la population n'est pas en bonne santé. Un grand nombre des problèmes de santé des plus démunis sont causés ou du moins aggravés par des facteurs environnementaux. La malaria transmise par un insecte provoque plus d'un million de décès chez les enfants, en Afrique. Un milliard de personnes manquent d'eau potable et deux milliards n'ont pas d'installations sanitaires. Plus d'un milliard de personnes vivent dans des régions urbaines où le niveau quotidien des macroparticules dépasse la norme recommandée par l'OMS. La norme est dépassée plusieurs fois, lorsque des biocarburants sont brûlés à l'intérieur des maisons.

Il y a lieu d'inclure dans Agenda 21 des mesures visant à modifier cette situation. Parmi les sujets d'un tel programme, mentionnons l'air pur, l'eau potable, les aliments salubres, une bonne alimentation et des installations sanitaires. Pour réussir à créer un environnement plus sain, il faudra tenir compte d'autres sujets d'Agenda 21 tels que les établissements humains, les eaux douces, la pollution de l'air, les déchets toxiques et les déchets solides. Pareil programme devrait comprendre l'évaluation des risques, qui fait appel à la recherche fondamentale, appliquée et opérationnelle ainsi qu'à la gestion des risques, qui porte sur les mesures préventives, de lutte et, dans des cas extrêmes, correctives ou thérapeutiques. Par conséquent, les efforts opérationnels devraient être axés dans une très large mesure sur la prévention des problèmes plutôt que sur les mesures curatives coûteuses.

Enfin, l'OMS a présenté les conclusions préliminaires de sa Commission de la santé et de l'environnement. Celle-ci a tenu sa dernière réunion au mois de juillet de la présente année et procède actuellement à la rédaction de la version finale de son rapport qui sera

publié en novembre tout comme les rapports de chaque comité chargé d'étudier les questions concernant l'énergie, l'industrie, l'urbanisation et l'alimentation et l'agriculture.

Il se dégage de certaines conclusions importantes du rapport, qui est annexé au présent rapport, qu'en dépit de la place très importante qu'occupe la question de la santé dans la vie des gens, en général la santé a jusqu'ici été exclue du débat sur l'environnement et le développement. Les auteurs du rapport ont recours à Agenda 21 et à la Charte de la terre pour remédier à cette situation. Ils ont également fait remarquer que pour assurer une base durable pour tous en matière de santé, il faudrait accorder une haute priorité à la réduction des taux d'accroissement de la population ainsi qu'à la réduction de la surconsommation et de la production de déchets. En fait, ils ont demandé au secteur de la santé de prendre des initiatives plus hardies de manière à aider tous les secteurs du gouvernement à prendre des mesures concernant la politique de développement et à planifier afin d'assurer que la santé humaine tire profit du développement.

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

Dans le résumé du débat sur la pauvreté, la population, la santé et l'éducation, qu'a fait le président, un point a été consacré aux questions de santé. Il se lisait comme suit : "la santé est une condition fondamentale de développement et, par conséquent, la protection et l'amélioration de la santé des femmes, des enfants et de tout le monde devraient être intégrées à tous les programmes de lutte contre la pauvreté et à d'autres programmes pertinents."

Cette disproportion apparente s'explique peut-être par le fait qu'on a moins parlé de la santé dans les interventions (contrairement à la question de la population qui a été soulevée par plusieurs délégations de pays industrialisés et de pays en développement). Il faudra élaborer un mécanisme efficace avant PrepCom IV, afin de veiller à ce que les recommandations contenues dans le rapport de la Commission de l'OMS soient bien intégrées à Agenda 21. Le calendrier adopté n'est pas ce qu'il y a de mieux, étant donné que les documents destinés à PrepCom IV devront être prêts au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre. La santé n'a pas jusqu'ici obtenu la place qu'elle mérite dans le processus de la CNUED. Les professionnels du secteur de la santé de l'ACDI et Santé et Bien-être social Canada voudront peut-être emboîter le pas à l'OMS et au Secrétariat de la CNUED au sujet de la façon d'intégrer les recommandations de la Commission de l'OMS.

Parmi les trois objectifs de la délégation canadienne qui ont été énoncés avant la réunion, le seul sur lequel on s'est penché réellement était le deuxième, c'est-à-dire le besoin de faire participer tous les intéressés. Cela s'inscrivait dans le cadre d'une plus vaste campagne visant à faire participer tous les intéressés à toutes les discussions lors de la réunion. En ce qui concerne les deux autres objectifs, on n'a pas tellement eu l'occasion

de discuter des perspectives des initiatives en matière de santé des pays industrialisés et des pays en développement ni de favoriser une meilleure coopération sur le plan international. La diffusion du rapport de l'OMS pourrait changer la situation lors de PrepCom IV.



General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.51  
3 September 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August - 4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Vice-Chairman, Mr. J. Muliro (Kenya)  
on the basis of informal consultations

Poverty, sustainability and demographic pressures, health and education

The Preparatory Committee,

Recalling General Assembly resolution 44/228,

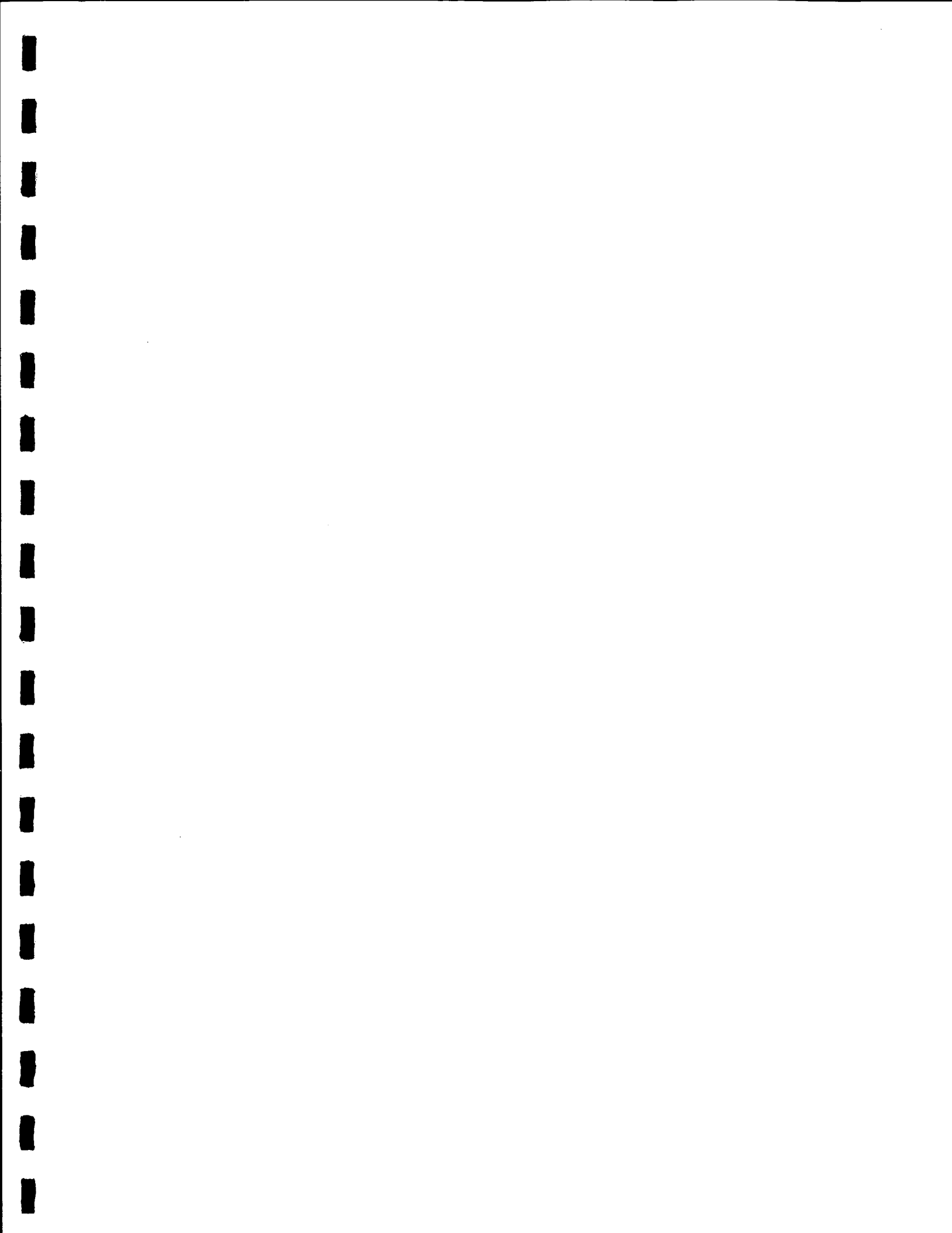
1. Takes note with appreciation of the reports of the Secretary-General on poverty, sustainability and demographic pressures, health and education contained in documents A/CONF.151/PC/45-46 and A/CONF.151/PC/54-55 and of the Coordinator's summary of discussions on these subjects at the current session contained in the annex to the present decision; 1/

---

1/ A/CONF.151/PC/CRP.14.

2. Requests the Secretary-General to continue work on these issues and to prepare and submit to the Committee at its fourth session proposals for action on relevant issues pertaining to poverty, sustainability and demographic pressures, health and education, to be included in Agenda 21 in accordance with its agreed structure as contained in draft decision [ ], taking into account views expressed at the current session.

---



## LES ÉTABLISSEMENTS HUMAINS

### RÉSUMÉ

La discussion au sujet des établissements humains constituait clairement, pour les délégations, une priorité revêtant une importance croissante aussi bien pour les pays en développement que pour les pays développés. Le résumé de la discussion qu'a fait le président est annexé au présent rapport. Les délégations qui ont assisté à la plénière ont adopté une décision faisant des établissements humains un chapitre distinct dans Agenda 21 (le Plan d'action pour le XXI<sup>e</sup> siècle) et recommandant que la question soit intégrée à des programmes sectoriels clés ayant trait notamment à l'atmosphère, à la terre, aux régions côtières et à l'eau douce, etc. Les questions sous-jacentes relatives à ce secteur tournent autour de la nécessité de ne pas oublier les établissements humains situés en zone rurale, autour du rôle du CNUEH (Habitat) sur le plan de la coordination des activités internationales et autour du besoin de lier les nombreuses activités qui se produisent au niveau local, notamment la Conférence mondiale sur les villes et l'environnement, qui s'est tenue en août à Toronto, et la troisième conférence au sommet des grandes villes du monde, qui a eu lieu à Montréal du 15 au 17 octobre. L'ACDI et la SCHL voudront peut-être donner suite aux activités du Secrétariat de la CNUED pour assurer l'intégration des recommandations de ces deux conférences à l'ébauche d'Agenda 21, qui est actuellement en cours de préparation et qui sera examinée à la quatrième réunion du Comité préparatoire (PrepCom IV).

### Documentation

- A/CONF.151/PC 43 *Human Settlements (Les établissements humains)*  
A/CONF.151/PC/CRP.12 *Human Settlements - Coordinator's Draft Text (Les établissements humains - Ébauche préparée par le coordinateur)*  
A/CONF.151/PC/L.44 *Decision adopted on Human Settlements (Décision relative aux établissements humains)*

### DISCUSSIONS DU PREPCOM

Voici les objectifs de la délégation canadienne :

- établir un lien direct entre les recommandations formulées au sujets des politiques et programmes internationaux et les initiatives et interventions locales;
- renforcer la question de l'environnement urbain au sein de la CNUED et incorporer à Agenda 21 des recommandations précises au sujet du rôle des communautés urbaines;
- appuyer le principe du partenariat des secteurs public, privé et communautaire dans le développement de stratégies pour l'intégration des besoins des



communautés dans les recommandations des politiques et programmes internationaux;

- souligner les rôles économique et social des femmes dans l'environnement urbain.

La question des établissements humains, qui a été discutée en séance plénière, constituait l'un des quelques sujets d'importance égale et croissante aussi bien pour les pays développés que pour les pays en développement. Durant les interventions officielles, la plupart des délégués ont parlé de la nécessité de faire des questions urbaines un chapitre distinct d'Agenda 21. Certains délégués ont également souligné qu'il était important de ne pas oublier les établissements humains des zones rurales.

La Communauté européenne a souligné la croissance effrénée des villes partout dans le monde. Par conséquent, celles-ci devraient être considérées à la fois comme des problèmes qui s'aggravent rapidement et comme des instruments de développement et de croissance socio-économiques. La CE a attiré l'attention sur le rôle clé joué par le CNUEH (Habitat) et a appuyé le projet de conférence sur les établissements humains de 1997 proposé par la CNUEH.

La CE a également fait remarquer que l'énergie et le transport étaient des questions clefs à considérer en ce qui concerne les villes et a appuyé les propositions faites dans le document PC 43 au sujet des programmes en ce domaine. Elle s'est réjouie des programmes proposés pour des logements adéquats pour tous, pour la gestion des établissements humains et la gestion des ressources foncières. Elle a demandé un renforcement des programmes actuels du PNUD, de la CNUEH et du programme de gestion urbaine de la Banque mondiale pour la mise en oeuvre de tels programmes.

Le directeur exécutif du CNUEH (Habitat) a pris la parole à la plénière. Il a mis l'accent sur sept principaux secteurs de programme qu'il faudra inclure dans Agenda 21, à savoir la création de logements convenables pour tous, la mise en place de l'infrastructure, la fourniture d'énergie et de services de transport respectueux de l'environnement et à un prix raisonnable, la gestion des ressources foncières, le développement de compétence en matière de construction, le développement des ressources humaines et des capacités ainsi qu'une meilleure planification et gestion des établissements humains. Il a également demandé avec insistance la tenue d'une conférence sur les établissements humains en 1997.

La délégation du Kenya a reconnu que l'urbanisation faisait partie intégrante du processus de développement, mais a exhorté les membres de la réunion à ne pas oublier les régions rurales, étant donné qu'un secteur important de la population de nombreux pays pauvres vit encore dans ces régions. Comme la Communauté européenne, les pays nordiques ont apporté leur soutien à la tenue de la CNUEH et ont souligné l'importance de la création d'un milieu où tout le monde peut vivre en sécurité, le besoin d'améliorer et de transférer les techniques de construction, le besoin de

planifier l'utilisation des terres et de gérer les établissements intégrés. La délégation a souligné particulièrement la nature intersectorielle de la question, surtout en ce qui a trait à la gestion des terres, des ressources en eau douce, des régions côtières et des déchets. Par conséquent, les établissements humains ne devraient pas seulement constituer un chapitre distinct d'Agenda 21, mais devraient faire l'objet d'un examen par rapport aux autres points de cet agenda.

La délégation allemande a annoncé qu'elle était prête à convoquer une conférence internationale sur les stratégies en vue de l'amélioration de l'environnement urbain, qui se tiendrait à Berlin, en février 1992, afin d'échanger des idées et d'offrir des options pour Agenda 21.

Les États-Unis ont fait remarquer que l'urbanisation était un outil puissant pour assurer la prospérité économique à l'échelle nationale et rendre plus accessibles les services sanitaires, éducatifs et sociaux de base. Mais, ils ont admis que les villes ont créé une multitude de problèmes nouveaux et souvent mal compris tels que les effets négatifs sur l'air, la terre et l'eau. Ils ont fait appel à des donateurs bilatéraux et multilatéraux en vue d'établir pour les programmes des objectifs crédibles visant à accroître la réserve de logis convenables et d'infrastructures connexes. Ils ont réalisé que la nature du problème était complexe et que les solutions nécessiteraient qu'on modifie les anciennes politiques économiques et sociales du pays en cause.

Les Philippines ont fait remarquer, lors d'une intervention particulièrement forte, qu'il y avait lieu d'intégrer l'organisation socio-économique en ne considérant pas seulement l'infrastructure matérielle. Il est essentiel que les utilisateurs de cette infrastructure participent directement et étroitement aux programmes. Il faut considérer la population comme un actif plutôt qu'un passif, dans la mise en oeuvre des programmes d'éducation, de développement des capacités et de mobilisation des ressources communautaires. Il faut également créer des emplois dans le voisinage des logements. Le développement économique doit au-delà de la production pour assurer la prestation de services. Pour les régions rurales, cela veut dire attirer les services vers les établissements humains situés à l'extérieur des villes à la fois pour diminuer les pressions sur la migration et fournir d'autres moyens d'existence aux communautés qui dépendent de l'industrie forestière. La délégation des Philippines a proposé l'adoption de mécanismes novateurs dans le domaine de l'urbanisme en vue d'obtenir une répartition équitable des ressources dans les grandes villes. Ces mécanismes pourraient être des politiques permettant aux quartiers riches d'aider à subventionner les quartiers moins favorisés de la ville, ce qui assurerait une redistribution des ressources en vue de résoudre les problèmes environnementaux urgents. Enfin, la délégation des Philippines a plaidé particulièrement en faveur des villes sujettes aux catastrophes, comme par exemple les inondations, les tremblements de terre, etc.

Le Chili a rappelé la conférence de Vancouver de 1977 et demandé pourquoi on n'avait donné suite qu'à un si faible pourcentage des 60 recommandations faites à ce moment-là. Était-ce à cause de l'absence d'une volonté politique ou d'un manque de ressources?

## RÉSULTATS ET ÉVALUATION

C'était la première fois que PrepCom avait l'occasion d'aborder la question des établissements humains et il s'agissait manifestement d'une question prioritaire pour de nombreuses délégations de pays en développement et de pays développés. Le rôle futur de la CNUEH a été mentionné par une ou deux délégations, notamment la Communauté européenne, mais la discussion n'a pas permis de dégager clairement le rôle qu'elles pourraient jouer. La délégation canadienne a fait état de la tenue prochaine au Canada de deux conférences concernant les villes (l'une avait lieu au moment même où la délégation faisait son intervention) et il semblerait que l'on soit en train de mettre en place, au niveau municipal, d'autres mécanismes visant à poser le problème des établissements humains urbains sur une base internationale.

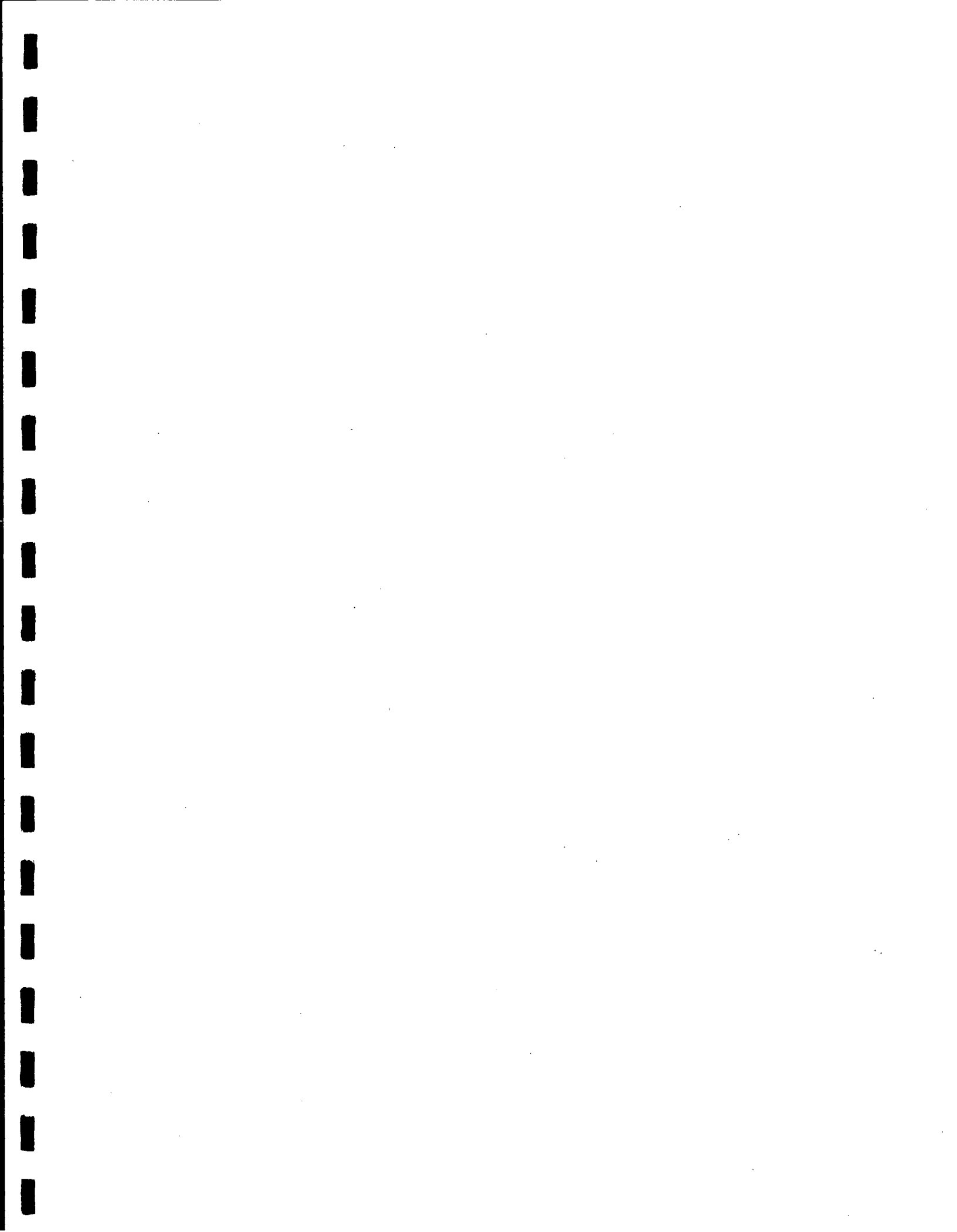
Tous les participants ont été d'accord pour dire qu'il s'agissait d'une question clé qui prendrait de plus en plus d'importance au cours de la prochaine décennie. Ils ont adopté une décision faisant des établissements humains un chapitre distinct d'Agenda 21 et insistant pour que d'autres secteurs de programme contiennent des références au sujet des établissements humains, particulièrement concernant l'atmosphère, la terre, les zones côtières et les eaux douces. Ce secteur présentera un intérêt croissant pour un vaste éventail d'intervenants, et le défi au cours des mois précédant PrepCom IV consistera à veiller à ce que les activités qui se déroulent sur divers fronts soient intégrées au chapitre d'Agenda 21 dont l'ébauche sera achevée d'ici la fin de novembre. Il ne faudrait pas laisser la CNUEH s'occuper entièrement de ce processus.

En ce qui concerne les objectifs proposés avant la réunion, ils ont été sinon réalisés intégralement, du moins examinés dans une certaine mesure. On a formulé des recommandations au sujet des liens qui existent entre les activités aux niveaux local et international, mais il existe peu de mécanismes permettant de donner suite à ces recommandations. L'ACDI et la SCHL devraient donner suite aux activités du Secrétariat de la CNUED pour assurer que les recommandations qui découlent des initiatives canadiennes à ce sujet soient bien intégrées au chapitre d'Agenda 21.

Le deuxième objectif a été entièrement atteint puisque les établissements humains ont fait l'objet d'un chapitre distinct d'Agenda 21. Il convient maintenant de veiller à ce qu'il soit convenablement mis en oeuvre. Le troisième objectif, qui consiste à faire intervenir un vaste éventail de commettants dans les discussions, se présente comme un objectif global de la délégation et, à ce titre, a été examiné sur de nombreux fronts durant toute la réunion et mentionné directement dans plusieurs interventions du Canada. Toutefois, le système des Nations Unies (et, par conséquent, le processus du Comité préparatoire) n'est pas encore habitué à la participation d'intervenants autres

que le gouvernement. À ce sujet, les résultats obtenus n'ont pas été tout à fait positifs lors de la réunion et le Canada devrait continuer à faire preuve de leadership en vue d'une plus grande participation, si les diverses parties intéressées doivent poursuivre leurs activités à la CNUED et par après.

En ce qui concerne le rôle des femmes, PrepCom III a décidé d'inclure un chapitre distinct au sujet des femmes dans Agenda 21 et d'intégrer cette question dans chaque secteur. L'application de la décision au sujet des établissements humains devrait être contrôlée soigneusement. Il est presque trop tard pour inscrire à Agenda 21 les conférences importantes au sujet des questions féminines, puisqu'elles se tiennent à Miami, en novembre.





## General Assembly

Distr.  
LIMITED

A/CONF.151/PC/L.44  
30 August 1991

Original: ENGLISH

---

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS

### CROSS-SECTORAL ISSUES

Draft decision proposed by the Vice-Chairman, Mr. Enrique Peñalosa,  
(Colombia) on the basis of informal consultations

#### Human settlements

The Preparatory Committee

1. Recalls General Assembly resolution 44/228, section I, paragraph 12, which affirmed that the environmental issues to be considered by the Conference would include, inter alia:

"(h) Improvement of the living and working environment of the poor in urban slums and rural areas, through the eradication of poverty, inter alia, by implementing integrated rural and urban development programmes, as well as taking other appropriate measures at all levels necessary to stem the degradation of the environment;

(i) Protection of human health conditions and improvement of the quality of life";

2. Welcomes the report on Human Settlements by the Secretary-General of the Conference contained in document A/CONF.151/PC/43, as well as the documentation transmitted by the Commission on Human Settlements in accordance with decision 1/28 of the Preparatory Committee;

3. Recognizes that human settlements activities can considerably strengthen the development component of the Conference agenda through their contribution to employment generation, human resources development, industrial growth, and the alleviation of poverty;

4. Notes that integrated planning and management of human settlements can both satisfy growing needs for shelter, infrastructure and services and contribute to minimizing adverse environmental impacts under most of the major issues addressed in resolution 44/228;

5. Further notes that the situation of urban agglomerations in developed countries and their quality of life have generally improved in the past two decades, instances of localized deterioration being rather the exception, and aware that, on the contrary, this situation of urban agglomerations in developing countries has steadily deteriorated with most serious and manifold consequences on their populations;

6. Decides that human settlements should be treated as a distinct programme of Agenda 21, and that its programme areas should address human settlements as a substantive framework for sustainable development and that programme areas such as atmosphere, land, coastal areas, freshwater and waste management should include the human settlements dimension;

7. Further decides that the implementation of the Global Strategy for Shelter to the Year 2000 should be strengthened and form a major element of the Human Settlements Programme of Agenda 21, aimed at facilitating adequate living conditions for all by focusing on critical elements in the enabling approach of the Strategy;

8. Requests the Secretary-General of the Conference in cooperation with the Executive Director of the United Nations Centre for Human Settlements (HABITAT) to develop the Human Settlements Programme as an integral part of the Agenda 21 document to be presented to the Preparatory Committee at its fourth session in March 1992 in the light of the relevant decisions of the Preparatory Committee on Agenda 21 and further requests the Secretary-General in developing the above-mentioned programme to fully take into account the coordinato  
summary of views submitted by Member States which, inter alia, include the following:

(a) That the urban environment should be accorded highest priority, while, specifically in connection with predominantly rural countries, full attention should be paid to the need to improve rural settlement environments;

(b) That a new programme area related to human settlements planning in disaster-prone areas be established and developed in cooperation with interested United Nations agencies active in this field, keeping in mind the effects on human settlements, on their residents and on the process of sustainable development of natural and man-made disasters (including wars), technological and other environmental accidents;

(c) That consideration be given to new and innovative human settlement strategies which take into account the following aspects:

(i) Generation of employment in human settlements;

(ii) Promotion of health, education and recreation in human settlements;

(iii) Research, information and action programmes on adequate technology for human settlements (including technology for building; waste management, administration of human settlements, etc.);

(iv) Exchange and dissemination of data between cities;

(v) International cooperation for financing the upgrading of informal settlements and urban infrastructure;

(vi) Adaptation of codes and regulations to the needs of the poor;



- (vii) Adoption of innovative city planning strategies for adequate sharing of resources (cross-subsidies);
  - (viii) Adoption of land-use planning techniques for a more efficient use of limited land resources;
  - (ix) Adoption of new programmes to slow down the growth of megacities through the creation of intermediate cities and the industrialization of rural areas;
  - (x) Adoption of programmes which actively promote shelter upgrading and delivery of increased housing stock through community participation;
  - (xi) Stimulation of the locally available intellectual, financial and private-sector potential for human settlements planning and management;
  - (xii) Shelter provision for the "no-income" groups of population and the critically poor;
  - (xiii) Research, development and use of indigenous building materials;
  - (xiv) Encouragement to Governments to mobilize funding from all possible sources through new and innovative mechanisms;
- (d) That certain programme area targets should be more clearly defined, for example:
- (i) By setting a target for providing drinking water for all by the year 2000;
  - (ii) By setting a target to provide land for all (minimum plot);
  - (iii) By setting a target to eliminate the world housing deficit by the year 2020;
  - (iv) By harmonizing human settlements policies with population and urbanization policies;
- (e) That such targets, as may be set to supply adequate shelter and related infrastructure, be credible in order both to mobilize public interest and support and to monitor, measure and promote progress in meeting them.
-

PREPARATORY COMMITTEE FOR THE UNITED NATIONS  
CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT  
Third session  
Geneva, 12 August-4 September 1991  
Agenda item 2 (c)

PREPARATIONS FOR THE UNITED NATIONS CONFERENCE ON ENVIRONMENT AND  
DEVELOPMENT ON THE BASIS OF GENERAL ASSEMBLY RESOLUTION 44/228 AND  
TAKING INTO ACCOUNT OTHER RELEVANT GENERAL ASSEMBLY RESOLUTIONS:  
CROSS SECTORAL ISSUES

Human settlements - Coordinator's draft text

The Preparatory Committee:

Recalling General Assembly resolution 44/228 which specifies the improvement of the living and working environments of the poor in urban slums and rural areas as a priority area to be addressed by the Conference;

Having considered the report of the Secretary-General on Human Settlements contained in document A/CONF.151/PC/43, as well as the documentation transmitted by the United Nations Commission on Human Settlements in accordance with decision 1/28 of the Preparatory Committee;

Taking note of the many (several) statements which have stressed the importance of Human Settlements planning and management for facilitating economic growth, satisfying essential human needs and protecting the human resources development environment;

Recognizing that Human Settlements activities can considerably strengthen the development component of the Conference agenda through their contribution to employment generation, growth, and the alleviation of poverty;

Aware that several existing global programmes on Human Settlements, such as the Global Strategy for Shelter to the Year 2000 will need to be strengthened, while new programmes and initiatives will need to be identified and also reflected in "Agenda 21", as recommended in the report of the Secretary-General of the Conference;

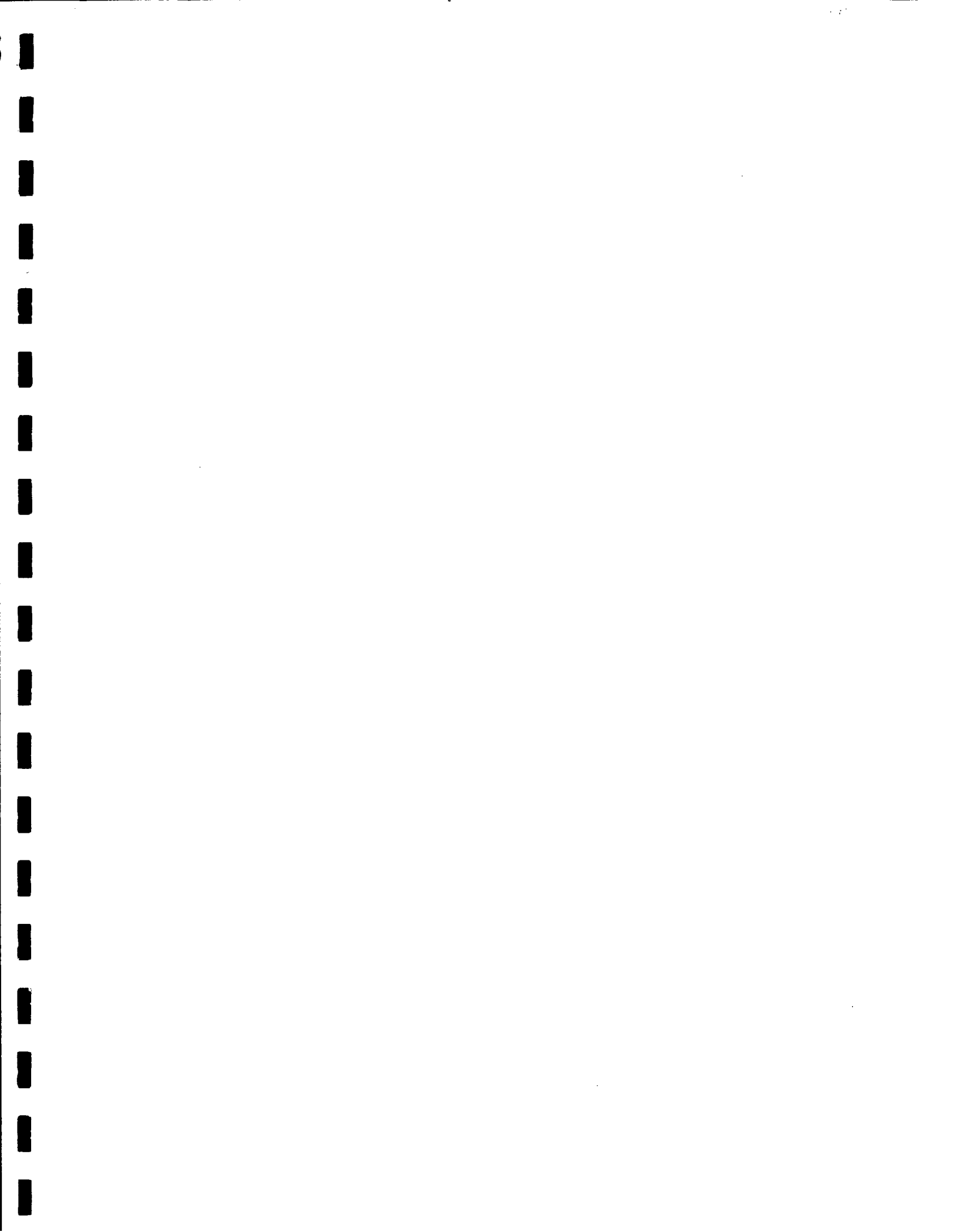
Also aware that the sustainable planning and management of Human Settlements is the integrated dimension which can both satisfy growing needs for shelter, infrastructure and services and contribute to minimizing adverse environmental impacts under most of the major issues addressed in resolution 44/228;

Decides that Human Settlements should be treated as a distinct area of Agenda 21, and that its programme areas should include both specific Human Settlements issues and cross-linkages to sectoral issues such as atmosphere, land, coastal areas and freshwater;

Requests the Secretary-General of the Conference to develop the above programme area proposal for Human Settlements as an integral part of the final Agenda 21 document to be presented at the fourth session of the Preparatory Committee in March 1992 in the light of the decision ... on Agenda 21 and take into account the proposals contained in PC/43 and the attached Annex.

Annex

1. Human Settlements should form a distinct programme of Agenda 21.
2. The urban environment should be accorded highest priority.
3. Human Settlements issues should be integrated in all programme areas of Agenda 21 while avoiding overlapping between activities proposed in the Human Settlements and other sectoral programmes such as land and energy.
4. The Human Settlements programme of activities should be enlarged to include:
  - (a) A new programme related to Human Settlements planning in disaster-prone areas.
  - (b) The non-physical aspects of Human Settlements which relate to:
    - the no-income groups of the population;
    - the generation of employment in Human Settlements;
    - and the promotion of health in settlements.
  - (c) The transfer of technology in Human Settlements infrastructure; the exchange and dissemination of data between cities; and international cooperation for financing the upgrading of informal settlements and urban infrastructure.
  - (d) The use of new Human Settlements strategies aimed at facilitating access to shelter through:
    - adaptation of codes and regulations to the needs of the poor;
    - adoption of innovative city planning strategies for adequate sharing of resources (cross-subsidies);
    - adoption of land-use planning techniques for a more efficient use of limited land resources;
    - adoption of new programmes to slow down the growth of megacities through the creation of intermediate cities and the industrialization of rural areas.
5. Certain programme targets should be more clearly defined for example:
  - by setting a target for providing drinking water for all by the year 2000;
  - by setting a target to provide land for all (minimum plot) by the year 2000;
  - by harmonizing Human Settlements policies with population and urbanization policies.



LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20071646 5

DOCS

CA1 EA 91U55 FRE

vol. 2

Conference des Nations unies sur  
l'environnement et le developpemer  
(CNUED) 3eme seance du Comite  
preparatoire, Geneve, 12  
43261058

